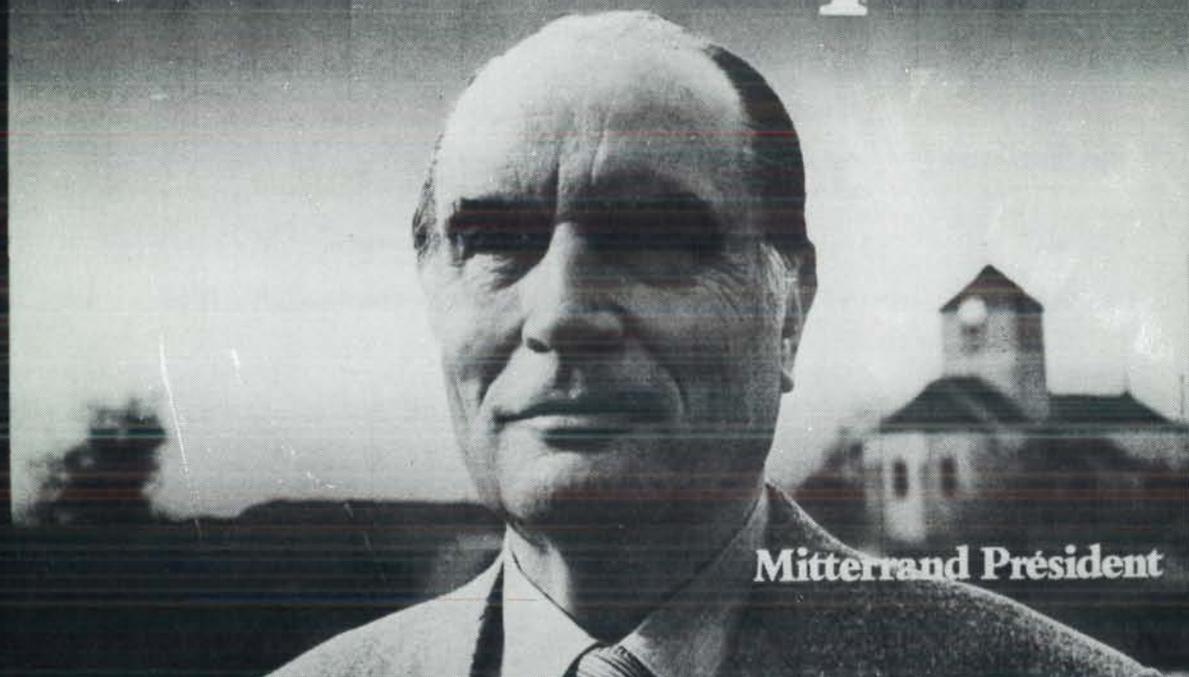


Bimensuel n° 109 du 28 septembre 1981 — 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

La force tranquille.



FRANCE

QUATRE MOIS APRES LA VICTOIRE

UN TOURNANT EN POLOGNE

Le Ier Congrès national de Solidarité

Sommaire du n° 109 du 28 septembre 1981

3	POLOGNE	Une avancée de la Révolution politique	INPRECOR
5	POLOGNE	Résolution du Ier Congrès national de Solidarité	Document
6	POLOGNE	« L'autogestion commencera à fonctionner avec de nouvelles lois », entretien avec Henryk Szlajfer	Jorgen GOLDING-JORGENSEN
9	ETAT ESPAGNOL	Où va le Parti communiste espagnol (PCE) ?	Jaime PASTOR
11	ETAT ESPAGNOL	Ile Rencontres internationales des jeunesses syndicalistes organisées par l'UGT, entretien avec Raoul Fischer	« COMBATE »
13	FRANCE	Les 120 premiers jours du gouvernement Mitterrand-Mauroy	Jacques KERGOAT
21	FRANCE	Bernadette Devlin expulsée d'Espagne	INPRECOR
22	NAMIBIE	Afrique du Sud, bas les pattes devant l'Angola et la SWAPO !	Vincent KERMEL
23	SUISSE	Les bailleurs de fonds du régime raciste sud-africain	André MEYLAN
28	PEROU	La campagne répressive contre le Parti révolutionnaire des travailleurs a déjà fait deux morts	INPRECOR
29	BRESIL	L'« ouverture » à l'épreuve de l'austérité et des mobilisations ouvrières	Daniel JEBRAC
32	GUATEMALA	Le Guatemala à la veille d'une situation pré-insurrectionnelle	Vincent KERMEL
34	MEXIQUE	Le Mexique refoule des milliers de réfugiés guatémaltèques	Arturo CORONA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux, libellés à l'ordre de PEC, à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pa |-----|

Une avancée de la révolution politique en Pologne

SUR la toile de fond d'une crise économique aiguë, le mouvement des masses en Pologne s'est radicalisé et se heurte avec force et décision au pouvoir bureaucratique : élection des directeurs d'entreprise, mouvement pour l'autogestion, mise en question du droit du Parlement — Diète — à décider seul de la Loi sur l'autogestion (1). Le Ier Congrès de Solidarité marque une nouvelle étape dans l'action et l'organisation des travailleurs polonais. Les bureaucraties soviétique et polonaise renouvellent les mises en garde : le Kremlin menace ouvertement Solidarité. Des affrontements d'ampleur se préparent.

« Le Ier Congrès de Solidarité a éveillé beaucoup d'intérêt et d'espoir dans de nombreuses couches de la société. Ces espoirs ont été totalement anéantis. Le déroulement de la première partie du Congrès et les résolutions adoptées ont vu des tendances et des phénomènes qui semblaient n'être le fait que de noyaux restreints passer au rang de programme officiel de toute l'organisation. C'est ainsi que les accords conclus à Gdansk, Szczecin et Jastrzebie ont été rompus unilatéralement. Ils ont été remplacés par un programme d'opposition politique qui s'attaque aux intérêts fondamentaux de la nation et de l'Etat polonais et va dans le sens d'une confrontation risquant de faire couler le sang. » Ce texte du Bureau politique du POU, publié à la une de *Trybuna Ludu* du 16 septembre sous un énorme titre — « Contre l'aventurisme politique et la tentative d'anéantissement de l'Etat socialiste » — montre bien que les tentatives d'intégration et de division, baptisées « politique du nouveau » ont fait long feu. Il vient après les propositions de A. Siwak, membre du Bureau politique, qui exigeait d'interdire Solidarité et après un nouvel ukase du Kremlin (2).

LA RADICALISATION S'APPROFONDIT...

La crise économique continue à empirer depuis que la nouvelle direction du Parti est en place. Un nombre incroyable de produits de première nécessité — viande, sucre, lait, beurre, savon... — sont fortement rationnés et deviennent même introuvables. Même le thé vient à manquer. Les queues sont de plus en plus longues (pour de la viande, on prend son tour dans la queue la veille au soir devant la boucherie !)

La réponse du prolétariat polonais à cette aggravation des conditions d'existence et à la dislocation du système économique a été claire. Ce furent les manifestations massives contre la pollution et l'incurie de la politique des autorités en la matière, en juin dernier à Gdansk. Ce furent les marches de la faim organisées d'abord par les femmes de Lodz en juillet, puis dans d'autres villes en août. Ce fut la manifestation centralisée organisée par Solidarité à Varsovie. Ce furent les actions de protestation toujours plus nombreuses de la Fédération des consommateurs. Ce furent les innombrables grèves qui, durant l'été, de Radom à Olsztyn, exprimèrent le refus des ouvriers d'accepter plus longtemps des conditions de travail lamentables et les attaques lancées par des dirigeants du POU contre les travailleurs de Solidarité. Ce furent les diverses protestations de journalistes et de travailleurs contre la censure des autorités. Ce fut enfin le combat mené à la compagnie aérienne LOT comme à Huta Katowice, pour élire le directeur de l'entreprise.

A chacune de ces occasions, la bureaucratie devait révéler un peu plus clairement aux yeux des larges masses son caractère profondément parasitaire et réactionnaire, sa volonté de gar-

der en main les rênes du pouvoir pour sauvegarder ses propres privilèges, alors qu'elle est incapable d'apporter le début d'une quelconque solution à la crise. Enragée, elle n'a pour l'instant eu recours à la milice et à l'armée que pour contenir les manifestations de rue en juillet à Varsovie, à la police pour harceler et arrêter quelques militants de Solidarité. Cependant, pour la seconde fois à la mi-septembre, elle s'est refusée à libérer les prisonniers politiques de la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante) bien qu'un tribunal de première instance ait décidé leur liberté provisoire. Enfin, les autorités ont clos l'enquête contre les auteurs de la provocation policière de Bydgoszcz, invoquant « l'impossibilité de retrouver les coupables » !

ÉMERGENCE ET COORDINATION DES CONSEILS

Le mouvement pour l'autogestion, impulsé par l'approfondissement de la crise économique, conduit à la mise en place de conseils ouvriers et menace plus radicalement le pouvoir bureaucratique. En effet, la mise en place des conseils dans les entreprises — ou de comités constitutifs pour l'autogestion — est entrée dans une nouvelle phase depuis quelques semaines. Ils ont décuplé numériquement. Dans une région comme celle de Lodz, il en existait déjà dans la majorité des usines à la mi-septembre, alors qu'on n'en comptait que quelques-uns en juin. Dans la région proche de Jastrzebie en Silésie, les travailleurs des mines de la région sont en voie d'en faire autant.

Mais en outre, des coordinations régionales (« Comités constitutifs régionaux de l'autogestion ouvrière ») se sont constitués dans une série de régions et ont commencé à discuter des choix à faire pour sortir de la crise. Ainsi, un appel lancé par des militants connus de Solidarité de Lodz, le 24 août dernier, déclarait : « Ayant à l'esprit les résultats négatifs du mouvement pour l'autogestion des années 1956-1957, et conscients de la force que représente l'action unie et solidaire des travailleurs, nous estimons qu'il est indispensable de prendre des initiatives visant à un débat et à un travail en commun des conseils ouvriers au niveau régional dans le pays tout entier. Etant convaincus que le travail en commun, l'aide solidaire réciproque, la coordination des activités et une représentation commune des organes d'autogestion ouvrière à l'échelle régionale, et très bientôt nationale, constitue une étape naturelle du développement du mouvement d'autogestion ouvrière et la source potentielle de sa force, nous prenons l'initiative d'appeler à la constitution d'un comité constitutif régional d'autogestion ouvrière pour la région de Lodz. »

Certes, la relation entre les conseils ouvriers d'entreprise et les organes d'autogestion au niveau régional et national est encore en discussion : les coordinations régionales doivent-elles être de simples lieux d'échange et d'expériences ou des organes de décision ? Mais la rapidité avec laquelle le mouvement pour l'autogestion se développe reflète la conviction des travailleurs

1. « C'est un ultimatum » dit l'un des membres de la Commission économique de la Diète à propos de l'appel du Congrès de Solidarité exigeant du Parlement qu'il organise un référendum sur l'autogestion. « Comment, dans une telle situation, puis-je exercer le droit souverain qui est le mien de dire ce que je pense ? » « C'est comme si on nous mettait un pistolet sur la tempe », renchérit un autre...

2. Publiée huit jours plus tard, la lettre du Kremlin date du 10 septembre.

que pour sortir de la crise actuelle, il faut qu'ils prennent eux-mêmes les choses en mains, sur le plan économique comme sur le plan politique. Ce fut aussi un des traits marquants et nouveaux du Ier Congrès de Solidarité.

LA QUESTION DU POUVOIR

A l'évidence, les échéances se rapprochent. L'accélération du processus social et politique est telle que, quelles que soient ses formes, la perspective d'un affrontement d'ensemble entre le mouvement des masses et la bureaucratie apparaît aujourd'hui comme inévitable. Les débats du Congrès ont montré qu'une partie importante des militants de Solidarité en étaient maintenant conscients.

La question du pouvoir, posée pratiquement par le mouvement pour l'autogestion, a trouvé son expression dans le Congrès, non seulement au travers de la motion sur le référendum, mais aussi dans les diverses propositions de délégués d'élire un instrument central des organes d'autogestion, un second Parlement de l'autogestion (3). « Solidarité ne doit pas avoir peur de s'engager sur la voie des décisions politiques » dit notamment un militant de Cracovie à la tribune du Congrès. « Nous savons ce que la population attend de nous. Lancer un référendum sur l'autogestion, cela dépasse effectivement le cadre strictement syndical pour empiéter sur la chasse gardée du pouvoir. Mais nous devons être bien conscients qu'il n'y aura aucun moyen de sortir de la crise si nous nous refusons à franchir ce pas, et qui plus est, cela signifierait l'embourgeoisement et la mort lente de notre mouvement. »

Certains délégués proposèrent de ne pas s'adresser au Parlement : « Solidarité devrait organiser lui-même le référendum. Nous savons que les autorités se paient de mots. Nous n'avons rien à attendre du pouvoir. Nous savons qu'il ne fera rien. » Les délégations de Lodz et de Wroclaw expliquèrent au Congrès pourquoi il était nécessaire d'interpeller le Parlement et le pouvoir sur cette question : « Il est essentiel de convaincre les larges masses. (...) Il faut qu'apparaisse clairement aux yeux de la population que le Parlement refuse d'organiser un référendum exigé par 10 millions de personnes. C'est la condition pour que l'ensemble des travailleurs de ce pays s'engage avec nous dans ce mouvement », explique Karol Modzelewski. En s'appuyant tactiquement sur la Constitution et en se servant d'un instrument — utilisé par le POUP lui-même avant 1948 — pour impulser le développement du mouvement pour l'autogestion, les délégués du mouvement d'autogestion, les délégués défendant l'idée d'un référendum et de la mise au pied du mur du pouvoir faisaient preuve d'un sens politique profond.

L'exigence des délégués de mettre à l'ordre du jour dès le début des travaux la discussion sur le programme exprime de même leur compréhension de la nécessité, pour les travailleurs, d'apporter leurs propres réponses à la crise. « Nous devons proposer des solutions pour sortir de la crise et il n'est pas question de partir d'ici sans avoir au moins défini les grandes lignes du programme devant être adopté à la fin du mois. Il faut que les commissions de travail qui doivent se tenir dans l'intervalle sachent sur quelles bases travailler et que nous puissions vérifier dans nos régions que la voie que nous proposons reflète bien les exigences de la base. »

L'appel adressé par le Congrès aux travailleurs des autres « démocraties populaires » traduit la politisation des masses et la volonté de se préparer à en découdre avec la bureaucratie soviétique et ses pantins. L'enthousiasme qui saisit la salle au moment de la lecture de l'appel en dit long sur le chemin parcouru depuis un an. La caste au pouvoir en URSS, de son point de vue, l'a fort bien compris. Elle se déchaîne. Elle multiplie les pressions de toutes sortes, cherchant dans l'immédiat à bloquer la dynamique enregistrée et amplifiée par la première partie du Congrès. Les manœuvres visent, entre autres, à ce que les éléments les plus modérés de Solidarité fassent pression pour que la deuxième partie du Congrès mette une sourdine aux exigences directement politiques du mouvement.

PRÉPARER L'AFFRONTLEMENT INÉLUCTABLE

La radicalisation des travailleurs d'une part et le durcissement de la bureaucratie de l'autre font apparaître de nouveau aux yeux de tous la possibilité de l'affrontement. Chaque camp s'y prépare, y compris dans l'espoir de l'éviter, en accablant l'autre côté à des concessions décisives. Il est illusoire de vouloir concilier, sur la base de l'« intérêt national » — voire d'un gouvernement d'« union nationale » — le pouvoir bureaucratique en déclin, mais qui existe toujours, avec le pouvoir ouvrier qui s'étend de plus en plus, mais qui n'est pas encore centralisé. Les deux peuvent coexister au cours d'une révolution en montée. A la longue, ils sont irréconciliables : l'un ne peut survivre qu'en éliminant l'autre.

La poussée vers la centralisation des conseils, à l'échelle territoriale, régionalement et nationalement, culmine aujourd'hui dans la demande de l'élection immédiate d'une deuxième Chambre de la Diète, fondée sur ces conseils. Ensemble avec la précision de la nature de l'autogestion — qui, pour être réelle, doit être démocratiquement planifiée et exclure toute domination des mécanismes du marché —, cette revendication répond à l'aspiration croissante des masses à poser la question du pouvoir politique, de leur pouvoir de classe, le pouvoir des travailleurs.

Les nouveaux progrès de la révolution politique en Pologne accentuent la nécessité, pour le mouvement ouvrier international, d'élargir sa campagne de solidarité avec les travailleurs polonais :

- Contre les menaces de répression de la bureaucratie polonaise et de la bureaucratie soviétique !
- Contre la pression économique et financière de l'impérialisme, des banques internationales et du FMI !
- Pour l'annulation de toutes les dettes de la Pologne ! ■

INPRECOR

19 septembre 1981.

3. Cette proposition va de fait à l'encontre du mot d'ordre général d'élections libres au Parlement. Elle intègre le développement initial mais rapide des organes de pouvoir ouvrier.

Résolutions du Ier Congrès de Solidarité

Résolution sur l'autogestion

Les délégués au Ier Congrès national du syndicat indépendant autogéré Solidarité appellent les militants du syndicat et tous les travailleurs à défendre l'autogestion ouvrière. Les autorités, paniquées devant le développement et le renforcement de l'autogestion, tentent de l'étouffer dans l'œuf, en privant les conseils de travailleurs du droit de gérer l'entreprise et tout particulièrement du droit de nommer et de révoquer le directeur.

Sous le couvert de la défense de la propriété collective et étatique, ce sont les intérêts égoïstes de l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat qu'on entend faire prévaloir. La récente défense de la *nomenklatura* est un pas de plus dans la tentative de maintenir le système de sélection des cadres, grâce auquel les responsables de l'économie, désignés sur des critères politiques, ont conduit notre économie à la catastrophe actuelle.

La propagande officielle prétend que le projet gouvernemental est compris et approuvé par la majorité de la société. Dans cette situation, le Congrès — en accord avec le point 1, paragraphe 3 de la Constitution de la République populaire de Pologne (RPP) qui stipule que « les lois de la RPP sont l'expression des intérêts et de la volonté du peuple travailleur » — s'adresse à la Diète de la RPP, pour qu'elle se prononce en faveur de l'organisation dans un délai rapproché d'un référendum national sur les compétences des conseils de travailleurs. Ce référendum devrait évidemment avoir lieu avant le vote de la Loi sur l'entreprise et de la Loi sur l'autogestion par la Diète de la RPP. Les syndicats doivent prendre part à la formula-

tion des questions et à la procédure de ce référendum.

Le Congrès décide également qu'en cas de refus de la part des organes de l'Etat de convoquer ce référendum, le syndicat organisera un référendum parmi les personnels des entreprises.

Les délégués au Ier Congrès national espèrent que les députés tiendront compte de la volonté des travailleurs et prendront une décision conforme à leurs aspirations. C'est pourquoi les délégués au Ier Congrès national s'adressent à la Diète pour qu'elle ne vote pas toutes ces lois selon la procédure que le gouvernement prétend imposer. Le vote d'un projet contraire à la volonté des travailleurs provoquerait une accentuation de la tension, rendrait plus difficile la reconstruction de l'économie en ruine et briserait totalement la confiance de la société dans la Diète.

Ce faisant, la Diète rejeterait l'opportunité historique de procéder à une réforme démocratique et la société se verrait dans l'obligation d'entamer une activité autonome. Les délégués au Congrès déclarent que le syndicat ne renoncera pas à sa lutte pour une autogestion authentique et qu'il défendra par tous les moyens ses membres contre les conséquences d'une réforme qui ne serait pas acceptée par la société. Nous soulignons avec gravité qu'en cas de vote de la Loi sur l'autogestion dans une forme qui heurterait la volonté des travailleurs, le syndicat se trouvera dans l'obligation de boycotter et d'agir en vue de garantir la non-limitation des activités des authentiques conseils d'autogestion. ■

Appel aux ouvriers de l'Est

Les délégués réunis à Gdansk pour le Ier Congrès national du syndicat indépendant autogéré Solidarité saluent et expriment leur soutien à tous les ouvriers d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de RDA, de Roumanie, de Hongrie et de toutes les nations qui composent l'Union soviétique.

En tant que premier syndicat indépendant dans notre histoire de l'après-guerre, nous sommes profondément convaincus de la communauté de nos devenirs. Nous vous assurons que, contrairement aux mensonges répandus dans vos pays, nous sommes l'expression authentique des travailleurs, forte de dix millions de membres, constituée à la suite de grèves ouvrières. Notre objectif est la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de tous les travailleurs.

Nous appuyons ceux d'entre vous qui se sont engagés dans la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre. Nous avons bon espoir que, bientôt, vos représentants et les nôtres pourront se rencontrer pour échanger leurs expériences syndicales. ■

Déclaration finale

Le but supérieur du syndicat indépendant Solidarité est de créer des conditions de vie dignes, dans une Pologne souveraine économiquement et politiquement, une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge, dans une société organisée démocratiquement et sur la base du droit. Aujourd'hui, la nation attend :

- 1.— L'amélioration du ravitaillement par la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix, en collaboration avec le syndicat Solidarité des agriculteurs individuels ;
- 2.— Une réforme de l'économie, par la création de conseils d'autogestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la Nomenklatura du parti ;
- 3.— La vérité par un contrôle social sur les *mass media* et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises ;
- 4.— La démocratie par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple ;
- 5.— La justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales ;
- 6.— La protection de la santé de la nation, par la protection de l'environnement, l'augmentation des fonds destinés aux services médicaux et la garantie aux handicapés des droits qui leur sont dus dans la société ;
- 7.— Du charbon pour la population et l'industrie, par la garantie donnée aux mineurs de conditions de vie et de travail décentes.

Nous réaliserons ces buts par l'unité du syndicat et la solidarité de ses membres. Les activités des diverses forces créant un sentiment de danger extérieur ne nous enlèveront pas la volonté de lutter pour les idéaux d'août 1980, pour la réalisation des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie. ■

" L'autogestion commencera à fonctionner avec de nouvelles lois... "

Un entretien avec Henryk Szlajfer,
expert de Solidarité à l'usine FSO de Varsovie

DEVANT l'ampleur de la crise économique et l'incapacité flagrante de la bureaucratie d'assurer ne serait-ce qu'un approvisionnement minimal, l'idée que seuls les travailleurs — organisés dans les conseils et les comités d'autogestion — peuvent sortir le pays de la crise, s'est ancrée dans la conscience ouvrière.

Dans Solidarité comme en marge du syndicat, plusieurs initiatives ont été prises pour développer les conseils ouvriers et les doter d'un programme. A leur suite, la Commission nationale de coordination (KKP) de Solidarité, d'abord le 26 juillet puis le 12 août dernier, a décidé de soutenir le mouvement d'autogestion, faisant des droits des conseils ouvriers et de leur structure l'axe de sa bataille face à la bureaucratie. La motion qui exige que la Diète (Parlement) organise un référendum sur les projets de lois concernant l'autogestion et annon-

çant que Solidarité est prêt d'organiser lui-même un tel référendum en cas de refus de la Diète — votée lors de la première session du Congrès national de Solidarité — est l'aboutissement de ce processus.

Nous avons interrogé, fin juillet, Henryk Szlajfer, expert de Solidarité de l'entreprise FSO de Varsovie (qui produit les automobiles Fiat-Polski et emploie plus de 20 000 ouvriers), membre actif du « Groupe de travail pour une initiative inter-régionale de coopération des conseils ouvriers », appelé aussi « Groupe de Lublin » (cf. « Programme d'action immédiate pour les conseils ouvriers » élaboré par le « Groupe de Lublin », *Inprecor* numéro 108, du 14 septembre 1981), sur la création du mouvement pour l'autogestion et sur ses perspectives.

INPRECOR : — De quelle manière les décisions économiques étaient-elles prises jusqu'ici en Pologne, avant la crise actuelle ?

Henryk SZLAJFER : — Jusqu'ici, l'autonomie de l'entreprise — dans les faits celle du directeur de l'entreprise — était tout ce qu'il y a de plus limitée puisqu'il dépendait des directives des Associations industrielles (1) et de la Commission centrale du Plan, sans parler de celles des ministères — et parfois du Premier ministre ou d'autres dirigeants de premier plan. Il s'agissait donc d'une structure totalement hiérarchique.

Il n'existait pratiquement aucun espace pour que les travailleurs ou les entreprises prennent des initiatives de quelque importance. Bien sûr, je simplifie un peu en disant cela. Il était en effet possible de constituer des groupes de pression. L'industrie d'équipement, par exemple, pouvait créer un groupe de pression en vue d'obtenir de nouveaux investissements ou des devises étrangères afin d'importer des technologies de pointe, etc. Mais ce système reposait sur un mode de coopération extrêmement rigide. Certaines entreprises se voyaient forcées de participer à de prétendues Associations industrielles sans considération quant à l'utilité ou à la rentabilité d'une telle coopération.

Par ailleurs, le caractère totalement centralisé de la gestion (et non de la planification : les deux termes — gestion et planification — devraient être clairement distingués l'un de l'autre) était à l'origine d'une anarchie incroyable dans la planification. Une indication à ce propos, c'est que durant la seconde moitié des années 1970 il était possible de consacrer des sommes de plus de 50 milliards de zlotys à des investissements spécifiques, sur la seule initiative du Premier ministre Jaroszewicz... Ces fonds d'investissements par-

ticuliers signifiaient tout simplement la mort de l'économie planifiée.

Cela ressort très clairement lorsque l'on compare les objectifs déterminés pour la production et la manière dont ils ont été remplis durant cette période. Il n'existe absolument aucune relation entre les buts fixés et les résultats obtenus dans quelque secteur de la production que ce soit. La preuve a été faite que le Plan n'était qu'un simple bout de papier.

Cela implique que, dans les conditions actuelles, avec le niveau technologique atteint en Pologne où l'économie ne se réduit pas simplement à deux sphères (2), mais où il existe un réseau de relations très compliquées entre les divers secteurs économiques, la rigidité du système de gestion est la raison essentielle de la liquidation de la planification.

Ce type de gestion est très dangereux pour l'économie dans son ensemble, car le jeu des intérêts particuliers des divers groupes de dirigeants et d'*apparatchiks* (3) du parti qui contrôlent le système, entraîne une désintégration totale de l'économie. On pourrait donner beaucoup

d'exemples des aberrations commises à partir de là, comme l'achat d'une licence Ferguson par l'usine de tracteurs URSUS sous prétexte d'agrandir l'entreprise (4).

— Que signifie l'autogestion, et quelles seraient ses tâches ?

— D'abord, pour ne créer aucune illusion, je voudrais préciser que — pour l'instant — nous sommes dans une situation où les comités d'autogestion, dans la majorité des cas, ne sont pas en mesure de prendre réellement en charge la gestion de l'entreprise ; nous n'en sommes qu'au début.

La plupart du temps, les comités auxquels nous avons affaire sont des comités de fondation pour l'autogestion, surtout dans les grandes entreprises où il est difficile et où cela prend du temps d'élire des comités d'autogestion. Dans un bureau, un magasin ou dans une petite usine de 100 ou 200 travailleurs, il n'est pas compliqué d'élire un comité, mais dans les grandes entreprises de 10 000 à 20 000 ouvriers, c'est un processus beaucoup plus

1. Associations industrielles (*Zjednoczenia przemysłowe*), elles constituent, dans la structure hiérarchique de gestion de l'économie, un degré intermédiaire entre les usines et les ministères de branches, doté de budgets et de prérogatives de contrôle. Elles ont été, après l'introduction puis le freinage de la réforme économique au début des années 1970, le creuset pour la formation des groupes de pression au sein de la bureaucratie (cf. « Gierk face à l'autogestion ouvrière » et « Les managers "socialistes" », dossier réalisé par Julian Nat, *Inprecor* numéro 22, première série, du 27 mars 1975).

2. La notion des deux sphères de l'économie renvoie évidemment à un modèle simple, avec un secteur produisant des biens de consommation et un autre secteur produisant des biens de production.

3. *Apparatchik*, ce mot russe s'applique aux bureaucrates du parti ou de l'Etat.

4. A la fin des années 1970, 50 milliards de zlotys furent dépensés pour agrandir l'usine d'URSUS en vue de faire démarrer la production de tracteurs sous licence Ferguson au lieu des tracteurs URSUS construits jusque là. Selon la *Gazeta Krakowska*, numéro 138 du 14 juillet 1981, le nouveau secteur de l'usine n'a pas encore produit un seul tracteur et n'en produira sans doute jamais aucun, vu le manque de certaines pièces détachées et le manque de devises étrangères. Ce qui est encore pire, c'est que si le nouveau tracteur Ferguson devait jamais être produit, il coûterait le double d'un tracteur URSUS tout en étant d'une possibilité d'utilisation moindre sur les terres polonaises. Et pire encore, la production des tracteurs URSUS a été presque stoppée à cause du projet Ferguson, ce qui fait qu'il faudra 20 milliards de zlotys pour revenir au niveau de production de 1978. Entre-temps, les paysans polonais ont commandé 470 000 tracteurs. Ils risquent d'avoir à attendre jusqu'à 10 ans pour les obtenir...

complexe. C'est donc là un premier obstacle et nous ne devrions pas nous attendre à un miracle économique découlant de l'autogestion.

En fait, nous ne souhaitons pas que les travailleurs aillent trop vite, car si la discussion sur l'autogestion et l'entrée en action ne sont pas correctement préparées, cela peut provoquer l'effondrement de toute l'entreprise, et le mouvement pour l'autogestion dans son ensemble s'en trouverait discrédité. Il existe néanmoins des entreprises où des comités pour l'autogestion ont déjà été élus et où les ouvriers — qui connaissent très bien l'entreprise — sont capables de démarrer un processus d'autogestion. Mais il s'agit encore d'exceptions.

Un deuxième obstacle a trait à la législation. Nous devons mener une bataille pour que cette dernière repose sur trois points :

- 1.— Une loi spécifiant les droits de chaque entreprise prise individuellement ;
- 2.— Une loi sur l'autogestion ;
- 3.— Une loi sur la réforme économique.

En ce moment, le gouvernement tente d'accélérer le processus pour l'adoption de nouvelles lois au Parlement. Des lois qu'ils ont eux-mêmes élaborées sur ces questions.

A partir de là, les ouvriers seront bien obligés de sortir du cadre de leur usine ou de leur entreprise — du point de vue des initiatives qu'ils prennent — et de centrer leur lutte sur l'obtention d'une législation correcte. Cela signifie que l'autogestion ne pourra commencer à fonctionner réellement avant que de nouvelles lois ne soient adoptées.

Un troisième obstacle réside dans la nécessité — avec les délais que cela implique — d'établir ce que nous appelons des « rapports sur les entreprises ». A savoir que chaque comité pour l'autogestion prépare un rapport sur les problèmes qui se posent dans son entreprise. Que ce soit en obtenant les informations nécessaires par ses propres enquêtes ou en demandant à la direction de l'entreprise de lui fournir les éléments d'information dont il a besoin.

Ces rapports doivent contenir des informations sur l'emploi, la technologie, l'inventaire des ressources et sur les problèmes que rencontre l'entreprise en général. Sans l'existence de tels documents et d'informations statistiques, il est impossible d'agir, de fixer de quelconques objectifs ou de faire aucun plan pour la production.

— A partir des obstacles que tu décries, il semble que le but de l'autogestion pour les travailleurs soit — indirectement — de pouvoir prendre des décisions sur tout ce qui touche à la planification et à la production.

— Notre définition de l'autogestion est la suivante : toutes les discussions et toutes les décisions tactiques et stratégiques concernant l'entreprise devraient



Réunion d'atelier dans une usine de Cracovie. (DR)

être le fait des organes d'autogestion de l'entreprise elle-même, c'est-à-dire des comités d'autogestion. Ce qui n'implique pas la liquidation du système et du concept de planification centrale. Ce qui doit changer, c'est :

- 1.— La méthode de gestion ;
- 2.— La méthode employée pour élaborer le Plan central. Disons qu'en matière de planification centrale, il faudra instaurer des règles et des règlements définissant l'attitude des organes d'autogestion, par exemple en ce qui concerne la manière dont les prix des produits doivent être calculés. De plus, la politique de crédits devra être déterminée au niveau central de manière à encourager certaines initiatives des entreprises et à pénaliser d'autres types d'activité, d'après les lignes directrices et les objectifs fixés par le Plan central.

Mais l'autogestion ne limite pas la possibilité pour l'Etat de fonder de nouvelles entreprises. Et il faudra, bien sûr, que ce dernier ait une politique d'investissements propre.

En conséquence, le but final du mouvement pour l'autogestion est de socialiser la planification, la gestion et l'élaboration du Plan en instituant une Chambre spécifique du Parlement. On pourrait l'appeler la « Chambre socio-économique » ou la « Chambre de l'autogestion ».

Dans tous les cas, cette Chambre doit être une représentation directe des comités d'autogestion des entreprises et des autres institutions, et elle doit avoir son mot à dire, si ce n'est le pouvoir de décision, en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux du pays.

— Quand et comment le mouvement a-t-il commencé, et comment s'est-il développé ? Y a-t-il des régions où il est particulièrement fort ?

— La discussion a commencé dès les mois d'août 1980, mais les positions sur la question de l'autogestion ont beaucoup évolué depuis lors. En fait, en novembre, c'étaient le gouvernement et le parti qui voulaient impulser l'autogestion (bien sûr, dans des formes limitées) comme proposition alternative à la reconnaissance de Solidarité en tant que syndicat couvrant l'ensemble du pays. A ce moment-là, il était impossible — et il aurait été faux — de lancer le mouvement pour l'autogestion.

Si je ne me trompe pas, c'est la fonderie Huta Katowice qui a été la première grande entreprise à impulser le débat et à s'engager sur la voie de l'autogestion. Mais, durant des semaines et même des mois, ils étaient les seuls dans ce cas.

Ici à Varsovie, je pense que c'est à FSO que la discussion a démarré. Jusqu'en février 1981, la plupart des dirigeants et des militants de Solidarité étaient opposés à l'idée de l'autogestion. La situation n'a commencé à changer que fin février - début mars. A ce moment-là, il a commencé à y avoir beaucoup de discussions sur le problème de l'autogestion ici à Varsovie, ainsi qu'à Lublin et à Gdansk. Mais tout cela s'est arrêté avec les événements de Bydgoszcz (5).

5. Plusieurs syndicalistes et sympathisants de Solidarité furent brutalement matraqués à Bydgoszcz le 19 mars 1981, au moment où la police attaqua une réunion dans cette ville. Solidarité commença alors la préparation d'une grève générale, annulée au dernier moment.

Au niveau de la Commission nationale de coordination de Solidarité — la KKP —, les positions adoptées n'étaient toujours pas favorables à l'autogestion. Une majorité de membres de la KKP y restaient hostiles ou, pour le moins, ne soutenaient pas clairement cette perspective. En tant que mouvement social, l'autogestion n'a commencé à démarrer pratiquement qu'en avril et il se poursuit jusqu'à ce jour.

— Peux-tu me dire quelque chose à propos de la Conférence nationale sur l'autogestion ? Quels sont les buts de cette Conférence ? Est-ce qu'elle commencera fin août ou bien... ?

— Il est impossible de dire à coup sûr quand et où cette Conférence aura lieu. En ce moment, il existe également une proposition d'appeler tous les comités pour l'autogestion du pays à une réunion à Varsovie début août. Cette réunion aura un but limité : ce sera une sorte de démonstration de force pour faire pression sur le gouvernement, de manière à obliger ce dernier à modifier substantiellement les projets de lois qu'il entend présenter au Parlement, en fonction des exigences mêmes des comités pour l'autogestion.

Un véritable Congrès capable de prendre des décisions sur une politique d'ensemble reste du domaine du futur — pas avant un ou deux mois... Il faut pouvoir s'appuyer sur des centres régionaux forts avant de penser à organiser un Congrès national.

C'est une idée qui a été mise en avant pour la première fois par le groupe qu'on appelle « Groupe de Lublin » qui s'est constitué à Lublin le 13 juillet et qui est composé par des représentants de plus de 50 grandes entreprises de tout le pays.

— Qu'en est-il du Réseau ?

— Il s'agit-là d'une autre initiative. Le Réseau des grandes entreprises a été créé fin mars dernier et il est composé de 16 à 17 grandes entreprises. Il a été impulsé par les commissions d'usine de Solidarité des entreprises concernées. Les objectifs de ce groupe concernent plus le champ d'activité de la politique syndicale, bien qu'ils discutent également de la question de l'autogestion.

Le « Groupe de travail », pour sa part, est composé de représentants des comités d'autogestion et, en tant que tel, se concentre exclusivement sur le problème de l'autogestion. Bien entendu, il y a de nombreux membres et même de dirigeants de Solidarité dans le « Groupe de Lublin », étant donné que 80 à 90 % de l'ensemble des travailleurs soutiennent Solidarité. Mais le « Groupe de travail » n'exclut pas les gens qui ne sont pas membres de Solidarité, étant donné que les comités d'autogestion sont des instances représentatives de tous les travailleurs de l'entreprise, indépendamment de leur appartenance ou non au parti, au syndicat, etc.

En ce moment, nous tentons d'unifier les actions du Réseau et du « Groupe de Lublin » sur l'autogestion.

— Quelles seraient les relations entre les comités d'autogestion et les syndicats, et en particulier Solidarité ?

— Il n'y a pas eu de tentative sérieuse dans le Réseau pour clarifier ce que devrait être le type de décisions prises par les syndicats et celles qui devraient être du ressort des comités d'autogestion. Beaucoup de décisions concernant les salaires, les allocations sociales, etc., devraient bien sûr être prises en commun par les syndicats et les comités d'autogestion.

En général, comme nous le disons, le comité représente le « patron », alors que le syndicat représente le « salarié ».

Le système qu'on aura ici en Pologne sera beaucoup plus compliqué et beaucoup plus intéressant qu'en Yougoslavie, par exemple, où les syndicats sont très faibles dans les entreprises et dans le pays dans son ensemble.

— Quelle est la proposition du gouvernement en ce qui concerne la Loi sur l'autogestion et quelle est ta position à ce sujet ?

— Je préfère te dire tout simplement ce que les travailleurs exigent. En premier lieu, il y a trois lois qui ne peuvent être dissociées : la Loi sur les entreprises, la Loi sur l'autogestion et la Loi sur la réforme économique. Les revendications des travailleurs à ce sujet dont les suivantes :

1.— Les structures d'autogestion doivent avoir le droit de gérer — et non pas de cogérer ou de participer à la gestion uniquement —, ce qui ne signifie pas un système de codécision, de *Mitbestimmung* comme ils disent en Allemagne fédérale, mais un droit à gérer. C'est pour cette raison que le gouvernement nous traite d'« anarcho-syndicalistes ».

— Stanislaw Kania a également dit dans son discours d'ouverture au IX^e Congrès du parti que vous encouragez la « propriété de groupe » au lieu de la propriété sociale des moyens de production...

— Oui, mais Stanislaw Kania a oublié de dire que la loi avait clairement établi en 1956 le droit constitutionnel des travailleurs à participer à la gestion et que ce droit ne pouvait se concrétiser qu'à travers le fait que les travailleurs gèrent l'entreprise. En ce temps-là, personne ne parlait d'« anarcho-syndicalisme » ou de « propriété de groupe ».

2.— Les comités d'autogestion doivent avoir le droit d'élire et de révoquer les directeurs et les administrateurs ayant les responsabilités les plus importantes, et

le directeur devrait être responsable devant le comité d'autogestion ;

3.— Les comités d'autogestion rejettent toute tentative de l'Etat d'incorporer de force les entreprises aux Associations industrielles. Nous souhaitons bien entendu une coopération efficace mais nous récusons aux autorités tout droit à contraindre toutes les entreprises de l'automobile, par exemple, à participer à telle ou telle Association industrielle, même lorsque c'est inutile et que cela ne sert qu'à créer une structure bureaucratique coiffant les entreprises. Toute participation à quelque association inter-entreprises que ce soit doit être volontaire.

— Avez-vous tiré les leçons des conseils ouvriers qui s'étaient constitués en 1956 (6) ?

— Des leçons négatives uniquement, dans le sens où la loi de 1956 concernait exclusivement le niveau de l'entreprise. Aucune tentative sérieuse ne fut effectuée pour coordonner entre eux les conseils d'autogestion des diverses usines. Ensuite, il n'y a eu aucune tentative sérieuse pour lier la question de l'autogestion à la Loi sur les entreprises et à une réforme économique.

Tout cela explique pourquoi les conseils ouvriers sont restés des corps étrangers au sein du vieux système et c'est ce qui explique qu'ils ont été peu à peu vidés de leur contenu.

— Il y a eu une grève d'avertissement et il va y avoir une grève à la LOT (la compagnie aérienne polonaise). Que représente-t-elle pour le mouvement d'autogestion ?

— C'est un problème compliqué étant donné que cette grève a démarré à la LOT et non dans une entreprise industrielle. L'histoire de la LOT a commencé à propos de la désignation du directeur, et non à propos de l'autogestion prise dans son sens plus général. Mais un soutien sans faille sera apporté aux travailleurs de la LOT, qu'il s'agisse d'actions de protestation, de grèves d'avertissement, etc.

Mais il faut souligner qu'à Varsovie, la décision des grandes entreprises est que la LOT ne devrait pas être le point central de la confrontation, mais un point de départ pour soulever la question de l'autogestion. Ce sera un levier pour la lutte pour l'autogestion. La LOT devrait être le premier avertissement et non le dernier mot du mouvement pour l'autogestion (7).

Propos recueillis par
Jorgen GOLDING-JORGENSEN
Varsovie, le 22 juillet 1981.

6. En 1956, lorsque Gomulka vint au pouvoir, après le soulèvement ouvrier, des conseils ouvriers se mirent en place dans les entreprises. Ils furent minés peu à peu et, en 1958, ils n'avaient plus aucun pouvoir. Ils continuent à exister sur le papier. Cependant, et dans plusieurs usines, les ouvriers essaient maintenant de leur reconner une nouvelle vie, en tant que composante du mouvement pour l'autogestion.

7. Un compromis fut passé quelques heures seulement après cette interview.

ABONNEZ-VOUS,
A « INPRECOR » !

Où va le Parti communiste espagnol (PCE) ?

L'ARTICLE que nous publions ci-dessous sur la crise de eurocommunisme en Espagne, fait suite à celui que nous avons publié dans notre dernier numéro, « Le Xe Congrès du Parti communiste espagnol, une victoire à la Pyr-

rhus pour Santiago Carrillo » ; il a été écrit par un membre de la direction de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol.

Jaime PASTOR

« De nos jours, il ne sera possible de construire une alternative de gauche solide, dans les pays où les partis socialistes et communistes sont forts, que si l'on dépasse la rupture tragique et absurde des années 1920. Pour surmonter cette scission, il faut la participation de tout le monde. Pour notre part, nous avons déjà dit, nous communistes, ce que cela signifie à notre avis : rupture complète avec le modèle soviétique, acceptation d'une politique internationale dans le cadre de l'Europe occidentale... » (Jordi Borja, « A quoi servent le PC en Europe ? », *La Calle*, juin 1981).

Cette déclaration osée d'un super-eurocommuniste, qui vient d'être élu membre du nouveau Comité central du Parti communiste espagnol (PCE), pourrait être considérée comme une réponse à la question posée par le titre de cet article. Mais cette réponse ne correspond évidemment pas à ce qui a été approuvé par la majorité des délégués du récent Xe Congrès du PCE (cf. *Inprecor* numéro 108 du 4 septembre 1981), bien que ces derniers sachent que la crise d'identité que traverse leur parti peut le conduire à l'issue préconisée par Jordi Borja, pionnier de l'évolution à droite de l'eurocommunisme depuis qu'il a abandonné l'organisation Bandera Roja.

L'EUROCOMMUNISME, IDÉOLOGIE DE TRANSITION

Depuis la naissance de l'eurocommunisme, la IVe Internationale a expliqué dans plusieurs écrits qu'il s'agit-là d'une tentative de théorisation du processus de social-démocratisation en cours depuis un certain temps dans les PC d'Europe occidentale, particulièrement dans les pays où il n'y a pas de partis socialistes forts.

Cette volonté d'occuper la place de la social-démocratie s'est manifestée avant que ne s'aggrave la crise économique et la situation internationale, alors que la montée de la lutte des classes postérieure à 1968 semblait canalisée. A l'époque, l'eurocommunisme était crédible, les dirigeants des PC italien, français, espagnol

s'efforçaient de montrer qu'ils étaient prêts à collaborer avec la bourgeoisie et à faire preuve d'une autonomie croissante par rapport à l'Union soviétique.

Mais, très vite, à partir de 1978, le panorama international et la situation de plusieurs pays ont mis en évidence les limites et les contradictions de l'évolution des PC.

Il est certain que la bourgeoisie s'est servie d'eux, surtout en Italie et dans l'Etat espagnol, pour pratiquer une politique d'austérité, limiter de nombreuses libertés par le vote des lois anti-terroristes, renforcer et moderniser l'appareil répressif. Mais les contreparties ont été minimes : la bourgeoisie a préféré tenir les PC à l'écart de la participation au pouvoir politique et économique du fait qu'ils sont demeurés sensibles à la pression de leur base ouvrière et qu'ils n'ont pas rompu leurs liens avec l'URSS.

Le résultat de cette période est que les PC eurocommunistes sont allés jusqu'à la limite de l'intégration dans le système, tout en étant cependant largement dépassés par les partis socialistes. Quand un PC participe au gouvernement — comme en France —, cela se fait dans le cadre d'un rapport de forces tellement défavorable (accentué par le tournant sectaire antérieur du PCF) qu'il intervient plus comme un instrument de contrôle sur la classe ouvrière que comme force de pression sur le PS pour accélérer les changements sociaux.

C'est alors que la crise d'identité des PC apparaît tragiquement à de nombreux militants. Leurs partis se rapprochent — par leur pratique et leur idéologie gradualiste — du réformisme social-démocrate, mais sans en tirer profit. Les réponses à cette crise tendent à se polariser autour de trois positions.

La première est celle du secteur le plus lié à l'appareil d'Etat, le plus soumis à la pression des couches moyennes. Il insiste sur la nécessité d'une cohérence plus grande entre la théorie et la pratique, et donc sur la remise en cause radicale de la référence à l'URSS et de la vieille garde marquée du sceau du stalinisme pour pouvoir achever ainsi la mutation vers des partis nationaux interclassistes.

La seconde position représente une partie du secteur ouvrier de ces partis. El-

le fait le bilan des erreurs commises dans la dernière période et, sans rompre pour autant avec la stratégie eurocommuniste, propose une ligne de résistance face à la droite, une ligne d'opposition à la gestion de l'austérité, en revenant à un anti-impérialisme actif qui peut être partiellement récupéré dans un sens prosoviétique.

Enfin, les fractions bureaucratiques dominantes de ces partis oscillent entre ces deux positions. Elles sont conscientes que tout pas dans un sens ou dans un autre pourrait rompre l'équilibre difficile qu'elles essaient de maintenir parce qu'il répond à leur désir de satisfaire en même temps leur base ouvrière, la bourgeoisie avec laquelle elles cherchent un accord, et le camp socialiste qui — quoi qu'il leur en coûte — constitue leur référence originale face à la social-démocratie (1).

C'est cela qui explique à la fois la crise du PCE et la victoire de Santiago Carrillo lors de son Xe Congrès. Malheureusement, le secteur ouvrier critique y était sous-représenté, alors qu'au contraire les « rénovateurs » disposaient d'une représentation disproportionnée par rapport aux forces qu'ils ont en réalité à la base. Dès l'instant où la bataille s'est déroulée entre ceux qui poussaient à droite (même s'il ne faut pas nier que, sur la question des tendances, ils peuvent jouer un rôle positif face à l'appareil contrôlé par Santiago Carrillo) et ceux qui sont contre, bien que ce soit sous le drapeau confus de l'« identité spécifique », le vainqueur ne faisait plus aucun doute.

Le processus de social-démocratisation des PC est trop avancé pour faire marche arrière, mais il ne peut se conclure sans de profondes ruptures internes. C'est la principale conclusion qu'il faut tirer de

1. L'attitude du PC d'Union soviétique face au Congrès du PCE continue à être très critique. La *Pravda* a fait référence au rapport de Santiago Carrillo en disant qu'il s'agissait d'un « catéchisme de l'eurocommunisme » et en mentionnant le nombre important des critiques faites par les délégués au discours du secrétaire général. Mais l'artillerie lourde de l'organe du PCUS a été dirigée une fois de plus contre les thèses du PCE concernant la politique étrangère, en particulier le « socialisme réel ». Santiago Carrillo « n'a pas été capable de modifier ses observations superficielles sur les modèles existants de socialisme où — selon lui — la démocratie n'existerait pas », estime-t-on à Moscou.

ce qui se passe aujourd'hui au sein de l'eurocommunisme espagnol. Ernest Mandel, dans un article d'avril 1977 — « Les trois dimensions de l'eurocommunisme » publié dans son livre *Critique de l'Eurocommunisme* paru aux éditions Maspéro —, soulignait avec pertinence l'impasse dans laquelle se fourvoyait cette nouvelle version du réformisme : « *Les limites, à ce jour non encore franchies, du processus de social-démocratisation graduelle des partis communistes d'Europe occidentale s'expliquent fondamentalement sur la base des intérêts propres, politiques et matériels de l'énorme appareil bureaucratique de ces partis. Son existence est liée à son identité spécifique et cette identité est à son tour étroitement dépendante de son "rapport spécifique" au camp socialiste.* » Et, plus loin dans le même article, il précisait : « *Si le processus de social-démocratisation devait être conduit à son "triste terme", plus rien ne justifierait alors l'existence spécifique de ces PC face à la social-démocratie. C'est ce risque que ne veulent pas (encore ?) encourir aujourd'hui les dirigeants des partis communistes. D'autres facteurs, tels que la tradition, les liens matériels toujours existants, les avantages que le parti communiste retire face au PS dans les secteurs combattifs de la classe ouvrière, de son attachement à son identité historique, le danger que de nombreux membres et sympathisants ne rejoignent des organisations à gauche du PC, l'ensemble de ces facteurs forment une combinaison qui explique les limites actuelles du processus de social-démocratisation...* »

Y A-T-IL UNE PLACE POLITIQUE POUR LE PCE ?

La crise qui frappe le PC italien — qui a encore une forte influence électorale — ou le PC français — qui est aujourd'hui au gouvernement —, frappe à plus forte raison le PCE que dirige Santiago Carrillo. Son hégémonie syndicale s'est détériorée, son influence électorale va probablement baisser face à la progression prévisible du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), il est écarté de la politique de « concertation » que pratiquent Calvo Sotelo de l'UCD au pouvoir, Felipe Gonzalez du PSOE et les « pouvoirs de fait » (armée, police, justice...). Dans ces conditions, le doute sur l'utilité du PCE atteint un nombre croissant de militants.

La force du PCE réside principalement dans le fait qu'il continue à contrôler ce qui reste le principal syndicat de classe : les Commissions ouvrières (CCOO). Mais l'effort pour utiliser cette puissance pour acquérir un poids plus important au sein des institutions étatiques s'est révélé illusoire. Cela a même conduit à son affaiblissement et à favoriser ceux qui peuvent mener à bien une politique réformiste sans éveiller les méfiances de la bourgeoisie ou les soupçons de Washington du fait des liens que le parti maintiendrait avec Moscou. Le « syndrome Mitterrand » commence à se faire sentir et la direction du PCE va avoir du mal à trouver une place face au PSOE, ce

qu'elle ne pourra faire qu'en mettant l'accent sur des divergences tactiques (2). Le refus de signer le « pacte des autonomies » (sous le prétexte « combatif » qu'on l'a tenue à l'écart de sa mise au point négociée...) pourrait indiquer que le rôle que la direction de ce parti peut jouer est plus proche d'une social-démocratie honteuse qui n'ose pas avaliser ce que fait le PSOE, que d'un instrument de pression pour aller vers une « nouvelle formation » de type travailliste comme le promet Santiago Carrillo. Mais le prix à payer pour cette politique serait très élevé.

Il ne faut cependant pas en conclure que la crise du PCE est une crise de décomposition. Ce serait une vision complètement fautive qui ferait abstraction des liens historiques qui unissent des dizaines de milliers de militants à ce parti. Mais il est facile de prévoir que les crises spécifiques auxquelles sont confrontés le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, qui est le PC catalan), le PC d'Euskadi ou le PC de Madrid, peuvent conduire à la constitution de tendances, redoutées par la direction, et provoquer des exclusions et des départs de couches importantes de militants. Et ceci altérerait effectivement l'image du parti à l'occasion des futures échéances électorales (3).

UNE CRISE QUI CONCERNE TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER

Ce n'est pas par intérêt sectaire que nous nous intéressons au développement de la crise du PCE, au contraire. Nous savons que la grande majorité des 600 000 militants qui ont abandonné le parti depuis son IXe Congrès ont aussi laissé tomber leur activité syndicale, ou leur activité dans les associations de voisins, victimes de la démoralisation et sans accorder leur confiance à un autre parti qui leur apparaisse comme une alternative. C'est pourquoi nous sommes intéressés à tirer les leçons de cette crise avec les militants du PCE, des Commissions ouvrières ou de toutes les autres organisations ouvrières. Il faut éviter que le dénouement du Xe Congrès du PCE ne conduise à un nouvel affaiblissement du mouvement ouvrier. Nous sommes convaincus depuis plusieurs années que le PCE n'est pas un parti révolutionnaire et qu'il faut en construire un autre qui soit révolutionnaire par sa stratégie et sa pratique. Le dernier

Congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, a proposé un accord politique à ceux et celles qui sont convaincus que le socialisme n'est pas possible sans la révolution et que la révolution exige l'unité et l'indépendance de classe des travailleurs et la destruction d'un appareil d'Etat dont la fonction essentielle est d'assurer la survie du capitalisme.

Nous sommes convaincus que tout progrès dans cette voie, face à un PSOE compromis avec le pouvoir et un PCE à la croisée des chemins, doit tenir compte de la nécessité d'empêcher que le capital militant et la combativité accumulés chez ceux qui sont apparus comme les principaux protagonistes de la lutte anti-franquiste ne soient perdus. Les secteurs critiques qui tentent aujourd'hui de formuler une orientation de gauche face aux thèses victorieuses lors du Congrès du PCE, peuvent jouer un rôle décisif dans ce processus. Mais il serait absurde qu'ils prétendent le faire en tenant à l'écart les forces de la gauche révolutionnaire existant aujourd'hui.

La LCR est prête à répondre à ce défi, en impulsant le débat et l'unité d'action autour des thèmes sur lesquels il est possible de travailler ensemble, en commençant par construire une gauche syndicale dans les Commissions ouvrières et en se mobilisant contre l'OTAN et les menaces de coup d'Etat. ■

Jaime PASTOR
Madrid, 15 août 1981.

COMPOSITION DU CONGRES DU PCE

Age moyen : 38 ans
Hommes : 90,56 %
Femmes : 9,43 %
Ouvriers d'industrie : 33,05 %
Professions libérales et intellectuels : 30,05 %
Techniciens : 9,43 %
Employés : 14,92 %
Etudiants : 1,28 %
Années de parti : 13 ans en moyenne.

Source : *Mundo Obrero*, organe central du PCE.

2. Il est significatif que l'article qui polémiquait avec celui publié par Jordi Borja dans *La Calle* (et que nous avons cité) s'intitule « Le syndrome du vote utile ». Hector Maravall, auteur de cette réponse, évoque la nécessité de « combattre le syndrome du vote utile qui peut intervenir lors des élections de 1983, selon lequel le vote communiste est un vote politiquement stérile » (*La Calle* numéro 175). Il ne faut pas oublier que certaines enquêtes envisagent une perte électorale du PCE de 2 à 5 %.

3. Vazquez Montalban, eurocommuniste indépendant du PSUC, proche des « léninistes » faisait après le Congrès le commentaire suivant : « Santiago Carrillo reste confronté à des tendances implicites, incrustées et il demeure

méfiant... Mais, même les plus pessimistes, les nihilistes, ne peuvent s'opposer à ce que le temps fasse son œuvre, et à accepter la possibilité que le risque de suicide collectif aide les « barons » du PCE à se rendre compte que — sur cette voie — le parti sera neutralisé, voire même considéré comme sans utilité lors des élections de 1983 aux yeux des masses populaires » (*La Calle* numéro 176).

Lors de la première réunion du Comité central après le Congrès, Santiago Carrillo a été assez clair : « Il faut mettre un terme à la façon radicale, aux courants d'opinion et aux tendances, et l'époque où l'on faisait des déclarations à la presse en racontant les débats internes est terminée », a-t-il déclaré dans *El País* du 13 août 1981.

Ile Rencontres internationales des jeunesses syndicalistes organisées par l'UGT

Un entretien avec Raoul Fischer, porte-parole des militants de la IVe Internationale présents à cette rencontre

C'EST au cours de la dernière semaine d'août qu'a eu lieu en Espagne, à Séville en Andalousie, la Ile Rencontre internationale des jeunesses syndicalistes, à l'initiative de l'Union générale des travailleurs (UGT), centrale contrôlée par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), lié à l'Internationale socialiste, et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

Cette initiative a vu la participation d'environ 5 000 personnes parmi lesquelles une présence significative de militants allemands, suisses, autrichiens, hollandais et de l'Etat espagnol, membres de la IVe Internationale et syndiqués dans leurs pays respectifs à des organisations affiliées à la CISL.

Les militants de la IVe Internationale participant à cette Rencontre, tout comme nos camarades de la section de Séville de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de l'Etat espagnol, ont permis l'apparition d'un pôle politique marxiste révolutionnaire, tant au cours des débats que par la diffusion massive d'un tract du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale édité en quatre langues à l'occasion de cette Rencontre.

Sous le triple titre : « *La jeunesse travailleuse exige des emplois et pas de bombes ! Solidarité avec "Solidarnosc" ! Victoire pour la révolution salvadorienne !* », ce document adressé aux jeunes syndicalistes réunis à Séville proclamait la

nécessité d'une « *action syndicale commune à l'échelle internationale pour la semaine immédiate des 35 heures* », dénonçait « *la course aux armements nucléaires, qui menace la survie même du genre humain* » et réclamait « *des emplois et non des bombes* ».

Ce texte affirmait en outre : « *Solidarité internationale avec les victimes de l'intervention impérialiste, du terrorisme d'Etat et de la torture : voilà le devoir de la jeunesse syndicaliste d'aujourd'hui. Bas les pattes devant les révolutions nicaraguayenne, salvadorienne et guatémaltèque ! Solidarité pleine et entière avec les masses opprimées et révoltées d'Afrique australe, de Palestine, du Maroc, de Bolivie et du Brésil.* »

Rappelant enfin que seule « *l'union des travailleurs fera la paix du monde !* », l'appel du SU proclamait : « *Solidarité avec "Solidarnosc", solidarité avec les travailleurs polonais, bas les pattes devant la révolution politique qui monte en Pologne !* »

Nous publions ci-dessous l'interview du camarade Raoul Fischer — travailleur des arts graphiques en Suisse et porte-parole des militants de la IVe Internationale au cours de la Rencontre —, réalisée par nos camarades de la LCR de l'Etat espagnol pour tirer le bilan de cette rencontre syndicale pour leur hebdomadaire *Combate*.

« **COMBATE** » : — Quelle fut ta première impression à ton arrivée à cette Rencontre ?

Raoul FISCHER : — Ce qui m'a choqué au premier coup d'oeil a été la pancarte d'entrée, qui indiquait que la Rencontre était organisée par l'UGT et le PSOE. En un mot, l'impression d'un large secteur de participants a été de se sentir manipulés dans le sens du soutien à un parti politique. Il est inacceptable qu'une rencontre syndicale soit ainsi récupérée par un parti politique, alors que la majorité des délégations étaient unitaires, avec des communistes, des socialistes, etc.

— Quels ont été les thèmes abordés au cours de la Rencontre ?

— Il y a eu quatre thèmes fondamentaux : les Droits de l'homme et les libertés syndicales ; le chômage des jeunes ; les multinationales et la solidarité internationale ; le désarmement et la paix mondiale.

Quant au débat, je tiens à souligner la mauvaise préparation des participants dans leurs pays respectifs et leur participation quasi nulle aux débats. Environ 10 % seulement ont eu une participation active. Le débat était organisé en commissions sur la base des regroupements par langue. La confusion a commencé quand chaque groupe de discussion, après avoir élaboré une ligne différente, a déversé dans chaque assemblée plénière une telle quantité d'idées et d'amendements qu'à

la fin on n'y retrouvait plus aucune cohérence. L'un des thèmes qui a donné lieu aux résolutions les plus progressistes a été celui du désarmement. Avec une forte participation de délégués allemands et suisses, il y eut un vote majoritaire en faveur d'une manifestation internationale contre le réarmement le 10 octobre.

Quant au rapport de la commission sur les Droits de l'homme, présidée par Txiki Benegas, les propositions initiales ont manqué d'intérêt. En revanche, il y a eu une résolution importante adoptée à l'initiative des camarades qui se sont constitués au cours de la Rencontre en Comité de solidarité avec le Salvador, qui s'engage à lutter dans chaque syndicat pour consacrer une heure de salaire pour le Salvador.

— A part la participation aux débats officiels, y a-t-il eu d'autres activités ?

— A partir de la formation du Comité de solidarité avec le Salvador, auquel participaient des militants de la IVe Internationale et d'autres camarades de gauche, nous avons rencontré un militant du Front démocratique révolutionnaire (FDR). Nous avons publié un tract appelant à un meeting auquel ont assisté 150 personnes. Aussitôt, nous avons entrepris une campagne de solidarité financière sur le thème de « *1 heure de salaire pour le Salvador* », qui a récolté en peu de temps 150 000 pesetas environ. Un autre aspect qui mérite d'être critiqué, c'est

le refus par la CISL et l'UGT d'une prise de parole du camarade du FDR au cours du meeting de clôture.

D'autre part, nous avons organisé une campagne de protestation et de *sit in* pour dénoncer l'accord des organisateurs avec la grande chaîne de magasins « *Corte Inglés* » pour le ravitaillement de la Rencontre, au détriment, comme l'expliquaient les camarades de Zürich et de Berlin, des petits commerçants andalous. Ce qui était intolérable à nos yeux dans une nationalité qui connaît un tel niveau de chômage et de misère.

Un projet a également échoué : celui d'éditer une revue officielle de la Rencontre en quatre langues. Ainsi ce sont les congressistes eux-mêmes, les jeunes Allemands, Suisses et Autrichiens qui ont dû la prendre en charge, et seulement en langue allemande. On y a abordé des thèmes tels que le Salvador, l'information sur le mouvement des jeunes à Berlin, à Zürich, etc. Dans ce bulletin, on note l'absence ou la faiblesse des questions touchant directement à la lutte des classes. Cela donne une idée de la composition sociale de ces délégations, qui n'était pas nécessairement ouvrière...

A un autre niveau, ce qui a été scandaleux, c'est la tentative d'interdiction de l'accès au camp pour les jeunes du quartier ouvrier de Bellavista, et pas seulement pour les manifestations culturelles, ce qui a entraîné une riposte rapide tant de l'intérieur que de l'extérieur de la Rencontre.

— Cette Rencontre internationale a-t-elle pris des engagements sur les tâches ou les perspectives syndicales ? Par exemple, quel type de rapport peut-il y avoir entre une campagne pour les 35 heures en Allemagne et les autres pays européens, et l'attitude de l'UGT qui signe l'Accord national sur l'emploi (ANE) sans même revendiquer les 40 heures comme mesure immédiate ?

— Cette Rencontre, en tant que telle, ne pouvait prendre aucune résolution sérieuse ni même ébaucher des recommandations. La CISL ne constitue pas un syndicat au niveau mondial ; c'est une fédération de syndicats. Ce qui veut dire que chaque syndicat applique sa propre politique syndicale.

— La division syndicale a-t-elle eu une répercussion importante dans la Rencontre ?

— A mon avis, il n'est pas judicieux de faire ces rencontres dans un pays dans lequel il y a une division syndicale de fait. La CISL devrait rassembler tous les syndicats ouvriers significatifs, même ceux qui sont à majorité communiste comme la CGT française ou les Commissions ouvrières espagnoles.

D'autre part, il y a le problème posé par la présence assez systématique de délégations syndicales plus ou moins liées à leur appareil d'Etat respectif, comme celles d'Inde ou de Singapour. C'est inadmissible et on ne devrait accepter que la participation des syndicats ayant un clair caractère de masse.

— Quelle a été la présence de la IVe Internationale dans cette Rencontre ?

— Il y avait des militants de la IVe Internationale dans presque toutes les délégations européennes. Les camarades de la LCR de Séville ont coordonné l'activité de tous ces militants, à partir d'un stand de presse et de propagande à l'entrée de l'enceinte où était distribué le communiqué édité par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale à l'occasion de cette manifestation.

Nous sommes restés en contact permanent, discutant les différents rapports, l'organisation, les aspects les plus importants de la Rencontre. D'autre part, nous avons organisé un meeting-débat sur la situation dans l'Etat espagnol au local de la LCR de Séville. Nous avons distribué divers tracts, en plus de la déclaration du SU, et une autre déclaration éditée à Séville en quatre langues, distribuée à la manifestation de clôture et signée par le Comité de solidarité avec le Salvador, les mouvements de jeunes de Berlin et de Zürich, par de nombreux syndicalistes de gauche issus de la gauche socialiste et jusqu'aux organisations révolutionnaires, organisant un bloc compact et combatif sur tout le parcours de la manifestation.

— Pourquoi ce bloc a-t-il été agressé pendant la manifestation ?

— Cette Rencontre était prévue pour apporter un crédit international au PSOE et à l'UGT. Pour eux, il était inacceptable que l'on sache dans l'Etat espagnol que le mouvement syndical européen n'appartient pas entièrement à leur courant politique. C'était un obstacle dans la perspective de faire de l'UGT une courroie de transmission du PSOE.

De plus, avec leur politique de capitulation face à la bourgeoisie, il leur était insupportable d'accepter l'idée d'une grève internationale pour les 35 heures ou la réforme agraire pour l'Andalousie qui étaient les mots d'ordre les plus repris par un large secteur de la manifestation. D'autre part, dans une situation de crise aiguë, le réformisme est intéressé à entretenir la division syndicale pour que la classe ouvrière se sente faible et se résigne à accepter son programme.

— Pour terminer, peux-tu nous donner ton point de vue, ton appréciation globale sur cette IIe Rencontre ?

— Malgré les efforts déployés par la commission d'organisation de l'UGT-CISL, et le bon travail des traducteurs, cette Rencontre a été un petit désastre pour deux raisons :

— Le travail qu'ils ont fait n'était pas mauvais, mais le but politique poursuivi par les organisateurs était voué à l'échec, tant par le type de programme « de lu-

xe » dans une nationalité misérable que par l'exclusion de la population. Les organisateurs, devant leur propre échec, cherchaient sans arrêt des boucs-émissaires, sans comprendre que c'était leur propre démarche politique qui les faisait se cogner en permanence contre un mur.

Le secrétaire de l'UGT de Bellavista est allé jusqu'à déclarer que la LCR avait organisé le boycott du « Corte Inglés », en agissant comme agent des Commissions ouvrières, pour nuire à l'image de l'UGT, alors que cette initiative n'a été que le produit du mépris de l'UGT pour la population ouvrière du quartier de Bellavista.

— Du fait que l'UGT a été manipulée par le PSOE pour une campagne politique pour son propre compte. Il ne faut pas oublier la perspective rapprochée d'élections en Andalousie. Il ne s'agissait donc pas d'une Rencontre réelle, avec des délégués élus dans leurs pays respectifs ; il s'est plutôt agi d'une grande fête syndicale, gaspillant des millions de pesetas pour des manifestations culturelles de luxe, excluant la population locale, y compris les militants de l'UGT, et ce dans une nationalité parmi les plus pauvres d'Europe.

Ce qu'il faudrait, à nos yeux, ce sont des conférences de travail sur des thèmes concrets, comme le chômage des jeunes, sans programme culturel « luxueux »... ■

Propos recueillis par « COMBATE »
numéro 240 du 3 au 10 septembre 1981.



librairie diffusion

LA BRECHE

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél : 367 63 57

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

Les 120 premiers jours du gouvernement Mitterrand-Mauroy

SERAIT-CE la fin de l'« état de grâce (1) », s'interrogent depuis quelques jours de nombreux journaux français ? On n'en est probablement pas encore là. Mais il est vrai que, quatre mois après l'élection de François Mitterrand — et quatre mois pendant lesquels le nouveau pouvoir s'est beaucoup agité —, les propositions gouvernementales pour sortir de la crise, pour assurer l'emploi et vaincre l'inflation rencontrent un certain scepticisme dans l'opinion publique, y compris au sein de la classe ouvrière.

La politique économique que se proposaient de mener les socialistes avant leur arrivée au pouvoir était pourtant d'une grande simplicité : la relance sélective de la consommation populaire réamorcerait les investissements des entreprises, et, en se développant, ceux-ci résorberaient peu à peu le chômage. C'était là faire l'impasse sur la nature même de la crise. Une relance par la consommation pouvait éponger partiellement la

surproduction dans tel ou tel secteur, comme celui de l'électroménager. Mais, pour aller plus loin et procéder à de nouveaux investissements, le patronat demande l'assurance que son taux de profit sera restauré. La politique de relance sélective par la consommation est incapable de lui donner cette assurance.

Sans doute les socialistes français comptaient-ils, sans trop le dire, sur une relance économique dès la fin de 1981, relance qui aurait de fait réduit leur politique à une série de mesures d'accompagnement. Or, la relance ne se produira pas, au mieux, avant la fin de l'année 1982. Du coup, les très faibles hausses salariales que le gouvernement consent en juin et en juillet (SMIC — salaire minimum — et Fonction publique), ne visent même plus à relancer la consommation populaire. Et c'est hors des frontières que le gouvernement va alors chercher de l'aide.

Jacques KERGOAT

Le gouvernement Mitterrand s'est d'abord souvenu que son partenaire naturel, l'impérialisme américain, avait à plusieurs reprises financé les gestions social-démocrates et « keynésiennes » du système capitaliste : Plan Dawes (1924), Plan Marshall (1947), etc. C'est avec cet espoir que Mitterrand se rend en juillet à Ottawa. Mais la situation de l'impérialisme américain a changé : la crise du système monétaire international, puis la crise économique ouverte en 1974, ont affecté la situation du dollar. D'où la politique dite des « hauts taux d'intérêt », qui vise à attirer aux USA les capitaux flottants et à redonner une nouvelle santé au dollar. Bref, de sa situation de « protecteur », prêt à financer et à harmoniser les politiques de restructuration du capital, l'impérialisme américain est passé à un statut de concurrent tout aussi cruel et âpre au gain que les autres. Et Mitterrand, à Ottawa, n'a donc pu obtenir de Reagan qu'il modifie en quoi que ce soit sa politique.

Une deuxième possibilité existait : celle d'une très forte dévaluation du franc, qui aurait rendu les produits français de nouveau compétitifs sur le marché mondial. Mais, compte tenu de l'imbrication du franc dans le Système monétaire européen (SME), une telle dévaluation ne peut se faire qu'avec l'accord des partenaires européens du gouvernement français. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont pas l'air prêts à une telle concertation. Ainsi, quand le ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement français, Jacques Delors, a fait, au sommet franco-allemand du mois de juillet, la proposition d'une baisse concertée des taux d'intérêts européens, proposition qu'il a renouvelée fin août à Copen-

hague, le chancelier allemand, Helmut Schmidt a pris la peine de faire savoir qu'il s'agissait là, à son avis, d'« une utopie ».

Quant au « new deal planétaire », au « keynésisme à l'échelle mondiale », chers au ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson (2), il tient en l'état actuel des choses de la Bibliothèque rose et des contes pour enfants. Dans un contexte où chaque Etat bourgeois sait parfaitement, pour protéger ses propres intérêts, s'organiser au-delà des frontières par le canal des multinationales, et alors que les classes dirigeantes des pays coloniaux font valoir leur aspiration à un autre partage des richesses, la situation sur le marché mondial ressemblera durablement plus à une sévère foire d'empoigne qu'à un quelconque « nouvel ordre international ».

UNE PLUIE DE REFORMES « QUALITATIVES »

La voie vers des solutions réelles aux problèmes économiques et sociaux apparaissait dès lors semée d'obstacles. Le gouvernement a donc d'autant plus volontiers repris à son compte la politique depuis longtemps préconisée par la minorité du Parti socialiste (PS) regroupée autour de Michel Rocard : accumuler les réformes « qualitatives », qui ont le double avantage de pouvoir être réalisées rapidement et de ne pas coûter cher. En quelques mois, une série de mesures, d'importance variable, ont ainsi été prises.

Une série de ces mesures sont incontestablement des mesures progressistes, qui, quelles que soient leurs limites, contribuent à desserrer la toile d'araignée

que l'Etat fort avait peu à peu tissée autour des libertés publiques et des droits des travailleurs. Ainsi peut-on noter que la Loi d'amnistie a été particulièrement large : non seulement elle a conduit à la libération de 6 212 détenus, mais elle a inclus dans son champ les sanctions prises contre les représentants du personnel et les délégués syndicaux, y compris dans le secteur privé. La Cour de Sécurité de l'Etat, tribunal d'exception totalement entre les mains du pouvoir en place, a été supprimée. Le gouvernement, jusqu'à présent, n'a pas extradé de réfugiés politiques. Il a suspendu les expulsions des travailleurs immigrés et facilité le renouvellement des cartes de séjour et de travail. Il a sensiblement élargi les droits syndicaux dans la Fonction publique et décidé que les terres du Larzac (3) resteraient aux paysans et ne seraient pas accaparées par l'armée. A quoi il faut ajouter que sont prévues dans un avenir très proche la suppression des tribunaux permanents des forces armées (TPFA), l'abolition de la peine de mort et

1. François Mitterrand avait annoncé qu'il bénéficierait après son élection de l'« état de grâce ». Il faisait ainsi allusion à la liberté d'action et au vaste soutien dont bénéficie — selon lui — tout président dans les mois qui suivent son élection...

2. Claude Cheysson, « Pour la croissance, un new deal planétaire », *le Monde*, 30 avril 1981.

3. Depuis plusieurs années, les paysans du Larzac s'opposaient à l'élargissement du camp militaire existant sur le plateau, élargissement qui aboutissait à les déposséder de leur terre. Cette lutte était devenue un temps fort des campagnes antimilitaristes, et l'appui populaire dont elle bénéficiait était important : en soutien aux paysans plusieurs dizaines de milliers de personnes se réunissaient ainsi tous les ans sur le plateau du Larzac.



François Mitterrand dépose une rose au Panthéon, le 21 mai. Le peuple parisien en profite pour manifester sa joie. (DR)

l'abrogation de la loi « Sécurité et Liberté » (4) et de la loi Bonnet (5).

Toutes ces mesures sont évidemment bonnes à prendre. Pourtant, quand on prend un peu de recul, on constate que, si elles ont permis d'alimenter abondamment les colonnes de la presse tout au long de l'été, elles restent cependant d'un contenu souvent limité, ou doivent être rangées dans la catégorie des faux semblants.

Les plus significatives de ces limites concernent les travailleurs immigrés. En effet, si le gouvernement a suspendu les expulsions, il a également rappelé sa volonté d'arrêter l'immigration, et il a pris en ce sens des mesures très strictes, comme la circulaire du 9 août du ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, qui préconise de « ne pas laisser entrer sur le territoire français les étrangers qui mettent à profit les règles du court séjour pour venir chercher un emploi ». Et surtout, le gouvernement a d'ores et déjà renoncé à un de ses engagements, pourtant bien insuffisant, qu'avait pris François Mitterrand : celui de donner le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales. En effet, le ministre des Relations extérieures avait cru bon de rappeler cet engagement lors de sa visite à Alger. En l'occurrence, c'était là une vérité bonne à dire à Alger — où il s'agissait de courtiser le

gouvernement algérien —, mais une initiative inopportune en France : Cheysson a été aussitôt sèchement démenti par le gouvernement qui a déclaré que cette mesure ne serait pas appliquée pour les élections municipales de 1983. Et comme les élections municipales suivantes auront lieu en 1989...

Dans le camp des faux semblants, il faut ranger la loi votée sur la décentralisation. Car celle-ci ne représente en rien le fruit d'un combat de titans entre les « décentralisateurs » et les « jacobins », combat où ces derniers auraient été mis en déroute. Il n'en est rien, et la loi, quand on la regarde de près, contient fort

4. « Sécurité et Liberté » est une loi dont le maître d'œuvre a été Alain Peyrefitte, ministre de la Justice de Giscard d'Estaing, qui abordait des sujets très variés et que le journal *le Monde* a décrit comme l'achèvement « d'un persistant travail de grignotage des libertés individuelles des citoyens ».

5. La loi « Bonnet », du nom du ministre giscardien de l'Intérieur, autorisait et réglementait les expulsions des travailleurs immigrés.

6. La seule exception en ce domaine est la Corse, où, sous la pression notamment des actions menées par le Front national de libération de la Corse (FNLC), le gouvernement a été contraint d'aller un peu plus loin, en accordant notamment aux organismes régionaux un « droit d'initiative » qui peut entrer en concurrence avec les prérogatives du Parlement français. Il reste que, tant que n'auront pas été dé-

peut d'avancées du côté des droits démocratiques, et reste confuse sur une série de points : le mode d'élection des conseils n'est toujours pas fixé, la répartition des compétences entre département et région reste fort vague, la répartition des ressources est remise à plus tard, les conseils économiques et sociaux — qui représentent une deuxième chambre corporative et de collaboration de classes — est maintenue... Du coup, la suppression des préfets et leur remplacement par des « commissaires de la République » peut fort bien n'être que symbolique, et ce d'autant plus que la création d'une nouvelle instance comme la chambre régionale des comptes vient renforcer le contrôle sur les décisions départementales et régionales qu'exerçaient déjà les tribunaux administratifs.

On comprend donc que la quasi-totalité des mouvements « nationalitaires » restent réservés par rapport à ce projet : rien ou presque n'y répond aux aspirations dont s'étaient nourris ces mouvements (6). C'est que le but du projet est ailleurs : comme l'a clairement indiqué Michel Rocard (7), la question centrale est de démultiplier les aides aux investissements patronaux. L'objectif n'est plus du tout de renverser la tendance au développement inégal entre les régions, mais de permettre aux conseils régionaux d'entrer directement dans le capital des sociétés de développement régional et, par ce biais, de prêter de l'argent aux entreprises. De surcroît, on crée ainsi une « zone-tampon » entre le gouvernement et le mécontentement populaire : ce seront désormais les collectivités locales qui auront pour mission de sauver l'emploi, et les manifestations ne se feront plus devant la préfecture, mais devant la mairie ou devant le siège du conseil régional...

LA TRAHISON DE CERTAINES PROMESSES

Si on peut déceler des carences et des limites à l'intérieur même des réformes gouvernementales, il est d'autres domaines où c'est de trahison affirmée des promesses du candidat qu'il s'agit.

Il en va ainsi du droit à l'avortement. Le gouvernement a en effet annoncé trois décrets : l'avortement sera désormais remboursé par la Sécurité sociale, il devra être pratiqué dans tous les hôpitaux, et le

faits les « clans » qui gouvernement de fait la Corse (sur un mode proche de celui de la mafia sicilienne), tant que n'auront pas été refaites et épurées les listes électorales (la Corse est illustre pour ses fraudes électorales), l'enjeu de la réforme restera obscur. D'autant plus que les obstacles à son application existent. Là comme ailleurs, ce sont les radicaux dits « de gauche » (MRG) qui montent en première ligne : « Nous nous sommes déjà battus pour rester Français, nous sommes prêts à le refaire », a ainsi fièrement déclaré l'un de leurs dirigeants en Corse.

7. « Vous avez par exemple une grande quantité de petites et moyennes entreprises (PME) performantes dont les produits seraient parfaitement exportables si on les aidait... Voilà un des domaines dans lesquels la puissance publique — et à mon avis la puissance publique régionale — pourrait accompagner l'action des PME », *le Monde*, 9 septembre 1981.

temps de séjour exigé pour les étrangères sera fortement réduit. Mais d'autres points figuraient dans le programme du PS : l'allongement du délai (de 10 à 16 semaines), la suppression de l'accord parental pour les mineures, les abus liés à la clause de conscience... De tout cela, il n'est aujourd'hui plus question.

Ainsi en est-il également en matière d'énergie nucléaire. Le gouvernement a certes décidé d'arrêter la centrale de Plogoff, qui était devenue un symbole de portée internationale de la résistance populaire au nucléaire (8). Mais, alors qu'il avait multiplié les promesses destinées à s'attirer l'électorat écologiste, il n'a finalement « suspendu » que cinq projets de construction — le PS avait annoncé qu'il en suspendrait douze — et il y a gros à parier que, dans la plupart des cas, cette suspension sera levée après la caricature de débat annoncée pour le mois d'octobre. Avec l'extension de l'usine de retraitement de La Hague et la mise en fonctionnement du surrégénérateur de Malville, c'est donc, contrairement à toutes ses promesses, le programme nucléaire mis en route sous Pompidou que le PS au pouvoir s'apprête à achever maintenant.

Plus spectaculaire encore est l'attitude du gouvernement dès qu'il s'agit des piliers mêmes de l'ordre bourgeois en France : police, armée ou « bandes parallèles ».

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui n'est pourtant pas un repaire de dangereux gauchistes — elle syndique 75 % des policiers —, a demandé l'épuration de l'encadrement et notamment le départ de « dix personnages clés de la haute hiérarchie ». Le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, a sèchement répondu : « Les syndicats m'ont demandé des têtes. Je n'en coupe-rai pas. (9) »

En ce qui concerne l'armée, le ministre socialiste de la Défense, Charles Hernu, a commencé par expliquer qu'il faudrait renoncer à l'engagement pris par François Mitterrand de réduire le service militaire à six mois, ce qui a suscité des remous au sein de son propre parti. Il a annoncé (10) qu'il s'emploierait « à faire en sorte que les comités de soldats soient dissous ». Et la censure de l'information dans les casernes est toujours en vigueur : une note de service publiée dans le 3e Corps d'armée (au RMT de Monthéry) fait ainsi référence à une liste « officielle » de neuf publications interdites, parmi lesquelles l'hebdomadaire de la LCR, *Rouge*. On comprend pourquoi Hernu a reçu les félicitations du général Bigeard, une vieille ganache réactionnaire, qui s'était particulièrement illustrée au moment de la guerre d'Algérie, et dont Giscard avait fait un ministre. Celui-ci a ainsi pu écrire de Hernu : « Il a fait machine arrière par rapport au projet socialiste, parce que je crois qu'il a pris conscience de ce qu'est l'armée française. Il s'est rendu compte qu'elle avait très bien évolué depuis 1975 et qu'il ne fallait pas casser cette belle mécanique. C'est pourquoi il n'a pas modifié la durée du service national

ni autorisé les comités de soldats, ni relevé les chefs militaires. Et c'est pourquoi aussi le président Mitterrand a décidé la construction d'un septième sous-marin nucléaire, que nous avions prévu. Pour l'instant, Charles Hernu n'a touché à rien, et c'est bien. »

Enfin, le gouvernement s'est soigneusement abstenu de toute intervention contre les bandes parallèles et les milices patronales. La Confédération des syndicats libres (CSL), nouveau nom d'un syndicat jaune dont les troupes de choc ont été à l'origine de centaines d'agressions contre des militants ouvriers (11), a été reçue très officiellement par un conseiller du Premier ministre. On ne parle plus de réouvrir l'enquête sur l'assassinat de Broglie (12), alors que les parlementaires socialistes avaient refusé d'approuver le rapport de la commission d'enquête quand ils étaient dans l'opposition. Comme si on craignait, en poussant un peu trop les investigations, de voir compromis dans cette affaire des personnalités notables de l'ancienne majorité.

C'est le même sentiment qui ressort de la manière dont est menée l'instruction de la tuerie d'Auriol (13) : normalement l'enquête aurait dû être confiée à un juge d'instruction, qui se trouvait être membre du Syndicat de la magistrature (SM), une association progressiste de magistrats. Mais il en a été dessaisi au profit d'un juge qui passe pour être plus proche de l'ancienne majorité. Depuis lors, l'affaire semble s'enliser dans les méandres de l'instruction, et le secrétaire général du SAC, Debizet, a été relâché. Le PCF a demandé fort discrètement la dissolution du SAC. Mais le gouvernement a fait celui qui n'entendait pas, et le PS n'a pas repris cette suggestion. Ici aussi, tout se passe comme si l'on craignait qu'une lumière trop crue ne révèle d'étranges accointances. L'ancien dirigeant du SAC de Marseille, Gérard Kappé, n'est-il pas l'un des fidèles de Jobert, ce gaulliste bon teint que les socialistes ont installé au gouvernement ?

LES PREMIERES MESURES ECONOMIQUES DE LA RENTREE

Une fois passé l'été, le gouvernement s'est cependant trouvé confronté à une si-

tuation économique et sociale fortement dégradée. Il est d'abord apparu un peu hésitant quant aux mesures à prendre, avant de s'orienter de plus en plus ouvertement vers la recherche des bonnes grâces du patronat.

INFLATION ET CONTROLE DES PRIX

Les prix ont considérablement grimpé pendant l'été, et le gouvernement n'a pas été le dernier à donner l'exemple : + 14,28 % sur les transports parisiens ; + 10 % sur la SNCF ; + 17 % sur l'électricité ; + 15 % sur le gaz. A la rentrée, une nouvelle flambée a eu lieu sur les fournitures scolaires, où une enquête de l'Union fédérale des consommateurs (UFC) qui publie *Que Choisir*, a montré que les hausses oscillaient entre 45 % et 100 % par rapport à l'an dernier. Et pourtant, tout à sa volonté de se concilier les petites et moyennes entreprises (PME), Pierre Mauroy déclarait le 6 septembre à Lille : « Je ne nie pas les contraintes du marché. (...) Le gouvernement tient à la liberté des prix et ne veut pas en rétablir le contrôle. » Pas de contrôle des prix donc. La conclusion est que l'inflation dépassera 15 % en fin d'année. Elle avait été de 13,6 % en 1980.

CHOMAGE ET CREATION D'EMPLOIS

Le nombre de chômeurs a atteint au mois de juillet 1 849 000 personnes. Le rythme actuel d'augmentation est de 26 % l'an, contre 20 % pour les derniers mois de Giscard d'Estaing. Le seuil des 2 000 000 de chômeurs sera vraisemblablement atteint à la fin de l'année.

Aucune politique sérieuse n'a été menée sur la question de l'emploi, et, là aussi, les promesses électorales sont révisées en baisse. François Mitterrand avait annoncé la création de 210 000 emplois nouveaux par an, dont 150 000 dans le secteur public. On en est toujours aux promesses, mais celles-ci, pour 1982, ne sont plus que de 65 000 emplois publics. Le gouvernement aurait pu au moins interdire tout licenciement et toute fermeture d'entreprise : il n'en a rien été et dépôts de bilan, licenciements et liquidations judiciaires se sont succédés à un rythme particulièrement élevé depuis le 10

8. Cf. Georges Aguirre, « Pentecôte anti-nucléaire à Plogoff », *Inprecor*, numéro 79, du 12 mai 1980.

9. Gaston Defferre, *le Monde*, 26 juin 1981.

10. Le 2 juin à Papeete, en Polynésie « française ».

11. Notamment l'assassinat du militant CGT Pierre Maître lors d'une grève à Reims en 1977.

12. Le prince de Broglie, fondateur et trésorier du parti de Giscard d'Estaing, avait été assassiné par un tueur à gages. Les débuts de l'enquête avaient très vite fait apparaître les mille affaires louches auxquelles avait été lié le prince, et sur l'injonction de Poniatowski, alors

ministre de l'Intérieur, l'affaire avait été très vite étouffée.

13. Le Service d'action civique (SAC) est un service de milice civile, créé à l'initiative de de Gaulle en 1958, et qui s'est trouvé très vite mêlé, après la guerre d'Algérie, à une série d'étranges affaires impliquant barbouzes, truands, trafiquants de drogue et tueurs à gages. Le 18 juillet dernier, le responsable régional du SAC de Marseille était assassiné — ainsi que cinq autres personnes de sa famille, dont un enfant — par un commando de tueurs appartenant également au SAC. Ceux-ci ont été arrêtés et ont avoué, mais le mystère demeure sur les raisons exactes de l'assassinat et on ignore qui en a donné l'ordre.

mai (14). Les « 110 propositions » de François Mitterrand contenaient pourtant (proposition 60) un droit de veto confié aux comités d'entreprise pour « l'embauche, le licenciement, l'organisation du travail, le plan de formation, les nouvelles techniques de production ». Dans la bouche de Pierre Mauroy, prenant la parole à Douai le 6 septembre, cela est devenu : « S'agissant des chefs d'entreprise, il doit être clair que le gouvernement n'entend nullement remettre en cause leur droit de décider. Il n'est pas question, par exemple, d'instaurer je ne sais quel droit de veto sur les licenciements. »

LA DURÉE DU TRAVAIL

Le gouvernement s'est contenté d'invoquer syndicats et patronat à négocier : il en est résulté l'accord de dupes du 17 juillet où la diminution d'une seule heure du temps de travail (39 h !) s'accompagne de la remise en cause de toute une série d'acquis (fin de la loi sur la semaine de travail, au profit d'un quota annuel, contingent d'heures supplémentaires à la disposition du patronat, possibilité de donner par roulement le deuxième jour de repos hebdomadaire, etc.). Après les négociations par branches, une loi doit certes être votée par le Parlement à la fin de l'année (novembre), mais il est clair que, à moins que la pression ouvrière ne s'intensifie, l'intention du gouvernement est de ne pas aller plus loin que l'accord du 17 juillet.

Quant à l'âge de la retraite, point sur lequel le programme du PS était pourtant fort modéré (15), on commence à laisser entendre qu'il n'est guère réalisable, l'évolution démographique allant déjà rendre difficile le financement des caisses de retraite dans les années qui viennent. Les indiscretions filtrent jour après jour dans la presse socialisante pour expliquer que, somme toute, le système de préretraite est largement satisfaisant (16).

Le dernier projet envisagé par le gouvernement est de calculer le moment de la retraite non plus en fonction de l'âge, mais en fonction du nombre d'années effectivement travaillées. Seulement, en proposant ainsi d'ouvrir le droit à la retraite à partir de quarante annuités de travail (alors que la CGT demandait qu'il s'ouvre à 37,5 annuités), le gouvernement sait fort bien qu'il ne permettra qu'à un nombre infime de travailleurs de prendre leur retraite avant 60 ans. Pour des raisons simples : qu'il y aura bientôt deux millions de chômeurs, que le temps moyen d'attente des chômeurs était en juin 1981 de 260 jours (près de 9 mois), que, en mars 1981, travaillaient moins de 9,4 % des hommes de moins de 18 ans, et 5,2 % des femmes, que le *turn over*, bien sûr, se développe, que les interruptions d'activité des travailleuses, pour cause de maternité, sont bien plus étendues que les officiels congés de maternité, etc.

LES NATIONALISATIONS

Sous le discours officiel (« frapper vite et fort »), la réalité est faite de nou-

veaux reculs. Le programme du candidat socialiste annonçait la nationalisation de 9 groupes industriels, de la sidérurgie, des secteurs du nucléaire, de l'armement et de l'espace, des banques et des grandes compagnies d'assurance. Le gouvernement a adopté un projet de loi sur les nationalisations, concernant 5 grands groupes (Rhône-Poulenc, CGE, Thomson-Brandt, St-Gobain et PUK), mais qui concerne seulement les maisons mères : ainsi, par exemples, Thomson-CSF ne sera pas nationalisée. Quant aux banques, 136 banques étrangères et 35 banques régionales échappent à la nationalisation. Les experts économiques du PS écrivaient pourtant : « Le secteur bancaire et financier est probablement le seul dans lequel il n'est pas possible de laisser subsister un quelconque domaine privé. (17) »

Mieux encore, les participations industrielles détenues par les banques d'affaires seront rétrocédées au secteur privé (par exemple, les Ciments Français ou le groupe Empain-Schneider, contrôlé par Paribas).

Quant à l'indemnisation, Mauroy s'enroue à force de répéter qu'elle sera « équitable ». Il a été très bien entendu dans les milieux financiers : l'opération d'indemnisation apparaît suffisamment juteuse pour que des groupes industriels et financiers achètent massivement des actions des sociétés nationalisables, afin de figurer en bonne place sur la liste des indemnisables : du 20 au 27 août, les cours de ces actions ont ainsi augmenté de 12,80 % (PUK) à 38 % (CGE).

LE SYSTEME FISCAL

Ayant de fait renoncé à réamorcer la reprise économique par la relance de la consommation populaire, les dirigeants socialistes se tournent maintenant vers une autre solution : la relance passerait par l'augmentation des dépenses publiques et le budget 1982 en serait l'instrument. Il est ainsi prévu que le budget 1982 sera en déficit de 95 milliards de francs (le déficit était de 40 milliards en 1980). Si on y ajoute un besoin prévisible de financement de 23 milliards pour la Sécurité sociale et de 12 milliards pour

l'assurance-chômage, la question qui vient sur toutes les lèvres est évidente : en attendant le résultat de l'hypothétique relance, qui va payer la facture ?

Ce ne sont en tout cas pas les projets de réforme fiscale du gouvernement qui permettent de répondre à cette question. Le secrétaire d'Etat au Budget a, par exemple, annoncé à grand fracas un impôt sur les grosses fortunes, c'est-à-dire au-delà de trois millions de nouveaux francs. François Mitterrand avait annoncé pendant sa campagne que le taux d'imposition pourrait aller jusqu'à 8 %. Les radicaux « de gauche » ont alors tenu à rappeler que leur raison d'être était bien la défense de la propriété privée : au-delà de 0,5 %, ont-ils dit, ce n'est absolument pas possible. Ils ont été entendus : les tranches proposées par le gouvernement vont de 1,5 % pour les fortunes supérieures à 10 millions, à 0,5 % pour celles qui se situent entre 3 et 5 millions.

Comme si cela ne suffisait pas, François Mitterrand est intervenu lui-même dans le débat : pas question, a-t-il expliqué, de s'en prendre à l'outil de travail. Et, du coup, la proposition gouvernementale prévoit un dégrèvement de 2 millions sur l'outil de travail. On raconte à ce sujet l'histoire d'un très haut personnage de l'Etat, demeuré en place après le 10 mai, qui a décidé d'héberger 70 moutons dans le parc de son château : du coup, celui-ci est devenu un « outil de travail » agricole. On n'en finirait d'ailleurs pas d'énumérer les diverses procédures d'évasion fiscale que les « grosses fortunes » ont abondamment eu le temps de mettre sur pied : affectation des biens immobiliers à une société immobilière plus ou moins fictive, « séparation de biens » entre maris et femmes, etc. Bref, l'impôt sur la fortune restera largement symbolique et ne rapportera pas grand chose (18). L'argent devra donc être trouvé ailleurs :

— Pour le déficit de la Sécurité sociale, on augmentera les cotisations, celles des salariés surtout, car le gouvernement est bien persuadé qu'augmenter celles du patronat aggraverait les difficultés des entreprises : les cotisations patronales ont déjà été diminuées de 4 % à cause de

14. Par rapport à 1980, ils sont passés au mois de juin de 250 à 359 pour la seule région parisienne, de 126 à 160 pour la province. Les premiers éléments connus des dépôts de bilan pour le mois de juillet permettent d'attendre à nouveau dans la région parisienne une baisse de 30 % par rapport à 1980. Ces chiffres considérables s'expliquent sans doute en partie par le souci qu'avait eu l'ex-majorité de ne pas procéder à trop de fermetures d'entreprises avant les élections, pour raison d'image de marque électorale : ces « fermetures retenues » se font maintenant. Mais pour l'essentiel cependant, cette forte baisse s'explique par la politique débridée de restriction du crédit qu'ont pratiquée les banques par rapport aux PME, et les grandes entreprises par rapport aux sous-traitants.

15. A 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

16. Ainsi dans le *Matin de Paris* : « Le système de la préretraite permet aux salariés de bénéficier d'une rémunération supérieure à ce que pourrait offrir le régime général » (Laurent Carezzo). « Le système actuel permet (...) cinq

années financières correctes en attendant sa retraite au taux maximal à 65 ans » (Jean-Pierre Garguer). C'est pourtant François Mitterrand qui déclarait, dans son face à face télévisé avec Giscard d'Estaing : « Je pense qu'il était plus simple d'adopter la retraite à 60 ans, naturellement facultative et volontaire, comme je le demande depuis longtemps, plutôt que d'imposer la préretraite. Car, en réalité, comment cela se passe dans nos villages et dans nos villes ? C'est imposer la préretraite quand le patronat fait savoir qu'il faut partir tout de suite : alors on obtiendra quand même quelque chose. La préretraite est plus qu'une imposition, c'est une contrainte. »

17. Thomas Lefranc, *L'Imposture monétaire*.

18. Une personne disposant d'une fortune de 6 millions de francs, dont 2 millions pourraient être comptés comme « outil de travail » paierait ainsi 5 000 francs d'impôts supplémentaires par an ; c'est évidemment très peu, surtout si l'on tient compte des diverses possibilités de fraude fiscale...



Une partie des futurs « ministrables » du PS dans un meeting lors de la campagne électorale. (DR)

l'augmentation du SMIC en juillet, elles sont très fortement diminuées pour les entreprises qui renouvellent des contrats d'apprentissage ou embauchent des « stagiaires-Barre ». Tout le monde sait pourtant d'où vient, pour l'essentiel, le déficit de la Sécurité sociale : des cotisations patronales non payées : 6 milliards avant 1973 (amnistiés par Simone Veil), plusieurs dizaines de milliards depuis.

— Pour le déficit de l'assurance-chômage, on procédera à un emprunt et on fera appel à l'impôt : là aussi, ce ne sera pas le patronat en tant que tel qui sera touché, mais les salariés (18 bis).

— Reste le financement du déficit budgétaire : qui va le financer, les patrons ou les salariés ? Là aussi, la réponse est claire : pas question d'aggraver les difficultés des entreprises ! On ponctionnera donc les salariés, ce que le ministre communiste de la Fonction publique, Anicet Le Pors, a clairement annoncé : le maximum du possible, ce sera de *maintenir* le pouvoir d'achat global des fonctionnaires.

Derrière ces palinodies, c'est en fait la nouvelle conviction des dirigeants socialistes qui apparaît. Ils ont d'abord cru à la relance par la consommation populaire. Mais les timides tentatives qu'ils ont fait dans ce sens sont évidemment tout à fait insuffisantes (19). Ils attendaient ensuite une relance économique pour la fin de 1981 : celle-ci n'aura pas lieu. Ils ont ensuite mis leur espoir dans une aide fraternelle de l'impérialisme américain, puis de leurs partenaires européens : on leur a claqué la porte au nez. Ils espèrent sans doute maintenant en une forte reprise menée par l'Etat et son budget. Ils ne réalisent sans doute pas combien les mesures qu'ils comptent prendre sont insuffisantes : mais ils savent en tout cas qu'elles ne produiront pas d'effet d'ici un certain temps. Comment assurer d'ici là un minimum de redémarrage des investissements ? Les dirigeants socialistes ont très vite ouvertement tiré les conclusions de leur politique : puisqu'ils avaient choisi de ne pas contraindre les patrons, il ne restait plus qu'à s'attirer leurs bonnes grâces.

Dans ce domaine, les socialistes n'y sont pas allés de main-morte : pas une déclaration du gouvernement depuis la rentrée qui ne comprenne une phrase compréhensive pour le patronat. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont été particulièrement cajolées : le 17 juin, le gouvernement décide des avances de 500 000 F aux PME qui en feraient la demande. Le 18 juin, le crédit est desserré de 0,5 point. Le 20 juillet, le crédit est desserré d'un point pour les échéances de juillet et d'août. Le 17 août, les avances sont portées de 500 000 à 2 millions de francs. Le 18, la date limite des dépôts de demande d'avance est reculée au 31 octobre. Le 2 septembre, Michel Rocard fait savoir que le plan intérimaire de deux ans qu'il prépare, non seulement refusera toute augmentation des charges des entreprises, mais contiendra un chapitre important d'aides particulières aux PME. Le 3 septembre, après la réunion du gouvernement à Rambouillet, Jacques Delors, le ministre des Finances, fustige à peu de frais les dirigeants des grandes banques nationalisées qui, en maintenant un taux de crédit élevé, « *étranglent les PME* ». Et le 6, à Douai, Mauroy confirme qu'il n'y aurait pas de droit de veto sur les licenciements et qu'il est décidé « *à mettre fin à l'augmentation des charges qui pèsent sur les entreprises* ».

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DÉPENDANTE

Nul ne s'étonnera, dans ce contexte, que la politique extérieure menée par le

gouvernement reste étroitement dépendante de l'alliance américaine. La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, qui reconnaît le FMLN et le FDR comme « *forces politiques représentatives* » — reconnaissance précieuse pour les révolutionnaires — ne doit pas faire illusion. Bien loin de représenter un premier jalon dans la voie d'une authentique politique anti-impérialiste, elle s'inscrit dans le cadre des préoccupations constantes du PS et de l'Internationale socialiste : que la rigidité de la politique de Reagan ne finisse par ne laisser d'autre voie, au Salvador et en Amérique centrale, que celle de la radicalisation des masses et de l'extension des révolutions cubaine et nicaraguayenne...

Pour le reste, c'est à une politique extérieure plus alignée que jamais sur Washington que nous assistons. Le très atlantiste dirigeant social-démocrate allemand Willy Brandt, après sa récente rencontre avec François Mitterrand, a organisé quelques indiscretions, pour expliquer qu'il était « *déçu* » et que Mitterrand lui paraissait aujourd'hui plus proche de Helmut Schmidt que de ses propres conceptions. Surenchère dans la « *fraternité* » social-démocrate, le secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Felipe Gonzalez, a estimé, après les déclarations de Claude Cheysson à Madrid (20) : « *La politique étrangère française, en matière de relations Est-Ouest, est plus dure que celle de l'Allemagne fédérale et se rapproche plus de celle de Ronald Reagan.* » Jugement confirmé par les Américains eux-mêmes. Le directeur de la section de l'Eu-

18 bis. Cet impôt ne vise d'ailleurs pas, loin de là, uniquement les hauts salaires : si les informations données par le journal *le Monde* du 12 septembre sont bonnes, il toucherait 3 millions de familles et jouerait à partir d'un revenu mensuel de 10 000 francs par couple. Autant dire que ce ne sont plus ni les cadres supérieurs ni même les cadres moyens qui le paieront, mais aussi les ouvriers qualifiés et les employés disposant de quelque ancienneté.

19. C'est la très officielle revue de l'INSEE, *Tendances de la conjoncture*, du 6 juillet 1981, qui annonce pudiquement : « *D'ici à la fin 1981, et en glissement, l'effet supplémentaire sur la consommation des ménages serait de*

0,8 % et l'effet sur le produit intérieur brut (PIB) de 0,7 %. Les conséquences, sans être négligeables, ne sont donc pas massives. En particulier elles ne semblent pas susceptibles de modifier significativement ni le rythme de l'inflation ni l'emploi. »

20. Il faut dire que les déclarations de Claude Cheysson étaient d'une grande limpidité : « *L'Alliance atlantique, pour nous, c'est quoi ? C'est la défense des valeurs fondamentales, j'allais dire de valeurs chrétiennes, de valeurs de civilisation, contre le totalitarisme. Voilà ce qu'est l'Alliance atlantique pour un socialiste français, pour un humaniste.* »

rope de l'Ouest au département d'Etat, John Maresca, explique ainsi : « *Tant sur la question des relations Est-Ouest que sur celles du Proche-Orient, les convergences sont plus grandes aujourd'hui entre les Etats-Unis et la France qu'elles ne l'étaient au temps de Valéry Giscard d'Estaing.* (21) »

Au-delà, la cible de la politique extérieure française est le Tiers Monde. Que l'objectif soit d'y ménager de nouveaux marchés pour les entreprises françaises n'est même plus dissimulé. Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération, déclare ainsi cyniquement : « *Au-delà du problème théologique, il faut que la politique d'aide au Tiers Monde ait des retombées pour la France. C'est une condition de sa mise en œuvre. Je le dis sans honte et sans retenue. Le discours généreux sur l'aide conduit au recul.* (22) » Voilà ce qui explique l'allure de commis-voyageur embarrasé qu'a parfois le ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson : j'accueille certes les opposants iraniens, mais je livre aussi mes vedettes à Khomeiny. Je rencontre Yasser Arafat, mais Mitterrand ira bientôt en Israël, etc.

Dans cette volonté affirmée de se faire beaucoup, beaucoup d'amis, la politique française a certes un peu plus recours aux voyages diplomatiques, et un peu moins aux interventions militaires, notamment en Afrique. Mais, sur le fond, rien n'est changé. Le 21 août, Jean-Pierre Cot déclarait ainsi : « *La France maintiendra ses troupes sur le territoire de ses alliés africains, jusqu'à ce que ceux-ci soient en mesure de prendre en charge leur sécurité.* » Depuis lors, les questions se bousculent. Le gouvernement a-t-il donné le feu vert à l'intervention sénégalaise en Gambie ? A-t-il suscité l'action du général Kolingba, qui a écarté du pouvoir David Dacko en Centrafrique ? A la question sur le rôle des militaires français stationnés dans ce dernier pays, Charles Hernu, qui ne nous avait pas habitué à un humour aussi percutant, a répondu à la télévision le 1er septembre qu'il s'agissait de « *troupes d'assistance, qui soignent les enfants* ». La vérité est évidemment ailleurs : elle est que les 1 200 soldats français en Centrafrique — équipés de missiles anti-chars Milan et de mortiers lourds —, comme les 12 000 autres soldats français présents en Afrique, sont là pour incarner physiquement la « diplomatie africaine » de la France, diplomatie qui, aujourd'hui comme hier, consiste pour l'essentiel à faire et à défaire les gouvernements africains, au mépris des droits les plus élémentaires des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Impérialiste, la France du gouvernement Mitterrand-Mauroy n'aura donc pas cessé de l'être. Colonialiste non plus, quand on regarde la politique menée à l'égard des départements d'outre-mer (DOM) et des territoires d'outre-mer (TOM) : non seulement le gouvernement persiste à y voir des « départements français », mais aucun pas, même léger, n'a été fait dans le sens de la démocratisation : les troupes françaises sont toujours

là, prêtes à mater les grèves ; la presse, écrite ou audio-visuelle, y est toujours aux mains des pires réactionnaires ; et dans une île pourtant célèbre par ses bourrages d'urnes — la Réunion —, le dirigeant du Parti communiste réunionnais (PCR), Paul Vergès, qui n'a dû qu'à un écart de 600 voix de ne pas être élu député, attend toujours que le Conseil d'Etat veuille bien statuer sur la demande d'invalidation de l'élection qu'il a déposée.

LES REACTIONS DU PATRONAT ET DE LA BOURGEOISIE...

Pour le moment, ni une politique étrangère ostensiblement pro-américaine ni les « cadeaux » qui lui sont régulièrement faits n'ont suffi à modifier en quoi que ce soit l'attitude du patronat : les calculs des chefs d'entreprise font au contraire apparaître que les investissements vont baisser de 12 % cette année, et de 4 % l'année prochaine.

C'est que, malgré toutes les courbettes du gouvernement Mauroy, la bourgeoisie ne peut pas considérer ce gouvernement, ni comme le sien ni même comme un « bon » gouvernement qu'elle pourrait utiliser immédiatement à son profit. Car ce gouvernement est né d'une défaite de la coalition des partis bourgeois et d'une victoire des partis ouvriers. Et la bourgeoisie sait bien que, du fait de son origine, ce gouvernement devra faire quelques concessions aux travailleurs. Dans la difficile partie de restructuration économique où elle était engagée, ce n'était pas ce que souhaitait la bourgeoisie. Son projet avait le mérite de la clarté : faire payer la crise aux travailleurs, par l'accroissement du chômage et la baisse du pouvoir d'achat, restructurer à leurs frais une économie plus compétitive. Pour cela, il fallait infliger au mouvement ouvrier une défaite décisive.

Le gouvernement Mauroy n'a évidemment pas pu prouver au patronat qu'il était un bon instrument pour cette politique-là. Et Mauroy peut s'aplatir tant qu'il peut, le vice-président du Centre national du patronat français (CNPFF) présent à son discours de Douai lui répond : « *Les patrons sont des hommes de risque et d'espoir. Mais l'espoir est un risque qui ne vaut la peine d'être couru que dans la liberté.* » Faute d'avoir la « liberté » de mener à bien sa politique, le patronat ne soutiendra donc pas le gouvernement. Mais inversement, il ne peut pas non plus lancer contre celui-ci une grande bataille frontale : c'est que son personnel politique ne lui est pas d'un grand secours. Non seulement il a été battu le 10 mai et le 26 juin mais, depuis, tous les sondages montrent que le discrédit politique des hommes de l'ancienne majorité ne cesse de s'accroître. Même Chirac, qui avait pourtant tenté d'apparaître comme le leader possible de la coalition bourgeoise, le « recours », n'échappe pas à cette vague de déconsidération. C'est donc le CNPF lui-même qui doit monter en première ligne : il n'a pas, lui, subi de discrédit élec-

toral. « *Parti des entreprises* », « *non soumis au pouvoir politique* », comme il le déclare lui-même fièrement, il représente par ailleurs assez bien la synthèse des intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. Et, en attendant que les conditions de l'offensive soient réunies, il mène aujourd'hui une guerre de tranchées : il se refusera à investir, videra de tout contenu la loi sur les nationalisations — notamment par les comités d'actionnaires qu'il a suscités —, sabotera les augmentations de salaire — comme il l'a fait pour le SMIC —, organisera la fuite des capitaux... Ce pourrissement généralisé, il l'organisera avec le concours des hommes dont il dispose dans l'appareil d'Etat. Ceux-ci sont nombreux, car le gouvernement socialiste s'est refusé à la moindre épuration : non par négligence, mais parce que toute son attitude consiste à essayer de s'attirer les bonnes grâces de l'appareil d'Etat bourgeois (23). En la matière, les anecdotes abondent : du juge d'instruction compromis dans les scandales giscardiens qui se voit proposer une promotion flatteuse, à celle du général qui déchire par dépit sa carte tricolore le soir de l'élection de Mitterrand, et qui se retrouve promu à la direction des transmissions de l'armée de l'air. Pressions et sabotages resteront cependant discrets. Deux préoccupations guident en effet la démarche de la bourgeoisie.

La première est qu'elle est fort sceptique sur le fait que le gouvernement Mitterrand-Mauroy puisse devenir un jour l'instrument adéquat pour sa politique. Jean-François Deniau, l'organisateur de la campagne électorale de Giscard, met ainsi la barre très haut : « *Est-ce que le chômage se réduit, l'inflation régresse ? Est-ce que l'augmentation continue du pouvoir d'achat reprend ? Si c'est le cas, la conjoncture électorale aidant, et les socialistes renonçant à leur programme, alors les socialistes sont au pouvoir pour vraiment longtemps.* (24) » Il s'agit donc bien de limiter les dégâts, non d'essayer de promouvoir à travers le gouvernement, tel qu'il est, la politique que souhaiterait le grand capital.

La deuxième est que le rapport de force Capital/Travail reste, après le 10 mai, largement favorable à la classe ouvrière. Un affrontement prématuré serait fatal à la bourgeoisie. Il s'agit donc, non de paralyser le gouvernement, mais de l'enliser ; non de démontrer immédiate-

21. *Hebdo TC*, 24 août 1981.

22. *Le Monde*, 1er septembre 1981.

23. Cette situation est générale dans l'appareil d'Etat : les journalistes et techniciens de la première chaîne de télévision (TF 1) ont bien résumé la situation : « *Quand on est de droite sous la droite, on a un poste ; quand on est de droite sous la gauche, on a une promotion ; quand on est de gauche sous la droite, on est viré ; et quand on est de gauche sous la gauche, on nous demande patience et sacrifices* » (communiqué du 8 septembre 1981).

24. *Le Monde*, 3 septembre 1981.

ment la capacité de revanche du patronat, mais de mettre en évidence l'incompétence et l'impuissance du gouvernement.

... ET CELLES DES GRANDES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Sur le plan syndical, il semblait au premier abord qu'une véritable course de vitesse était engagée pour savoir qui applaudirait le premier — et le plus fort — aux capitulations successives du gouvernement devant le patronat. La Confédération française démocratique du travail (CFDT) d'Edmond Maire semblait avoir pris un léger avantage en ce domaine, en signant l'accord avec le CNPF sur les 39 heures et en plaçant sa rentrée sous le signe d'une « opération-vérité » (Maire ne voulait-il pas dire plus précisément qu'il fallait expliquer maintenant la nécessité d'une certaine austérité, demandait finement le journal socialisant le *Matin*, dans son éditorial du 5 septembre).

Mais, depuis, la Confédération générale du travail (CGT) a refait une grande partie du terrain perdu : par la bouche de Henri Krasucki, en qui on voit parfois le successeur de Georges Séguy à la tête de la Confédération, le discours de rentrée de la CGT s'est transformé en une ode à la gloire du gouvernement Mauroy. Qu'on en juge : « A lire certaines plumes, ou à entendre certaines voix (...), on pourrait se demander si nous ne serions pas en présence d'une gestion "de gauche" de la crise... Et bien, non ! Les principales mesures prises, ou annoncées comme imminentes, vont dans une bonne direction. Elles sont encourageantes et certaines, même, sont carrément satisfaisantes. »

Dans ce concert général de louanges et d'aplatissement revendicatif, on pourrait penser qu'entre les diverses organisations syndicales françaises, il devient difficile de faire des différences : CFDT ou FO (Force ouvrière), CGT ou FEN (Fédération de l'éducation nationale), tous les matous de la collaboration de classe seraient désespérément gris. Ce serait mal connaître Force ouvrière et son secrétaire général André Bergeron. Celui-ci a quand même réussi à coiffer tout le monde d'une courte tête, en déclarant le 10 septembre que le gouvernement « allait trop vite », puis le 13 (après le Conseil des ministres sur les nationalisations), qu'il allait « trop loin » !

On comprend, dans ces conditions, que les organisations syndicales n'aient pas bénéficié d'une vague d'adhésions. A part quelques secteurs en progression dans la CFDT, la morosité est générale : « La syndicalisation est faible depuis le 10 mai. Il y a des améliorations mais, franchement, c'est pas le courant », reconnaît ainsi un responsable de la CGT-Ile-de-France.

Par contre, la grogne, elle, se développe dans les rangs syndiqués. A la CFDT, il semble bien que la majorité des fédérations ait désapprouvé la signature de l'accord sur les 39 heures. A Force ouvrière, pour la première fois depuis longtemps, un certain nombre de structures

syndicales (Impôts, Equipement, Renault-Sandouville) ont désavoué la prise de position confédérale contre des ministres communistes au gouvernement. Et, à la CGT, il y a gros à parier que la révision en baisse des revendications se heurtera à une opposition de même ampleur que celle qui s'était dressée hier contre la politique de division de la direction confédérale.

Du côté des grands partis ouvriers, la politique gouvernementale suscite également des remous. La direction du Parti communiste français (PCF), qui n'a pas l'habitude de faire les tournants à moitié, joue maintenant l'intégration sans nuages à l'équipe gouvernementale. Le 26 août, les journalistes communistes ont ainsi reçu une note interne leur signalant que les positions du PS devraient être considérées comme « globalement positives », qu'il s'agissait désormais « d'enrichir la politique gouvernementale » et qu'il fallait abandonner « le ton du passé, celui d'un parti d'opposition ». Le 3 septembre, le numéro 2 du PCF, Charles Fi-

termann, estimait dans *l'Humanité-Dimanche* que les mesures prises par le gouvernement sont « positives », qu'elles ne sont pas du tout « symboliques », mais qu'elles ont des « répercussions concrètes pour la vie des Français ». Evidemment, cela ne peut que donner le mal de mer à toute une catégorie de militants auxquels on expliquait il y a quelques mois que le programme des socialistes était « globalement négatif » et qu'« avec Mitterrand, ce serait peut-être pire qu'avec Giscard ». Henri Fiszbín, l'ancien secrétaire de la Fédération de Paris du PCF qui a regroupé des militants oppositionnels autour de *Rencontres Communistes Hebdo*, signale ces contradictions : « Chercher à tout prix à accréditer la fiction d'une continuité entre deux politiques aussi visiblement différentes (...) porte un préjudice considérable aux besoins du combat actuel. » Et il ajoute : « Sauf à imaginer — hypothèse absurde — que le PCF cautionne sciemment une politique de droite. (25) »

25. *Le Matin de Paris*, 9 septembre 1981.

Maire (CFDT) et Séguy (CGT) (DR)



Mais le PS lui-même n'est pas épargné par les retombées de la politique du gouvernement Mauroy. Ce qui fait sa force — un afflux de plusieurs dizaines de milliers de nouveaux adhérents, un grand nombre de nouveaux députés — fait aussi sa fragilité. Car les nouveaux adhérents veulent « le changement » et les jeunes députés se sentent responsables devant leurs électeurs des promesses faites durant la campagne électorale. Tant pour aplanir les difficultés qui surgissent entre les diverses sensibilités que représentent les ministres socialistes, que pour éviter les amendements intempestifs des jeunes députés socialistes, François Mitterrand est amené à utiliser de plus en plus souvent l'autorité que lui confèrent les institutions bonapartistes de la Ve République. « *Tonton Napoléon* », comme a commencé à l'appeler le *Canard enchaîné* (26), ne peut cependant pas aller trop loin dans ce domaine. Au-delà de la représentation parlementaire, c'est en effet au Parti socialiste lui-même auquel il finirait par se heurter.

Car le problème principal est bien de déterminer quels seront les rapports entre le Parti socialiste et le gouvernement. Le PS deviendra-t-il un « parti godillot », simple courroie de transmission des décisions gouvernementales ? Il risquerait fort, à ce jeu, de perdre sa nature même de parti ouvrier de masse. A l'inverse cependant, beaucoup de ministres craignent l'idée « subversive » selon laquelle ce serait, en dernière instance, le PS qui déterminerait les choix gouvernementaux. Pour noyer le poisson, les dirigeants socialistes ont donc tenté la mise sur pied de diverses commissions, pour harmoniser le « trépied » (parti, Parlement, gouvernement). Et, pour plus de sûreté, les dirigeants du PS, qui se trouvent tous être aujourd'hui ministres, se sont donc employés à expliquer à leurs troupes les nécessités de la solidarité gouvernementale : tous les courants se sont ainsi mis d'accord pour que soit rédigé avant le Congrès de Valence, à la fin octobre, un texte commun de synthèse, qui permettrait de « verrouiller » le Congrès et éviterait les « dérapages » et les « surenchères ».

Le Congrès de Valence sera donc un congrès d'unanimité de façade. Mais cela ne suffira certainement pas à régler les problèmes du PS. Car les militants de base, qui auront peu la parole à Valence, ne partagent probablement pas les préoccupations des ministres-chefs de courants : ils veulent, eux, que ça change et que le PS réponde aux aspirations des travailleurs. Le jour où la mobilisation des travailleurs mettra à l'ordre du jour un choix clair entre les revendications ouvrières et les capitulations de la direction social-démocrate, une crise sera inévitable au sein du PS. Elle prendra des formes d'autant plus imprévisibles qu'aucun des courants existants ne semble aujourd'hui prêt à se faire l'écho de ces préoccupations.

ET LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Fondamentalement, les travailleurs, dans leur grande masse, considèrent que

le gouvernement Mauroy est leur gouvernement : ce sont eux qui ont élu Mauroy, Fitermann et les autres. Ce sont eux qui ont chassé par leur vote Giscard, Barre et compagnie. Du coup, les travailleurs voient dans le gouvernement un « bon » gouvernement, leur allié dans la lutte contre le patronat. Et, en même temps, ils attendent bien autre chose que ce qu'ils attendaient du gouvernement Giscard-Barre, et d'abord la satisfaction de leurs revendications les plus urgentes. Cette attente prend, bien sûr, des formes différentes de celles que la classe ouvrière avait expérimentées les années précédentes.

— Les formes traditionnelles de combativité — débrayages, grèves, journées d'action, manifestations — n'apparaissent pas. La remarque d'un jeune ouvrier de Flins illustre parfaitement cette attitude : « *Pour la diminution du temps de travail, ce n'est pas à nous de débrayer, c'est au gouvernement de faire une loi.* »

— Il n'y a pas eu non plus de gigantesque mouvement d'organisation de la classe, hormis la vague d'adhésion au PS. Cela se comprend car, toutes centrales confondues, les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) ont joué un rôle pour le moins mince dans la victoire du PS. Et le PCF, quant à lui, a vu sa politique massivement désavouée.

— Par contre, le niveau de conscience de la classe ouvrière reste très élevé. C'est de ce point de vue qu'il serait erroné de considérer l'attitude actuelle de la classe ouvrière comme étant du domaine de la passivité ou de l'attentisme. Ce n'est pas d'attentisme qu'il s'agit, mais bien d'attente.

Les attermolements gouvernementaux à la rentrée n'ont certes pas mis fin à l'« état de grâce » parmi les travailleurs. Et ce, d'autant plus que tant les médias que leurs organisations traditionnelles leur répètent jour après jour que « *l'héritage est très lourd* », qu'il faut « *savoir attendre* », etc. Mais le capital de confiance dont disposait le gouvernement Mauroy commence cependant à s'effriter.

A leur manière, les sondages publiés depuis la rentrée — et dont on connaît les limites —, traduisent cette réalité. Les constatations qui peuvent être faites sont les suivantes :

— La confiance en François Mitterrand (et en son gouvernement) a sensiblement diminué, et ce, quels que soient les instituts de sondages :

IFRES	44 %	juin	35 %	août
IFOP	54 %	juin	48 %	août
SOFRES	74 %	juin	62 %	septembre

Une chute qui se situe donc, selon les sondages, entre 6 et 12 points...

— Cette évolution ne s'accompagne nullement d'une remontée du crédit des grands leaders de la bourgeoisie : leur cote reste au contraire au plus bas.

— D'autres questions donnent une indication sur les racines du mécontentement : 94 % des sondés se sont prononcés ainsi pour un impôt sur les grosses fortu-

nes. 74 % sont pour le blocage des prix. Plus intéressant encore : si 21 % des sondés estiment que, en général, le gouvernement va trop loin, 33 % estiment qu'il ne va pas assez loin (et 24 % qu'il fait juste ce qu'il faut).

Le moins que l'on puisse dire est que le gouvernement Mauroy ne manquerait pas de soutiens dans l'opinion publique pour des mesures plus radicales. Le plus paradoxal est d'ailleurs de voir que ce sont des courants de pensée traditionnellement d'une gauche très modérée qui s'impatientent aujourd'hui des attermolements socialistes. Jacques Ellul écrit ainsi dans l'éditorial de l'hebdomadaire protestant *Réforme* : « *Il faut aider ce socialisme timide à réussir ses petites réformes. (...) Ce qui veut dire deux choses : d'une part lutter contre ses adversaires, et d'autre part tenter que le gouvernement aille plus loin, beaucoup plus loin que ce qu'il envisage, et engage le processus d'une véritable révolution de fond, qui sera dure, mais qui, si elle ne se fait pas, produira dans son avortement un désastre politique.* » Et Pierre-Luc Séguillon, le 31 août, dans l'éditorial de l'hebdomadaire des catholiques de gauche *Témoignage chrétien* : « *Il est vain d'amadouer les patrons. (...) En somme, il faut choisir : ne pas trahir la cause des travailleurs ; ne pas baisser avec le patronat ; accepter de se faire des adversaires.* »

Et, pour peu que le CNPF accentue son hostilité et ses mesures de sabotage, les réactions de la classe ouvrière pourraient survenir plus tôt qu'on ne l'attendait. Cela est déjà sensible dans les organisations syndicales, que les travailleurs ne considèrent évidemment pas tout à fait de la même façon que le gouvernement. A ce qu'on sait, elles ne sont pas là pour calculer le budget, mais pour défendre les revendications. A ce qu'on sait, elles sont indépendantes du gouvernement et des partis au pouvoir. Alors pourquoi ne font-elles rien ? Pourquoi mobilisent-elles leur temps à « saboter » les revendications pour les rendre compatibles avec les projets gouvernementaux et acceptables par le CNPF ?

Ce sentiment n'est certes encore exprimé que par une minorité de travailleurs, mais il apparaît certain qu'il gagne du terrain.

LA POLITIQUE DE LA LCR

Après les décisions du Conseil des ministres du 11 septembre, un journaliste du socialisant *Matin de Paris* expliquait, à travers un audacieux parallèle entre les réactions du *Wall Street Journal* et celles de la LCR, que « *Alain Krivine, le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, se trouvait promu, faute de combattants, au rang de principal opposant de gauche au régime* »... La lucidité de ce journaliste est, sur bien des points, tout à

26. Hebdomadaire satirique paraissant le mercredi, qui produit en ce moment des analyses très fines des contradictions internes au Parti socialiste.

fait contestable : n'écrit-il pas, par exemple, que les choix du Conseil des ministres « placeraient, pour longtemps en tout cas, les Français dans une économie socialiste » ? Mais il y a au moins un point sur lequel il a effectivement raison : il n'y a pas foule aujourd'hui pour exiger la satisfaction des revendications ouvrières, pour montrer la voie de ce que serait une véritable rupture avec le capitalisme. Et cela ne fait que donner d'encore plus grandes responsabilités à la section française de la IVe Internationale, la LCR. Celle-ci mène campagne sur quelques thèmes simples, dont l'écho est grand dans la classe ouvrière.

Par leur vote aux élections présidentielles et législatives, les travailleurs ont donné tous les pouvoirs aux partis ou-

vriers. Ceux-ci ont aujourd'hui à leur disposition tous les moyens légaux pour prendre les mesures les plus urgentes :

— Contre la vie chère, en instituant le blocage des prix (pour les produits de première nécessité) et en instituant l'échelle mobile des salaires ;

— Contre le chômage, en interdisant les licenciements et les fermetures d'entreprises, en nationalisant l'ensemble des secteurs clés de l'économie ;

— Pour vivre mieux et travailler autrement, en faisant voter par le Parlement une loi instituant les 35 heures tout de suite et sans diminution de salaire.

Pour financer ces mesures, l'argent existe. Il suffit d'aller le prendre là où il

est, c'est-à-dire pas dans la poche des travailleurs, mais dans les coffres du CNPF. Que le PCF et le PS fassent donc payer le patronat, en commençant par décréter qu'il n'y aura pas un sou d'indemnité pour les gros actionnaires des entreprises nationalisées.

Bien sûr, une telle politique ne passe pas par les courbettes à l'égard du patronat, mais tout au contraire par la mobilisation résolue des travailleurs. C'est à cette mobilisation que le PCF et le PS devraient aujourd'hui appeler. La LCR, pour sa part, est prête à y prendre toute sa place. ■

Jacques KERGOAT
13 septembre 1981.

FRANCE

Bernadette Devlin expulsée d'Espagne

C'est de façon assez inattendue que la militante irlandaise Bernadette Devlin Mc Aliskey est arrivée à Paris le 10 septembre. Le jour même, alors qu'elle arrivait en Espagne pour effectuer une tournée de meetings (1) organisés par la LKI (organisation de la LCR au Pays basque), un officier de police quelque peu embarrassé lui a enjoint, à l'aéroport de Barcelone, de quitter le pays.

Manifestement, comme elle l'a expliqué plus tard, la décision avait été prise par le gouvernement central de Madrid et non par les autorités de la généralité de Catalogne. Ironie du sort, Bernadette Devlin était expulsée le jour même où le célèbre tableau de Picasso *Guernica* arrivait en Espagne sous forte escorte policière. Dans l'esprit du pouvoir, le retour de ce tableau réalisé à la gloire du peuple

Bernadette Devlin. (DR)



combattant d'Espagne et notamment de la population de Guernica massacrée par les fascistes lors de la guerre civile espagnole, devait symboliser le « retour de la démocratie en Espagne ».

Mais l'arrivée de Bernadette à Paris coïncidait aussi avec le départ de François Mitterrand pour Londres où il devait avoir ses premiers entretiens avec Margaret Thatcher.

Lors d'une conférence de presse organisée à Paris par la LCR et présidée par Alain Krivine, Bernadette s'est adressée à « François Mitterrand, en tant que socialiste, pour qu'il prenne publiquement position en faveur des prisonniers politiques irlandais ». Elle a également appelé « le mouvement syndical français, qui a déjà exprimé sa solidarité avec le peuple irlandais, à isoler politiquement et économiquement la Grande-Bretagne, afin de lui faire prendre conscience de l'horreur de sa politique ».

Interrogée sur les raisons de son expulsion d'Espagne, Bernadette Devlin a donné à la presse deux hypothèses qui d'ailleurs ne s'excluent pas : « Soit les Espagnols, qui veulent entrer dans le Marché commun, ont voulu faire plaisir à leurs futurs partenaires, soit ils ont voulu rassurer les milieux d'extrême droite ». Bernadette a aussi tenu à saluer la LCR de l'Etat espagnol et la LCR française pour l'avoir aidée à poursuivre ses activités de solidarité malgré son expulsion. « Le travail de solidarité ne doit pas être arrêté par les frontières » a-t-elle précisé.

Le lendemain de sa conférence de presse réalisée à Paris, Bernadette Devlin réussissait à retourner en Espagne, le 11

septembre, à l'occasion de la journée nationale catalane, la *Diada*. C'est devant plusieurs milliers de personnes qu'elle a répondu aux accusations de terrorisme formulées à son encontre par les autorités espagnoles : « Les soldats britanniques sont les terroristes et c'est le gouvernement britannique qui en fait l'apologie. » Le jour même, des militants des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et de la LCR occupaient le consulat britannique à Paris en solidarité avec la lutte des prisonniers des Blocks-H. ■

INPRECOR
15 septembre 1981.

1. C'est en tant que personnalité importante du mouvement de soutien aux prisonniers irlandais des Block-H et du fait des similitudes de leur lutte avec celle des prisonniers basques de Puerto de Santa Maria et d'autres prisons, que nos camarades de la LKI avaient invité Bernadette Devlin à participer les 12 et 13 septembre à des meetings à Bilbao et Donosti. La LKI a aussi édité 10 000 affiches portant le mot d'ordre : « Puerto de Santa Maria - Blocks H : prisons d'extermination ! »



Afrique du Sud, bas les pattes devant l'Angola et la SWAPO !

PLUSIEURS semaines après le déclenchement de l'opération Protée contre l'Angola et les bases arrières de la SWAPO (Organisation des peuples du sud-ouest africain) les forces aériennes sud-africaines continuent toujours à bombarder le territoire angolais à plus de 100 km de la frontière namibienne (cf. *Inprecor* numéro 108 du 14 septembre 1981).

Faisant le bilan de ce raid, la radio de Pretoria affirmait le 7 septembre que l'attaque sud-africaine « a payé militairement autant que politiquement »...

Militairement d'abord, parce qu'en faisant plus d'un millier de victimes et en reculant les lignes de défense angolaises à plus de 100 km de la frontière namibienne, les Sud-Africains ont récupéré ou détruit un matériel militaire considérable et constitué dans le sud angolais un véritable *no man's land* « démilitarisé » de fait. Les forces sécessionnistes de l'UNITA qui opèrent dans la région ont ainsi pu récupérer une quantité importante de matériel saisi aux forces régulières angolaises et, d'après le général Geldenhuys, chef de l'armée sud-africaine, l'UNITA « pourrait essayer de capitaliser » l'attaque sud-africaine en occupant le terrain.

Politiquement ensuite, parce que l'initiative militaire de Pretoria a réussi à diviser les capitales occidentales en emportant le soutien diplomatique tacite des Etats-Unis. Le gouvernement sud-africain peut ainsi aujourd'hui être assuré d'un nouveau délai pour ses manœuvres, après le veto américain à toute condamnation de l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité de l'ONU.

C'est évidemment la perspective de l'indépendance de la Namibie qui se trouve à l'arrière-plan des attaques militaires sud-africaines systématiques contre l'Angola et les maquisards de la SWAPO. Le régime raciste de Pretoria y voit le moyen de se donner un répit pour renforcer le pouvoir et la crédibilité des institutions néocoloniales qu'il installe à Windhoek. Un mémorandum de l'administration américaine, récemment publié par le *New York Times*, précisait à ce propos que les Sud-Africains et leurs alliés locaux avaient « besoin de douze à dix-huit mois ... pour être dans une meilleure position pour s'opposer à la SWAPO ». Au-delà du plan néocolonial préparé par le « groupe de contact » occidental et avalisé par l'ONU et la SWAPO à la conférence de janvier 1981 à Genève, le régime sud-africain désire surtout, comme le précise le document de l'administration Reagan, « une formule qui réduise les avantages de la SWAPO et sauve la face ».

Après l'article consacré à l'analyse de l'attitude du Parti socialiste aujourd'hui au pouvoir en France, face à l'héritage impérialiste du régime giscardien en Afrique du Sud (paru dans notre dernier numéro), nous poursuivons notre série sur les relations des Etats capitalistes occidentaux avec le régime raciste de Pretoria par la publication d'un article sur les intérêts économiques des capitalistes suisses en République sud-africaine.

Dans les prochains numéros d'*Inprecor*, nous poursuivrons ce travail qui doit servir à étayer toute activité de solidarité avec la lutte des peuples d'Afrique australe, en analysant les relations économiques et politiques d'autres pays capitalistes avec Pretoria.

INPRECOR

L'enjeu de la décolonisation de la Namibie est d'importance pour le bastion raciste sud-africain. Tout bouleversement des structures coloniales en Namibie constituerait un puissant encouragement aux mobilisations anti-apartheid en Afrique du Sud même. Parce qu'il a maintenu en Namibie une domination directe calquée sur l'apartheid sud-africain, le régime de Pretoria n'y dispose pas d'alliés locaux capables de lutter aujourd'hui militairement et demain politiquement contre les nationalistes de la SWAPO. Les fantoches de la DTA (Democratic Tunnhall Alliance), installés à Windhoek après les élections frauduleuses de décembre 1978 ne peuvent jouer seuls ce rôle. Ils sont par exemple incomparablement plus dépendants du régime sud-africain que ne l'étaient les forces réactionnaires de Rhodésie. En Namibie, c'est l'armée sud-africaine qui mène directement la lutte contre les maquisards nationalistes, et ce sont les fonctionnaires de Pretoria qui gèrent un appareil d'Etat entièrement dépendant des subventions de la métropole. Les pouvoirs accordés au gouvernement intérimaire « namibien » sont très limités. Et c'est l'administrateur sud-africain qui gouverne de fait.

Cette absence de représentativité des fantoches favorables à Pretoria et l'inexistence des fondements autochtones d'un futur gouvernement néocolonial (armée, police, gouvernement...) posent problème à l'Afrique du Sud qui redoute sérieusement que la SWAPO n'en profite pour investir tous les rouages du nouvel Etat en construction en cas d'élections libres.

D'autre part, à la différence du Zimbabwe où des pressions multiples ont pu être faites sur les Etats qui soutenaient les guérilleros pour les amener à composer, la République sud-africaine dispose de moins de moyens de pression économiques en ce qui concerne l'Angola, qui constitue la base arrière de la SWAPO.

Non seulement l'Angola n'est pas directement dépendante de l'Afrique du Sud du point de vue économique mais, de plus, elle dispose des ressources minières et énergétiques suffisantes pour prendre certaines initiatives en vue de réduire la dépendance économique des autres Etats de la ligne de front (notamment en leur vendant du pétrole et des dérivés). Le chemin de fer de Benguela, cible préférée de l'UNITA, pourrait considérablement réduire, s'il était pleinement utilisé, la dépendance de la Zambie et du Zaïre par rapport au régime raciste en ce qui concerne leur approvisionnement par le Sud.

C'est la raison pour laquelle les objectifs économiques et militaires se confondent dans toutes les actions militaires sud-africaines contre l'Angola. Il ne reste donc plus au régime de l'apartheid que la politique de la déstabilisation militaire (que ce soit sous forme d'actions directes ou de soutien aux attaques de l'UNITA) pour avoir prise sur l'Angola et sur l'aide qu'elle apporte à la SWAPO.

Ce faisant, l'Afrique du Sud espère disposer du temps nécessaire pour édifier en Namibie l'armature d'un futur Etat néocolonial et renforcer le pouvoir de ses alliés avant toute nouvelle négociation, au prix même d'une tentative de démembrement de l'Angola. Ce n'est pas la moindre des responsabilités des Etats capitalistes occidentaux que de lui donner toujours plus de temps pour le faire. C'est une raison supplémentaire qui milite en faveur d'un boycott de la république raciste, dont l'efficacité ne manquerait pas de se faire rapidement sentir. ■

Vincent KERMEL
18 septembre 1981.

Les bailleurs de fonds du régime raciste sud-africain

André MEYLAN

« En soi les Bantous sont intelligents et il existe parmi eux quelques rares hommes particulièrement doués, mais ils constituent des exceptions très clairsemées... Les Blancs sud-africains, bien que moins nombreux que les Non-Blancs, constituent cependant les véritables citoyens. » Ainsi s'exprimaient en mai 1969, dans les *Schweizer Monatshefte*, un ancien ambassadeur suisse en République d'Afrique du Sud (RSA), M. Kappeler. Propos ahurissants que l'on n'entendrait certes guère dans la bouche de fonctionnaires helvétiques actuels, mais qui reflètent une donnée constante, à savoir les liens étroits entre le régime sud-africain et l'impérialisme suisse.

Il est vrai que, jusqu'au début des années 1970, le capitalisme helvétique n'occupait que les seconds rangs en Afrique du Sud, en comparaison avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la RFA et le Japon. Mais cette position relativement subordonnée n'a pas empêché le patronat et surtout les banques suisses de donner des gages de fidélité et de discrétion tels qu'ils ont pu, littéralement, moissonner de l'or au cours de la dernière décennie. Cette moisson a pu se réaliser grâce au laisser-faire total des autorités helvétiques qui, tout en ne suivant pas officiellement l'ambassadeur Kappeler dans les dédales racistes de sa pensée, ont fait ce qu'il fallait pour que l'impérialisme suisse puisse tirer le maximum de profits de ses rapports avec l'Afrique du Sud : abrogation de toutes pressions légales et politiques dissuasives — à l'exception des armes dont l'exportation fut en principe interdite.

L'importance actuelle de l'impérialisme helvétique ne réside donc pas tant dans les investissements dans le pays lui-même, bien que ceux-ci ne soient pas négligeables, que dans son rôle de pivot stratégique dans le commerce de l'or et des diamants sud-africains et comme bailleur de fonds de la bourgeoisie sud-africaine et de son Etat. Il est d'ailleurs frappant de constater, et cela n'est pas étranger à la confiance actuelle qui lui est accordée par la bourgeoisie sud-africaine, à quel point l'impérialisme helvétique a pu, à chaque tournant de l'histoire sud-africaine, à chaque crise du régime raciste, fournir un appui économique important, voire décisif, alors qu'à l'échelle internationale, d'autres bourgeoisies impérialistes se détournaient momentanément du pays,

dans la crainte de voir leurs profits se perdre. Cette « fidélité » explique la position enviable des banques suisses par rapport au régime sud-africain, position qui leur a été préparée au cours des années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

LES PREMIERS INVESTISSEMENTS SUISSES

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les investissements suisses en Afrique du Sud étaient limités, seulement deux entreprises importantes étant présentes avec des usines — Nestlé depuis 1928, et le groupe Schmidheiny-Holderbank (matériaux de construction) par le biais de la National Portland Cement Co depuis 1938. Il a fallu attendre la fin de la guerre, et surtout l'arrivée au pouvoir du Parti nationaliste Boer — en 1948 — pour que les investissements prennent un essor réjouissant. Certes, cette période a vu de manière générale une croissance rapide à l'étranger de l'industrie suisse, sortie intacte de la guerre. Il est cependant certain que la venue au pouvoir des nationalistes, avec leur théorie de l'*apartheid*, permettait d'envisager une longue période de stabilité politique forcée, de répression de la majorité noire, donc de stabilité des profits. On comprend, dès lors, pourquoi la chimie bâloise s'est rapidement implantée : Geigy en 1946, Hoffmann-Laroche en 1948, et Ciba en 1950. Ces mêmes années virent également l'arrivée d'Escher-Wyss (métallurgie), Sulzer (métallurgie), Swiss Precision Engineering (métallurgie), Union de Banques Suisses (UBS) et Compagnie Suisse de Réassurance (CSR), tandis que le groupe Schmidheiny-Holderbank étendait ses intérêts.

La deuxième vague d'investissements est venue après le massacre de Sharpeville en mars 1960 et la déclaration d'Indépendance, marquant le triomphe de l'*apartheid*, en 1961. A l'époque, les investisseurs étrangers, effrayés par l'ampleur de la répression et des premières résolutions de l'ONU demandant des sanctions contre le régime, marquèrent le pas, beaucoup choisissant de quitter le pays. Par contre, et à contre-courant, des entreprises suisses aussi importantes que Brown-Boveri et Cie (métallurgie), Alusuisse (aluminium), la Société de Banque Suisse, le Crédit Suisse, Sandoz (chimie) et Kuoni (tourisme) s'établirent dans le pays de 1963 à 1970. « On ne peut douter que le gouvernement ait trouvé dans l'empressement des entreprises suisses à

soutenir l'économie sud-africaine, une marque de confiance, voire d'approbation, extrêmement précieuse. (1) »

Bien que n'occupant pas les postes de premier plan dans le camp des investisseurs étrangers en Afrique du Sud, les intérêts helvétiques occupent des positions dominantes dans certains secteurs économiques.

Nestlé Alimenta SA, la plus grande multinationale helvétique, dispose d'une dizaine d'usines qui produisent toute une gamme de produits laitiers et alimentaires. Nestlé domine ainsi le marché du lait condensé, en contrôlant les deux tiers de la production totale de lait en poudre, où Nestlé n'est confronté qu'à deux autres producteurs. De plus, elle contrôle une partie significative du marché du chocolat, et dispose de fortes positions sur celui des cafés instantanés (2).

Le groupe Schmidheiny-Holderbank, spécialisé dans la production de matériaux de base pour le secteur du bâtiment et de la construction, détient des positions dominantes dans la production de ciment, du béton, de l'amiante et dans l'exploitation des carrières. En 1972, on estimait que le groupe contrôlait 35 à 40% de la production totale sud-africaine de ciment, proportion qui a sans doute augmenté au vu des capacités de production supplémentaires que le groupe a mises en place durant les années 1970. De plus, la filiale Anglo-Alpha détient depuis 1963 le monopole de la production et de l'approvisionnement de la Namibie en ciment. C'est dire que ce groupe industriel, dont 10% environ du chiffre d'affaires à l'échelle internationale se réalise en Afrique du Sud, exerce un contrôle important dans un secteur stratégique non négligeable, étant donné les efforts déployés par le gouvernement sud-africain pour développer les infrastructures du pays, notamment les routes et les barrages hydro-électriques (3).

Alusuisse, multinationale suisse de l'aluminium, est liée au gouvernement sud-africain par une *joint venture* avec une société d'investissements publique — Industrial Development Corporation — dans un groupe — ALUSAF — qui dispose du monopole de la fourniture d'aluminium à l'Afrique du Sud et qui est en mesure de répondre à la presque totalité des

1. Centre Europe-Tiers-Monde (CETIM), *Suisse-Afrique du Sud, relations économiques et politiques*, Genève, 1972, p. 37.

2. CETIM, *op. cit.*, p. 337 et s.

3. CETIM, *op. cit.*, p. 231 et s.

besoins de l'économie sud-africaine, notamment l'industrie d'armement qui a connu au cours de la dernière décennie une très forte croissance. Il n'est dès lors pas étonnant que ALUSAF ait pu acheter en 1980 une nouvelle usine devant produire 87 000 tonnes supplémentaires d'aluminium par an (4).

La Compagnie Suisse de Réassurance SA, implantée en Afrique du Sud depuis 1950, est de loin le réassureur professionnel le plus important, détenant déjà en 1972 les 40% du marché. La loi sud-africaine impose la participation active des compagnies d'assurances au financement et à la réalisation de projets gouvernementaux. C'est ainsi que 30% du portefeuille sont placés dans des investissements prescrits. De plus, la clientèle se recrute surtout parmi les plus gros complexes industriels du pays, dont une bonne partie est sous contrôle public, et sont importants sur le plan stratégique et militaire (5).

Une estimation de l'importance de la présence industrielle de la Suisse par rapport à celle d'autres pays impérialistes n'est pas aisée, vu l'absence de données. Une estimation approximative, faite sur les entreprises d'une taille raisonnable, aboutit au classement suivant :

TABLEAU I

PRESENCE INDUSTRIELLE
IMPERIALISTE EN RSA
(en nombre d'entreprises)

GB	1 200
RFA	350
USA	340
France	50
Pays-Bas	50
Australie	35
Belgique	20
Italie	20
Suisse	12
Suède	10

Source : *Apartheid and Business*, « An analysis of the rapidly evolving challenge facing companies with investments in South Africa », A Business International multi-client study, octobre 1980, p. 20.

En soi, donc, la présence industrielle suisse est relativement secondaire, ce qui, toutefois, n'implique pas que l'impérialisme suisse soit impliqué de manière secondaire en Afrique du Sud, car l'importance de la Suisse réside plutôt dans ses relations bancaires et commerciales, où elle a acquis un rôle de premier plan. Les entreprises suisses ont pu cependant jouer un rôle indirect non négligeable dans le développement des rapports entre les banques et l'Afrique du Sud, à savoir celui d'une collaboration efficace avec le régime raciste dans certains secteurs économiques, sans qu'à aucun moment cette collaboration ne soit troublée par des polémiques ou des pressions politiques en Suisse. Le secret et la discrétion ont des vertus qui dépassent largement les comptes bancaires à numéro !

LES BANQUES SUISSES
ET LE MARCHÉ DE L'OR

L'or a, de tout temps, été un secteur déterminant de l'économie capitaliste sud-africaine, tout en jouant un rôle politique important dans le pays. C'est la découverte de l'or à Johannesburg à la fin du siècle dernier qui a provoqué la guerre des Boers, opposant les descendants des colons hollandais à l'armée et aux grands financiers britanniques. C'est le patronat minier qui, en 1922, a provoqué l'unique insurrection des mineurs blancs, déclenchée sous le mot d'ordre de « République des soviets des travailleurs blancs d'Afrique du Sud » !

Malgré le fait que l'économie sud-africaine a connu, surtout depuis les années 1950, un processus accéléré de développement industriel, diminuant le poids écrasant du secteur minier, celui-ci reste, malgré tout, la clé de voûte du capitalisme sud-africain. En effet, l'industrie minière non seulement contribue directement au produit national brut (PNB) et à sa croissance au travers de la hausse du prix de l'or, mais elle constitue également l'épine dorsale de toute une série de sous-traitants dans les secteurs de l'agriculture,

de la chimie, des machines, de la construction et de l'énergie. « Il a été estimé que chaque fois que 1 000 rands (monnaie sud-africaine) d'or sont produits, on aboutit en définitive à une croissance de 1843 rands du PNB. (6) » Les revenus directs et indirects créés par l'industrie minière correspondaient, durant les années 1950, à environ 30% du PNB, pour atteindre 43% en 1978 et, peut-être, 50% en 1980, grâce à l'augmentation fulgurante du prix de l'or et des autres minéraux.

Sur le plan des exportations, l'or a représenté, dans les années d'après-guerre, entre 35 et 40% du total des exportations de marchandises, ce chiffre atteignant 41% en 1979. Si l'on ajoute toutefois les exportations d'autres produits miniers, l'industrie minière doit pourvoir à environ 70% des revenus en devises étrangères du pays.

Egalement significative est l'influence du prix de l'or sur les termes de l'échange entre l'Afrique du Sud et l'étranger. L'indice du prix moyen des biens exportés a augmenté plus rapidement, depuis les années 1960, que l'indice du prix moyen des biens importés, grâce à l'or. En effet, en faisant abstraction de celui-ci, les termes de l'échange ont en fait reculé, au détriment de l'Afrique du Sud, de 15% durant les années 1970.

Enfin, il faut souligner que, depuis 1974, les revenus provenant de l'imposition des activités minières ont représenté, en moyenne, 35% du total des revenus fiscaux de l'Etat sud-africain. Ces revenus provenant de l'imposition des mines ont augmenté de 332% de 1970 à 1978, passant de 238 millions de rands à 1 028 millions de rands. Pour la seule année 1979, ces revenus sont passés à 1 703 millions de rands, et il est estimé qu'ils vont atteindre 2,9 milliards de rands en 1980 (7) ! Cela malgré le fait que le système fiscal soit très avantageux pour les mines.

Ainsi, la dépendance du capitalisme sud-africain de la production et de l'exportation des produits primaires, en particulier de l'or, du diamant, du charbon, du platine et de l'uranium, reste écrasante. Or, ces biens sont précisément ceux dont la production est fortement conditionnée par l'existence d'une main-d'œuvre noire bon marché et abondante.

Les conditions géologiques dans lesquelles l'or doit être extrait impliquent, pour garantir le taux des super-profits des trusts miniers, l'exploitation forcée d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Les gisements sont, en effet, caractérisés par une grande profondeur (2 000 m) et par une faible concentration de l'or, ce qui nécessite l'excavation et le traitement de quantités gigantesques de sol et de rocher. Les grandes compagnies minières ont donc mis sur pied un système de travail migratoire qui ne doit pas

OFFRE SPECIALE
AUX LECTEURS D'INPRECOR
25 FF

« INPRECOR » propose à ses lecteurs l'ensemble des documents du IXe Congrès mondial de la IVE Internationale de novembre 1979 (322 pages) et le récent numéro 105 d'« INPRECOR », du 6 juillet 1981, contenant les résolutions de la dernière session du Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale, de mai 1981 (60 pages).

au prix de 25 FF (franco de port) au lieu de 45 FF port non compris.

Chèques bancaires et chèques postaux, libellés à l'ordre de PEC, à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

4. CETIM, op. cit., p. 137 et s.; *Financial Mail*, 22 août 1980.

5. CETIM, op. cit., p. 195 et s.

6. Vella Pillay, *The Role of Gold in the Economy of Apartheid*, Center Against Apartheid, Organisation des Nations-Unies (ONU), mars 1981, p. 5.

7. Vella Pillay, op. cit., p. 12.

avoir son pareil au monde. Il s'agit, pour les mines, de prévenir toute concurrence avec les secteurs industriels sur le marché du travail, et d'empêcher la formation d'une classe ouvrière sédentarisée et semi-permanente, habitant avec ses familles dans les villes, afin d'éviter d'avoir à faire face aux coûts sociaux de reproduction de la force de travail, et à la formation d'un mouvement syndical stable qui en découlerait.

Le recrutement — quasi forcé — des futurs mineurs s'étendait jusqu'il y a peu à tout le sous-continent d'Afrique australe. Afin d'assurer leurs besoins en main-d'œuvre au prix le plus bas, les trusts miniers ont créé un seul bureau central de recrutement pour toute l'industrie et l'organisme maître du secteur, la Chamber of Mines, fixe le montant des salaires pour toute l'industrie au travers de la moyenne maximum admissible (« *maximum permissible average* ») pour les salaires des mineurs africains. Le recrutement se fait directement dans les régions de brousse pour des contrats à durée déterminée, généralement de douze à dix-huit mois. Logés dans des dortoirs sur l'emplacement des mines, interdits de sortie, les 414 000 mineurs migrants noirs (chiffre de 1980) sont les esclaves des temps modernes, livrés pieds et poings liés aux magnats des mines, travaillant dans des conditions très dangereuses. Inutile de dire que toute tentative de révolte est sévèrement réprimée et que les syndicats sont interdits. Il n'est dès lors pas étonnant de constater que les mines d'or sud-africaines sont parmi les entreprises les plus profitables ayant existé sous le capitalisme, « *peu d'industrie au monde pouvant se vanter d'un pouvoir aussi puissant — dans l'économie nationale, dans le degré de concentration du capital et dans le contrôle de la force de travail* (8) ».

De 1911 à 1970, les salaires des mineurs noirs n'ont pas connu d'augmentation en termes réels. Depuis, le tarissement de la main-d'œuvre en provenance des pays africains indépendants, notamment du Malawi et du Mozambique, ainsi que l'industrialisation, ont eu pour conséquence un relèvement des salaires des mineurs noirs, à des niveaux qui restent toutefois dérisoires. En 1979, les mines d'or ont employé 33 359 mineurs blancs, ce qui représente un coût salarial total de 415 490 000 rands, soit une moyenne annuelle de 12 455 rands par mineur, tandis qu'environ 400 000 mineurs noirs ont été employés pour un coût salarial total de 560 799 000 rands soit une moyenne de 1 402 rands (9) par travailleur...

Les profits, pour leur part, ont continué à croître. Le tableau qui suit compare le montant des profits nets avant impôts aux coûts salariaux pour toute l'industrie minière de l'or. Il permet de constater que les profits ont systématiquement dépassé le total des salaires versés. En 1975, les profits ont représenté 194% des salaires et en 1978, les 170% !

« *Peu d'industries au monde peuvent se vanter de réaliser des profits qui dépassent le montant total des salaires.*

Il est même douteux qu'aucune industrie qui est intensive en travail (labour-intensive) dans ses opérations puisse jamais atteindre un tel résultat. Et pourtant, l'industrie minière de l'or sud-africaine a réussi au travers de toute son his-

toire à réaliser des profits nets avant impôts supérieurs aux coûts salariaux. De plus, le total des dividendes versés aux actionnaires des compagnies minières a représenté, de manière constante, 30 à 40% du total des coûts salariaux. (10) »

TABLEAU II

PROFITS NETS AVANT IMPÔTS ET TOTAL DES COÛTS SALARIAUX
DANS L'INDUSTRIE DE L'OR SUD-AFRICAIN
(en millions de rands)

Année	Profits nets * (A)	Total des coûts salariaux (B)	Ratio A/B
1950	140	101,70	139 %
1960	190	181,80	105 %
1970	275	247,40	111 %
1975	1 170	604,10	194 %
1978	1 659	973,90	170 %

* Bénéfices bruts avant impôts, après paiement de tous les coûts de production.

Source : *South African Reserve Bank and Chamber of Mines Year Book.*

Cette digression était nécessaire pour montrer le prix qu'attache le gouvernement sud-africain à l'or et à tout ce qui y a trait, notamment sa commercialisation. Le gouvernement sud-africain dispose d'un monopole sur la vente à l'échelle internationale de l'or, car les mines vendent leur production à la Banque centrale (Reserve Bank) qui, ensuite, la place sur les marchés internationaux. C'est ici que les grandes banques suisses — Société de Banque Suisse (SBS), Union de Banques Suisses (UBS), Crédit Suisse (CS) — interviennent de manière décisive.

De tout temps, les banques suisses ont acheté des quantités importantes d'or. Le 17 mars 1978, toutefois, un tournant décisif fut donné à leurs opérations, quand les banques centrales européennes décidèrent de ne plus soutenir le cours officiel de l'or et de tolérer la création de marchés libres. Le même jour, les trois plus grandes banques de Zurich : SBS, UBS et CS — créent le *pool* de l'or. Aujourd'hui, ce *pool* vend toujours 55 à 60% de tout l'or sur le marché mondial (11). Il existe des accords entre le *pool* suisse et les autorités sud-africaines compétentes portant sur l'écoulement de l'or. Les clauses de cet accord ne sont pas connues, mais il est certain que le gouvernement sud-africain a dû recevoir des assurances assez précises sur l'absence de pressions politiques de la part des autorités helvétiques. Un exemple caractéristique de la volonté des autorités helvétiques de préserver ce commerce des regards indiscrets du public, et donc de pressions politiques, est venu à propos des statistiques des douanes suisses. En 1980, le *Financial Times* a commencé à publier les statistiques des autorités douanières suisses sur les importations et exportations d'or. Après que les trois grandes banques se soient plaintes de ce que cela effrayait les vendeurs d'or, en particulier les Sud-Afri-

cains, les douanes ont tout simplement arrêté ces publications...

En contrepartie de leur quasi-monopole, les banques suisses sont prêtes à rendre des services utiles aux Sud-Africains. C'est ainsi qu'une société financière de la SBS, *Thesaurus Continental Securities Corporation*, a été étroitement mêlée aux utilisations illégales de fonds sud-africains par le tristement célèbre département de l'Information qui s'était engagé dans des opérations d'envergure à l'échelle internationale pour acheter des journaux, des chaînes de télévision, des journalistes et des parlementaires afin de tenter de dégager un courant de propagande en faveur de l'*apartheid*. La plupart de ces fonds illégaux sont passés par les comptes de la *Thesaurus Continental Securities Corporation*.

Récemment, un rapport sur le commerce illégal des armes avec l'Afrique du Sud a révélé qu'une somme de 2 milliards de dollars avait été avancée par une firme américaine à ARMSCOR, corporation publique sud-africaine pour la production d'armes, et déposée sur un compte de l'UBS, qui agissait à titre fiduciaire pour la Reserve Bank (12).

Deux autres banques, à côté des trois grands qui contrôlent le *pool*, sont actives dans des transactions sur l'or : la Banque Leu et la Trade Development Bank à Genève. Le commerce de l'or atteint des milliards de francs suisses par année. En 1978, la Suisse a importé de l'or pour une valeur de 13 milliards de

8. Vella Pillay, *op. cit.*, p. 1.

9. Vella Pillay, *op. cit.*, p. 18-19.

10. Vella Pillay, *op. cit.*, p. 20.

11. Mascha Mädorin et Laurence Baysan, *Swiss South African Banking Relations*, document présenté au Séminaire international sur les prêts accordés à l'Afrique du Sud, Zurich, mars 1981, p. 13.

12. Beate Klein, *An Update on Foreign Bank Involvement in South Africa*, World Council of Churches, PCR, mars 1981, p. 13.

francs suisses. Il n'est dès lors pas étonnant que, grâce à leur position dominante sur le marché, les trois grands puissent, comme ils le disent, « ajuster » les prix sur les marchés (13), c'est-à-dire procéder à de juteuses opérations spéculatives.

LA SUISSE — PLAQUE TOURNANTE DU DIAMANT

Le bon déroulement des opérations sur l'or a incité Anglo-American, le plus grand trust minier sud-africain, à transférer les opérations commerciales de sa filiale, De Beers, à Lucerne en Suisse. De Beers contrôle 85% de la production mondiale de diamants bruts, tandis que son organisme de commercialisation, la Central Selling Organisation (CSO) domine toute la structure du marché du diamant. Sa filiale à Lucerne, la Diamond Trading Ltd., a indiqué les raisons de sa venue en Suisse : « Nous souhaitons le moins de publicité possible. Le moins on nous connaît, le plus nous nous sentons en sécurité. (14) » Chez De Beers, on indique officiellement que le transfert des activités en Suisse est dû à la stabilité du pays, à ses capacités de transport et à la neutralité politique. Ces avantages sont appréciés par d'autres, notamment les tailleurs de diamants israéliens, qui reçoivent 60% de leurs pierres de l'Afrique du Sud, via Londres et Lucerne. Le propriétaire d'un atelier de taille à Tel-Aviv indique à ce propos : « S'il s'agit de dissimuler le lieu d'origine, et dans la mesure où tant le nom de l'acheteur que celui du vendeur ne doivent pas être communiqués, alors la voie discrète passe la plupart du temps par Genève ou Zurich. (15) »

Le développement du commerce du diamant et de l'or avec la Suisse a eu pour conséquence que la Suisse est devenue en 1979 le principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud, ainsi que cela ressort du tableau suivant, dont les chiffres ne comprennent pas l'exportation des lingots d'or, à la différence des pièces d'or, ni celle de l'uranium ou du platine (16).

Parallèlement à la croissance fulgurante des ventes d'or et de diamants sud-africains en Suisse, une activité intense des banques suisses s'est développée qui a

fait d'elles parmi les plus importants pourvoyeurs de prêts et de crédits pour l'Afrique du Sud.

LES PRETS A L'AFRIQUE DU SUD

« Nous existons déjà dans des circonstances politiques, économiques, idéologiques et militaires habituellement associées à un état de guerre » (major-général Black, des forces armées sud-africaines, 1977).

Durant la décennie qui vient de s'écouler, l'Afrique du Sud a recouru de façon systématique à l'emprunt sur les marchés internationaux des devises. Il s'agissait :

— de réaliser un programme gouvernemental d'investissements dans des infrastructures et des projets stratégiques impulsant une croissance économique et réduisant la vulnérabilité de l'Afrique du Sud aux sanctions internationales;

— d'accroître les dépenses militaires;

— de pouvoir payer le prix des importations de pétrole, particulièrement élevées depuis le boycott des livraisons décrété par la Ligue arabe en 1973.

La montée vertigineuse du prix de l'or aurait pu faire penser que l'Afrique du Sud, avec les devises ainsi acquises, pouvait se passer du recours aux prêts et crédits internationaux. Ce n'est pas le cas. Le gouvernement et les entreprises ont profité du boom créé par le prix de l'or pour s'engager dans des investissements lourds très importants, notamment dans le secteur de l'énergie, particulièrement sensible à un boycott. C'est ainsi que la corporation publique de l'électricité — ESCOM — prévoit d'investir 11 milliards de rands durant les dix prochaines années (17), tandis que la corporation publique chargée du programme de transformation du charbon en pétrole — SASOL — prévoit de dépenser 5 780 millions de rands ces prochaines années (18). Une partie significative de ces investissements doit être couverte par des emprunts à l'étranger.

Le développement des dépenses militaires a été fulgurant. Le budget militaire correspond actuellement à 18% des dépenses budgétaires, tandis que la

ARMSCOR dépense des montants qui atteignent les milliards de rands chaque année, en 1980, 2 milliards de rands, ce qui draine des capitaux du marché intérieur qui pourraient être utilisés par d'autres secteurs économiques.

Les importations de pétrole resteront une dépense importante devant être couverte par des devises, car même lorsque les combinats auront été réalisés, SASOL ne couvrira toujours que moins de la moitié des besoins en pétrole du pays. Enfin, le gouvernement devra maîtriser la croissance du chômage parmi la population noire s'il veut tenter d'éviter des explosions sociales. On estime à 25% le taux de chômage parmi les travailleurs noirs urbains, pourcentage qui doit être plus élevé dans les bantoustans, et à 360 000 le nombre de nouveaux travailleurs arrivant sur le marché du travail chaque année. Maîtriser ce chômage implique, selon Beate Klein, des dépenses « de 2,5 milliards de rands par an... sur les vingt prochaines années afin de financer la création des 6,2 millions d'emplois nécessaires (19) ». Les crédits étrangers sont indispensables pour cet effort. Il n'est dès lors pas étonnant que, déjà à la fin de 1979, la dette extérieure estimée de l'Afrique du Sud était de 9,86 milliards de rands (soit 11,8 milliards de dollars) et qu'un déficit de la balance des paiements est prévu pour 1981.

Dans ce cadre, les appuis fournis par les banques étrangères dans l'émission des prêts et la mise à disposition de crédits sont décisifs, en particulier pour la capacité du régime raciste de résister à la montée des mobilisations des masses noires.

Bien qu'actives en Afrique du Sud depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les banques suisses ont réellement commencé à jouer un rôle important, voire prééminent, dans le financement des besoins en capitaux des Sud-Africains à partir de la fin des années 1960.

De 1974 à 1979, les engagements des banques sud-africaines vis-à-vis des banques suisses ont crû de 9 à 15%, par rapport à l'ensemble des engagements vis-à-vis des banques étrangères.

Plus intéressant encore, « presque la moitié de l'accroissement de la dette des banques sud-africaines à l'égard de pays étrangers de fin 1974 à fin 1979 a été couverte par des banques suisses (20) ». Cette activité, assez extraordinaire si l'on se rappelle les émeutes qui secouaient, dans un contexte de crise économique, toute l'Afrique australe à l'époque, s'explique par les intérêts des grandes banques suisses dans le commerce de l'or qui les ont amenées, par exemple, à accorder

TABLEAU III

LES DIX PREMIERS PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD EN 1979 (en millions de rands)

Importations		Exportations		Commerce bilatéral	
RFA	1 309	Suisse	1 542	USA	2 646
GB	1 253	USA	1 406	RFA	2 219
USA	1 240	GB	964	GB	2 217
Japon	601	Japon	950	Japon	1 724
France	471	RFA	910	Suisse	1 724
Italie	250	France	351	France	822
Suisse	182	Italie	341	Italie	592
Pays-Bas	158	Belgique	328	Belgique	460
Belgique	131	Pays-Bas	212	Pays-Bas	370
Suède	102	Hong-Kong	185	Canada	268

Source : Financial Mail, 4 juillet 1980.

13. W. Frey, PDG de l'UBS, interview au Spiegel, 21 janvier 1980.

14. Die Weltwoche, 30 juin 1980.

15. Ibid.

16. Sunday Post, 13 juillet 1980.

17. Beate Klein, op. cit., p. 12.

18. Martin Bayley, Sasol-Financing of South Africa's Oil from Coal Programme, Centre against Apartheid, Organisation des Nations Unies (ONU), février 1981, p. 1.

19. Beate Klein, op. cit., p. 15.

20. Mascha Mädorin et Laurence Baysan, op. cit., p. 8.

des crédits importants à court terme garantissant par les réserves d'or sud-africaines.

Il s'agit en particulier d'un crédit de 500 millions de dollars à 4% accordé pour trois mois en 1976, et d'un crédit de 390 millions de dollars accordé en mai 1977. Ces crédits ont été décisifs pour permettre à l'Etat sud-africain de surmonter la crise financière qu'il a subi de 1975 à 1977.

L'activité intensifiée des banques suisses apparaît également si l'on examine la répartition des prêts consentis à l'Afrique du Sud. Le tableau qui suit montre le total identifiable des prêts accordés à l'Afrique du Sud de 1972 à 1980. Les emprunts ont atteint le point culminant de 1,8 million de dollars en 1976 pour redescendre jusqu'en 1980, qui a connu une reprise des emprunts.

TABLEAU IV
PRETS BANCAIRES A L'AFRIQUE DU SUD IDENTIFIES COMME TELS
(en millions de dollars US)

Année	Nombre de prêts	Montant total des prêts
1972	21	543,00
1973	16	624,30
1974	19	850,50
1975	31	1 083,50
1976	28	1 786,60
1977	12	297,50
1978	31	625,00 *
1979	13	295,70
1980	17	853,60
TOTAL	388	6 959,70

* 1978 : chiffres corrigés.

Source : Corporate Data Exchange, *Bank Loans to South Africa, 1972-1978*, United Nations Centre Against Apartheid, mai 1979 ; Corporate Data Exchange, *US Bank Loans to South Africa, 1978*, Chart. 1. Appendix.

Voici comment l'étude de Mascha Mädorin et de Laurence Baysan résume la place des banques suisses : « Les banques suisses ont participé à 25% des prêts bancaires connus de 1972 à juin 1980. Depuis 1978, leur participation est plus élevée en moyenne, à savoir presque 40%. » Ce sont essentiellement les trois grandes banques que l'on retrouve régulièrement dans les syndicats d'émission ou comme direction de ceux-ci. « Alors que, de 1972 à 1977, la part des prêts accordés en francs suisses s'élevait à 10% ou moins, elle s'est élevée de 1978 à 1980 à 22%. En 1978, 14% de la dette étrangère sud-africaine était en francs suisses. Aujourd'hui ce montant doit être plus élevé. On parle même d'un montant trois fois plus élevé (environ 4 milliards de francs suisses). »

De 1972 à 1980, « 41% des prêts auxquels les banques suisses ont participé sont allés au gouvernement sud-africain », ce qui confirme le fait que, durant les années 1970, l'Etat sud-africain est devenu un débiteur fidèle et important des banques suisses.

Ces chiffres ne donnent, toutefois, qu'une vue partielle de la réalité car — secret des affaires oblige — bien des opérations bancaires, notamment dans le financement des échanges commerciaux (crédits documentaires, etc.), restent dans l'ombre. Ce n'est pas du côté des autorités helvétiques, qui font un véritable culte de statistiques déficientes dans les domaines sensibles, qu'il faudra rechercher des informations plus précises.

Un petit incident concernant l'or permet d'illustrer cette attitude. Voici comment, par exemple, Berne a répondu à un journaliste qui demandait pourquoi l'or ne figurait pas dans les statistiques sur le commerce suisse avec l'Afrique du Sud : « La Suisse est la plaque tournante mondiale de l'or. Le métal précieux arrive en masse dans notre pays et le quitte presque aussi vite. S'il figurait dans les statistiques de nos échanges, l'or ferait subir d'énormes variations à notre balance commerciale et à notre produit national brut. (21) » Donc, plus c'est gros, moins on en parle !

Un examen plus détaillé des emprunts négociés par l'intermédiaire des banques suisses en 1979 et 1980 montre qu'il s'agit, pour une bonne partie d'entre eux, d'emprunts destinés aux corporations publiques ESCOM et SASOL.

En 1982, ESCOM aura terminé la construction d'une centrale nucléaire à Koeberg, dans la province du Cap, dont le coût total s'élève à un milliard de rands, soit 2,5 milliards de francs suisses. Cette centrale est un pas supplémentaire dans le développement de l'arme atomique sud-africaine, qui nécessite pour sa fabrication une infrastructure technologique avancée,



21. Tribune de Lausanne, 22 juillet 1979; le Matin, 22 juillet 1979.

des experts hautement qualifiés et un équipement complexe. Le contrat pour la construction de cette centrale a été négocié pour le compte d'un consortium français par une entreprise suisse International Machinery Supplies Ltd. (22). Or, une partie importante des capitaux d'ESCOM — 47% en 1978 — sont couverts par l'étranger, étant précisé que ces capitaux, de l'aveu même d'ESCOM, sont destinés en premier lieu à la centrale de Koeberg (23). Or, rien que durant l'année 1980, ce ne sont pas moins de 575 millions de francs qui ont été empruntés par l'intermédiaire des grandes banques suisses, ce qui couvre plus du cinquième du coût de la centrale (24)!

SASOL est né de la nécessité pour le régime raciste de pouvoir assurer son indépendance énergétique en cas de boycott total ou de guerre. Ne disposant pas de gisements de pétrole sur son territoire, mais par contre de réserves importantes de charbon, le plus simple était de

développer une industrie de transformation du charbon en pétrole.

L'importance stratégique et militaire du pétrole est reflétée dans un avis de droit que Mobil a reçu de juristes sud-africains qui indique : « *Puisque le pétrole est absolument vital aux mouvements de l'armée, à la navigation de la marine, aux vols de l'armée de l'air, il est probable qu'un tribunal sud-africain considérerait qu'il tombe (...) sous la définition de munition de guerre.* » (25) Or, en 1979, un consortium formé par les trois grandes banques suisses — UBS, SBS, CS — a prêté à SASOL 60 millions de francs suisses tandis que le Crédit Suisse (CS) accordait quelques mois plus tard un nouveau crédit de 50 millions de francs suisses (26).

En conclusion, l'impérialisme suisse a su, dans une décennie marquée par la remontée des luttes en Afrique australe, offrir au régime raciste ses services et ses fonds qui, grâce au contrôle qu'il exerce

sur la commercialisation de l'or et du diamant ne présentent que peu de risques de défaillances du débiteur.

Tant que le mouvement ouvrier — en Suisse — ne fera pas sien le combat contre le soutien accordé par les banques et la bourgeoisie helvétique, M. Botha, Premier ministre sud-africain, et ses acolytes pourront s'endormir tranquillement le soir, en sachant que leurs richesses sont en de bonnes mains, discrètes et consciencieuses...

André MEYLAN
20 juin 1981.

22. *Sunday Times*, 5 novembre 1978.

23. Terry Shott, *The Bank and the Military*, document présenté au Séminaire international sur les prêts accordés à l'Afrique du Sud, avril 1981, p. 19.

24. Urs Haymoz, *Recent Loans and Trade Financing to South Africa*, document présenté au Séminaire sur les prêts accordés à l'Afrique du Sud, avril 1981.

25. Martin Bailey, *op. cit.*, p. 5.

26. Martin Bailey, *op. cit.*, p. 10.

PÉROU

La campagne répressive contre le Parti révolutionnaire des travailleurs a déjà fait deux morts

Dans un document daté du 20 août, qui dénonce les multiples agressions dont ont été victimes depuis un an des membres du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section péruvienne de la IV^e Internationale lance un appel à la mobilisation de l'opinion publique internationale contre les crimes du gouvernement civil de Belaunde Terry.

En un an de ce nouveau gouvernement, une véritable campagne d'actions répressives, en violation ouverte des dispositions de la Constitution du Pérou tout comme de la Déclaration universelle des droits de l'homme — pourtant signée par Lima —, a été déclenchée contre toutes les organisations qui s'opposent à la politique du régime. Elles ont déjà fait plusieurs victimes dont le militant du PRT Teofilo Inga Quispe (cf. *Inprecor* numéro 108), assassiné fin juillet par des hommes de main du maire de San Luis, et l'étudiant Raul Delgado Narro, tué lors de la grève générale du 15 janvier dernier.

Nombre de ces exactions des forces répressives du gouvernement Belaunde Terry, qui s'abritent derrière le décret-loi numéro 46, appelé également Loi contre le terrorisme, ont visé des membres du PRT, parti légal et disposant de trois parlementaires.

Ainsi, en novembre dernier, le député PRT de Puno, Emeterio Tacuri Huaracaya, a vu son domicile envahi par la police en

raison de son activité dans la campagne pour l'obtention de l'asile politique pour les militants boliviens. En janvier 1981, ce même camarade sera agressé par des éléments de la garde civile dans la localité de Juliaca-Puno.

Le 11 juin, c'est le député Hugo Blanco qui est matraqué par l'unité des services spéciaux de la garde civile (USE), alors qu'il se trouve à la tête d'une manifestation de la Fédération des vendeurs ambulants de Lima (FEDEVAL). Il restera hospitalisé cinq jours, et malgré le viol manifeste du principe de l'immunité parlementaire, aucune enquête judiciaire ne sera ouverte.

Le 16 mai, à Lauricocha dans le département d'Ayacucho, les militants du PRT Ireneo Rojas Morales, Juan Modesto Rojas Morales et Maximo Antonio Saico (élève du secondaire) sont arrêtés à leur domicile par les *Sinchis* (unités de lutte anti-subversive de la garde civile). Mis au secret, ils seront torturés pendant six jours pour essayer de leur faire avouer leur participation à des actions terroristes.

Raimundo Mitma, un autre militant du PRT d'Ayacucho, sera assassiné par un détachement de *Sinchis*, crime dénoncé par la police judiciaire elle-même.

Le 11 juin, le militant du PRT et crétaire parlementaire de Hugo Blanco, Moises Romero, est arrêté. Il reste cinq

jours enfermé dans les locaux des services de la Sûreté de l'Etat.

Le 16 juillet, à San Juan de Miraflores, le militant du PRT Emilio Huaracaya Iyauri est atteint d'une balle dans la jambe alors qu'il participait à un piquet de grève des ouvriers municipaux attaqués par les forces de répression.

Le 30 juillet, c'est au tour du journaliste de *Combate socialista* (organe du PRT), Alfredo Mathews, d'être arrêté alors qu'il assistait à une conférence de presse du président de la République.

« Ces faits mettent en évidence les conditions d'exercice de la démocratie dans notre pays », note le PRT, qui lance un appel « à l'opinion publique nationale et internationale pour défendre les Droits de l'homme au Pérou. » Les camarades demandent aussi « l'envoi de lettres et télégrammes de protestation exigeant le respect des droits politiques du PRT et l'arrêt de la répression contre ses militants ».

INPRECOR
15 septembre 1981.

Ces messages de protestation doivent être adressés au président de la République du Pérou, Fernando Belaunde Terry, Palacio de Gobierno, Plaza de Armas s/n, Lima, Pérou.

Copie doit être envoyée à Hipólito Enriquez, Cámara de Senadores, Congreso Nacional, Plaza Bolívar s/n, Lima, Pérou.

L' « ouverture » à l'épreuve de l'austérité et des mobilisations ouvrières

LES développements de la lutte des classes se sont précipités au Brésil au cours des trois derniers mois. L'aggravation de la crise économique et la démission du général Golbery — éminence grise du régime — d'un côté, la tenue du II

Congrès du Parti des travailleurs (PT) et du Ier Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) de l'autre, en constituent les traits saillants.

Daniel JEBRAC

Le contexte de crise internationale exerce une pression croissante sur l'économie brésilienne. Alors que le taux d'expansion avait été maintenu à 7 % ou 8 % en 1980, on enregistre d'ores et déjà cette année une chute de 3 % de la production industrielle pour le premier semestre. Les plus récentes enquêtes officielles mentionnent un taux de chômage oscillant entre 6,5 % et 10 % dans les grands centres urbains. Mais le Service intersyndical de statistiques lié au ministère du Travail reconnaît pour la région de Sao Paulo que c'est en réalité un tiers de la population qui est atteinte par le chômage ou le sous-emploi.

Parallèlement, l'envol de l'inflation semble freiné. Mais la hausse annuelle des prix demeure aux alentours de 120 %, toujours selon les chiffres officiels. Certains produits alimentaires de base augmentent à une vitesse vertigineuse. Ainsi, le prix du lait a grimpé de 240 % en quatorze mois, entraînant une chute de 40 % dans la consommation des produits laitiers. Et ce dans un contexte où la consommation de calories par tête d'habitant, après avoir atteint un sommet en 1975, a reculé de 13 %. La malnutrition fait des ravages.

Le désespoir de millions de paysans journaliers ou de sous-prolétaires urbains alimente une délinquance de masse et des explosions de colère. Au printemps dernier, des bandes de paysans du Nordeste fondaient soudain sur les villages pour en piller les supermarchés.

Les policiers chargés de les arrêter ont raconté que c'était là une tâche impossible : condamnés à mourir de faim, ces malheureux préféraient les balles à la faim.

La misère engendre à présent les trafics les plus hallucinants. Un reportage télévisé a révélé les dessous du trafic du sang dans les banlieues des grandes villes. Des chômeurs et des chômeuses vendent leur sang plusieurs fois par semaine, à deux ou trois dollars le litre, pour la fabrication du plasma industriel, exporté ensuite par des multinationales vers des régions en guerre. Dans un récent article du *Jornal do Brasil*, le poète Carlos Drum-

mond de Andrade vient de révéler qu'« un impressionnant marché d'organes se développe à travers les petites annonces des journaux de plusieurs villes brésiennes : on propose de vendre un rein, pour un prix à débattre » ... Carlos Drummond commente : « Un nombre croissant d'individus se montrent prêts à perdre une partie de leur corps afin de préserver les parties restantes. On ne se défait plus d'une maison, de bijoux, de tableaux — que la majorité ne possède pas —, mais d'un morceau de soi-même. Pourquoi garder deux reins si un seul suffit ? Si on donne déjà ses cornées par amour ou altruisme, pourquoi ne pas les vendre si les créanciers frappent à la porte ? Demain on proposera un pied, une jambe ou un œil. Pourquoi pas une oreille ? Le corps humain est à vendre au détail. Vous avez besoin d'argent ? Coupez un morceau de votre corps et vendez-le ! »

Le sang des exploités brésiliens est drainé et bu, au sens quasi littéral du terme, par les grandes banques et les multinationales. Après sa tournée des bailleurs de fonds internationaux, au printemps dernier, le ministre de l'Économie Delfim Neto est rentré déçu en dénonçant la lâcheté des prêteurs qui, presque tous, avaient tiré sur les cordons de la bourse en exigeant un arrêt de la fuite en avant dans le miracle brésilien.

Delfim Neto, entré dans ses fonctions en partisan résolu de la croissance, s'est soudain converti en déflationniste intransigeant, ordonnant des coupes sombres dans les importations.

Pour la première fois depuis longtemps, la balance du commerce extérieur a fini par dégager en juin un surplus de 160 millions de dollars. Le déficit pour les six premiers mois de l'année n'est que de 282 millions contre 2 400 millions pour les six premiers mois de l'an dernier.

Dans l'équipe dirigeante, certaines voix — dont celle du général Golbery — se sont élevées pour réclamer des mesures de relance afin de cultiver la popularité de l'actuelle majorité dans la perspective des élections de 1982. On évoquait notamment l'octroi d'un 13e mois de salaire pour les fonctionnaires. La réponse de Delfim Neto à la télévision a été catégorique : ni 13e mois ni 17e mois... Mais il a

également annoncé un relèvement des cotisations sociales des employeurs et des employés et envisagé de supprimer l'augmentation semestrielle de 10 % supérieure à l'indice des prix pour les salaires allant de une à trois fois le salaire minimum.

C'est que, malgré les efforts d'austérité, la dette internationale dépassera les 65 milliards de dollars à la fin de l'année. Avec les taux d'intérêt en vigueur, le service de cette dette continue d'engloutir les ressources de l'économie brésilienne.

Comme pour symboliser le tournant de la politique économique et l'influence croissante de ceux que l'on surnomme les *Chicago boys* (les disciples de l'école monétariste de Chicago), parmi lesquels le directeur de la Banque centrale, Carlos Langoni, le président Figueiredo a signé le 15 juillet un décret de dénationalisation restituant au privé 100 des 564 grandes compagnies d'Etat...

L' « OUVERTURE » À L'ÉPREUVE DE L'AUSTERITE

L'adoption d'une politique d'austérité musclée, dans un contexte de récession internationale, hypothèque à l'évidence l'avenir de l'« ouverture » politique amorcée ces dernières années.

C'est dans le développement de ces contradictions que s'inscrit la démission soudaine, le 6 août dernier, du général Golbery. La presse brésilienne y voit une défaite de l'aile réformatrice « geisliste » (du nom du général Geisel, président de 1974 à 1978), face à l'aile dure des « médicistes » (du nom du général Medici, président au début des années 1970).

Il est vrai que c'est un « médiciste » notoire, Milton de Abreu, qui a aussitôt remplacé Golbery au poste de chef de la maison civile de la présidence. De même, la démission de Golbery a été suivie d'une série de promotions d'officiers ultra-réactionnaires à des postes clefs, et surtout de l'ascension du général Medeiros, chef du service de renseignement militaire, comme successeur possible du président Figueiredo pour les élections présidentielles de 1984.

Mais le premier grand rendez-vous est pour l'année prochaine. Les gouverneurs des Etats seront élus à nouveau au suffrage universel, pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1964. En même temps, sont prévues des élections à l'Assemblée nationale ouvertes à tous les partis qui auront rempli les conditions de leur légalisation.

L'issue de ces élections suscite les plus vives inquiétudes dans les rangs de l'actuelle majorité et du parti au pouvoir, le Parti démocrate-social (PDS). Bien que les sondages soient peu fiables dans un pays comme le Brésil après 17 ans de dictature, ils fournissent une indication peu favorable à ce parti.

Le général Golbery, considéré comme le cerveau de l'« ouverture », avait proposé une série de mesures dans la perspective de cette échéance. Le 1er Mai, une équipe de policiers qui préparaient une provocation, avaient sauté avec leur propre bombe à Rio. Le scandale fut énorme. Le général Golbery voulait en profiter pour procéder à une épuration sélective afin d'affaiblir l'autonomie d'un secteur important de l'armée. L'affaire fut au contraire enterrée. Le général Golbery avait mijoté un projet de loi électorale sur mesure pour renforcer les chances du PDS. C'est le projet du général Medeiros qui l'a emporté. Enfin, le général Golbery voulait un train de mesures sociales pour se présenter aux élections dans une position pas trop désavantageuse. Ce fut le refus de Delfim Neto.

L'avenir de l'« ouverture » est de plus en plus étroitement surveillé. D'autant plus que, face au pouvoir et aux institutions de la dictature, pas à pas, au prix de mille difficultés quotidiennes, le mouvement ouvrier continue à progresser et à se dresser comme un réel pôle d'attraction, au point de provoquer tensions et déchirures dans les rangs de l'Eglise, jusqu'au sein de la hiérarchie.

Les communautés ecclésiastiques de base (CEB), qui sont au nombre de 80 000 environ et rassemblent quelque 3 millions de Brésiliens dans des réunions hebdomadaires, ont longtemps été, sous la dictature, l'une des rares organisations sociales tolérées. Il en est résulté que le temps consacré à la prière et aux lectures édifiantes s'est réduit au profit des discussions sur les problèmes sociaux les plus brûlants, les conditions de vie, de logement, de santé, d'éducation. Il y a dans ces communautés aujourd'hui un fort courant de sympathie en faveur du Parti des travailleurs (PT) dirigé par Lula.

Récemment, Pedro Casadaliga, évêque de Sao Felix (Amazonie) a publiquement appelé à ne pas voter l'an prochain pour le PDS ni pour le Parti populaire (PP), l'autre parti de la bourgeoisie. Il laissait ainsi le choix entre le vote pour le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), d'opposition, ou pour le PT. L'évêque a été menacé d'expulsion du pays, mais la question des prises de positions politiques continue à diviser profondément l'épiscopat. Lors d'une cérémonie religieuse à la mémoire d'un des princi-

aux chefs de l'armée, le père Vlukevicus a déclaré publiquement dans son honneur qu'en essayant de réconcilier le christianisme et le marxisme, certains cardinaux « ont fait plus de mal au pape que les balles de son assassin ».

Le ressort de ces différenciations qui travaillent en profondeur l'ensemble de la société brésilienne, demeure fondamentalement le développement d'un mouvement ouvrier indépendant de l'appareil d'Etat et émancipé du populisme bourgeois.

Les derniers progrès dans cette voie ont été enregistrés avec la tenue du IIe Congrès du PT le 8 août, les résultats d'importantes élections syndicales et la tenue du Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) le 23 août à Praia Grande, près de Sao Paolo.

LE CONGRES DU PARTI DES TRAVAILLEURS

200 délégués de tout le pays représentant 200 000 affiliés (1 pour 1 000), ont participé au IIe Congrès du PT, qui a

enregistré les progrès dans la construction du parti. Le PT remplit d'ores et déjà les conditions de légalisation dans 16 Etats, alors que 9 sont suffisants pour obtenir la légalisation nationale.

Le Congrès a adopté une résolution dénonçant toute forme de pacte social et avançant un projet de mobilisation contre le chômage (voir encadré). Il a adopté une structuration démocratique du parti à partir des noyaux militants de base et non à partir de la machinerie électorale que constituent les directoires municipaux (seuls reconnus par la loi). Il a élu une direction collégiale de 92 membres, largement représentative des implantations régionales et des courants politiques présents au sein du PT.

En ce qui concerne l'orientation, deux débats ont été particulièrement animés.

Le premier à propos de la grève générale. Le 1er mai dernier, Lula lui-même avait avancé la perspective de la grève générale. Les délégués au Congrès du PT se sont emparés de l'idée et ont voulu qu'elle figure dans le document d'orientation.

Le drapeau central du Parti des travailleurs

RESOLUTION DU IIe CONGRES DU PT SUR LE CHOMAGE

— Le PT appuie effectivement — et ses militants feront en sorte que cet appui se manifeste quotidiennement pour les travailleurs — les luttes des mouvements populaires contre la politique de récession du régime et ses manifestations les plus ressenties par les travailleurs : le chômage et le sous-emploi de la ville et des campagnes.

— En ce sens, le PT dénonce et combat les tentatives du régime pour établir un pacte social, dont le véritable but est de baisser les salaires et démobiler les travailleurs en les détournant de leurs intérêts et de leurs luttes.

— Le PT considère que la riposte des travailleurs à la politique de récession, au chômage et aux conditions de travail désastreuses, réside dans la mobilisation et l'organisation sur la base de la plate-forme suivante : a) liberté et autonomie syndicale ; b) stabilité de l'emploi ; c) baisse du coût de la vie avec blocage des loyers et des charges ; d) réajustement semestriel des salaires ; e) semaine de 40 heures sans diminution de salaire ; f) réforme agraire radicale ; g) abandon de l'actuelle politique économique et abrogation de la Loi de sécurité nationale (LSN) ; h) pour une centrale unique des travailleurs construite démocratiquement à partir de la base.

— Le PT prend aujourd'hui comme drapeau central la lutte contre le chômage et appelle tous les travailleurs des villes et des campagnes à s'en emparer.

— En brandissant ce drapeau, le PT organisera au cours de la seconde quinzaine de septembre une Journée nationale de lutte contre le chômage, soutenant toutes les initiatives du mouvement syndical allant dans ce sens et popularisant les thèmes de lutte des travailleurs. La lutte contre le chômage a deux aspects prioritaires : pour la stabilité de l'emploi et pour un salaire pour les chômeurs.

— Visant à unifier l'action des militants du PT dans le mouvement syndical, le PT tiendra une rencontre nationale de ses militants qui agiront dans le mouvement syndical, préparée par des rencontres municipales et régionales. Il revient au directoire national de mettre ce projet à exécution.

— Dans le même but, le PT réalisera une rencontre des ouvriers agricoles pour discuter des formes spécifiques de lutte contre le chômage et définir une politique agraire conforme aux intérêts des travailleurs.

— Le PT appelle ses militants, délégués élus pour participer au CONCLAT, à participer à la réunion que des dirigeants syndicaux combattifs, non nécessairement liés au PT, convoquent pour les 19 et 20 août à Sao Bernardo. Ces syndicalistes, d'accord avec les positions que nous défendons, définiront une participation au CONCLAT visant à garantir la tenue d'une rencontre démocratique qui réponde réellement à l'attente des travailleurs brésiliens. ■



Cortège du Parti des travailleurs (PT) dans une manifestation ouvrière. (DR)

Lula s'y est opposé, mais il a été largement battu lors du vote sur l'amendement. L'un des avocats du parti est alors intervenu pour expliquer que l'inclusion de cette idée dans la plate-forme pourrait offrir à la dictature un prétexte à des trasseries et à de nouveaux obstacles contre la légalisation du parti. Peu convaincus, les délégués se sont inclinés devant cet argument. La perspective de la grève générale est donc votée comme référence interne mais ne figurera pas dans le document d'orientation public...

Il n'en demeure pas moins que le vote sur le fond des délégués est révélateur d'un progrès profond dans la conscience de la dynamique du combat. Après les grandes luttes des métallurgistes de l'ABC, et notamment les quarante jours de grève du printemps 1980, il devient clair pour un nombre croissant de militants qu'une épreuve de force centrale est inévitable, qu'il ne sera pas possible de vaincre le chômage et d'en finir avec la dictature sans une centralisation des luttes.

Si la grève générale a disparu de la version finale de la résolution du PT, le vote majoritaire lui a néanmoins donné une légitimité telle que les militants du PT dans leurs syndicats se sont souvent mobilisés pour la proposer dans les plates-formes de préparation du CONCLAT. Elle fait ainsi son apparition dans de nombreuses plates-formes régionales ou de branche des ENCLAT (les Rencontres régionales de la classe travailleuse qui ont préparé le CONCLAT).

La discussion sur les élections s'est conclue provisoirement sur une résolu-

tion, largement majoritaire, en faveur de la présentation de candidats indépendants du PT partout où ce sera possible (voir encadré page suivante). La position favorable à une large coalition d'opposition a été très minoritaire.

En revanche, la discussion sur le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, qui avait été rejeté dans la confusion par le 1er Congrès du PT, en mai 1980, n'a pas été reprise, bien qu'entre-temps certains congrès régionaux aient adopté ce mot d'ordre.

LES ÉLECTIONS SYNDICALES

L'autre fait marquant des dernières semaines, ce sont les résultats des élections syndicales de la métallurgie à Sao Paulo et dans sa banlieue Sao Bernardo, fief de Lula. Les deux tests étaient très différents.

A Sao Bernardo, la liste 1, avec à sa tête Jair et bénéficiant du soutien de Lula, était en compétition avec une liste d'opposition animée par Osmar Mendonça et « Alemão », tous deux dirigeants de la grande grève de 1980. Mendonça avait en outre fait partie de la direction du PT de Sao Paulo avant d'abandonner le parti. Leur liste était inspirée par le courant néo-stalinien du journal *Hora do Povo*. Ils menèrent une campagne très agressive, s'appropriant le populaire symbole des métallurgistes de l'ABC, diffusant une propagande calomnieuse accusant Lula de connivence avec la CIA, allant jusqu'aux agressions physiques à la porte des usines.

Le résultat fut une écrasante victoire pour la liste de Jair, avec 27 635 voix (86 %) contre 2 901 voix (9 %) à la liste Mendonça-« Alemão ». Indirectement, cette victoire constitue un véritable plébiscite en faveur de Lula et confirme le maintien de sa popularité que d'aucuns prétendaient éteinte.

A Sao Paulo, le cas était tout autre. Il s'agit du plus grand syndicat ouvrier d'Amérique latine, dirigé par un *pelego* (bureaucrate jaune) notoire, Joaquim dos Santos Andrade. Ce syndicat, subordonné au ministère du Travail, conformément à la Loi syndicale en vigueur, est sensé représenter les 400 000 métallos du grand Sao Paulo à l'exclusion des banlieues comme Osasco ou l'ABC. A la différence de ces banlieues, où se trouvent concentrées les grandes firmes automobiles modernes comme Ford, Volkswagen, Mercedes-Benz, la métallurgie de Sao Paulo est composée pour une bonne part d'entreprises moyennes et petites, dispersées et caractérisées par un *turn over* accéléré de la main-d'œuvre. Dans ces conditions, l'appareil syndical qui, avec ses quelque 400 permanents, avocats, médecins, fournit un service d'assistance sociale parfois indispensable, est tout-puissant face à une base atomisée.

De plus, il n'hésite pas à recourir à des méthodes de gangster, comme ce fut encore le cas en février dernier dans les assemblées convoquées pour discuter des accords salariaux. Les hommes de main de l'appareil s'imposèrent à la barre de fer pour faire taire les porte-parole de l'opposition syndicale.

Mais, cette fois, l'enjeu allait au-delà du simple maintien de la vieille direction à la tête du syndicat. Grâce au soutien et à la caution que lui apportent le PC et le courant *Hora do Povo*, Joaquim devient le leader potentiel d'une bureaucratie renouvelée, moins directement subordonnée à l'Etat et susceptible de donner l'illusion d'une plus grande indépendance syndicale.

Dans la perspective de la construction d'une confédération syndicale, qui paraît désormais inévitable à une partie non négligeable du patronat, il apparaît comme un anti-Lula et un secrétaire général en puissance.

Or, malgré les méthodes peu scrupuleuses habituelles, les élections syndicales de Sao Paulo n'ont donné à Joaquim qu'une victoire d'une courte tête et au second tour. Pire, sa liste a été nettement battue dans les votes au sein des entreprises : 17 000 voix contre 14 000. Il n'a réussi à sauver la partie que grâce à l'appoint du vote des retraités (3 500 voix environ contre 500 à l'opposition) et au résultat des urnes volantes baladées dans les toutes petites unités de production...

Cette victoire sur le fil semble en définitive due davantage à la division de l'opposition, qui n'avait pas réussi à se rassembler derrière le nom de Valdemar Rossi et se trouvait représentée par deux listes concurrentes, qu'à l'autorité du premier *pelego* du pays. Le résultat traduit une radicalisation dans des secteurs plus arriérés et moins concentrés de la classe ouvrière brésilienne. Il inflige un camouflet à Joaquim, à la veille de la tenue du CONCLAT, où il était sensé jouer le premier rôle.

LA PREMIERE REUNION DU CONCLAT

Près de 5 000 délégués de syndicats se sont donc réunis le 23 août près de Sao Paulo. Cette Conférence de la classe travailleuse constitue la première grande réunion intersyndicale depuis le coup d'Etat de 1964. Si le régime a fermé les yeux, la réunion n'en est pas moins illégale selon la loi corporatiste en vigueur qui subordonne directement les syndicats de branche et de métiers au ministère du Travail, en excluant toute forme de coordination horizontale à l'échelle locale ou nationale.

La Conférence avait à l'ordre du jour des discussions sur le droit au travail, le syndicalisme, la sécurité sociale, la politique salariale, la politique agraire et les grands problèmes nationaux. Les thèmes les plus vivement discutés ont été ceux de la convocation d'une Assemblée constituante, le droit de grève, la réforme agraire, la mise sur pied d'un salaire minimum unifié à l'échelle nationale (et non plus régionale comme c'est le cas aujourd'hui). Deux grands courants se sont affrontés dans ces débats.

D'un côté, celui qu'incarne Joaquim et qui regroupe une partie de la bureaucratie traditionnelle, renforcée par le PC et le courant *Hora do Povo*. De l'autre, le courant des syndicalistes dits « authentiques » (dont Lula fut le symbole), des oppositions syndicales, des secteurs radicalisés de l'Eglise, qui se trouve aujourd'hui rassemblé derrière le projet du PT. Entre ces deux courants, la question de la préparation de la grève générale, combattue par le premier et soutenue par le second, fut l'une des plus polémiques.

Finalement, les délégués ont nommé une commission de 54 membres représentant les différentes tendances du syndicalisme et décidé de créer une Centrale unique des travailleurs dont le congrès constitutif devrait avoir lieu en août 1982.

Daniel JEBRAC
1er septembre 1981.

Des candidats du PT à tous les niveaux

RESOLUTION DU IIe CONGRES DU PT SUR LA SITUATION POLITIQUE ET LES ELECTIONS

— L'élargissement de l'organisation à la base à travers la formation massive des noyaux doit être considérée comme la tâche fondamentale pour que notre intervention dans le processus électoral puisse correspondre à une organisation effective des travailleurs.

— Le PT lutte pour des élections libres et directes en 1982 et 1984, et combat l'établissement de règles qui dénaturent le caractère démocratique du vote (telles que le vote bloqué, le vote par district, la limitation de la propagande électorale ou l'interdiction des coalitions).

— Notre réponse à ces mesures anti-démocratiques réside dans la mobilisation des travailleurs et la lutte pour des élections libres et directes, et non pas dans des accords de sommet ou des fusions avec d'autres partis.

— Le PT rejette également la condamnation de ses dirigeants au nom de la Loi de sécurité nationale (LSN), afin de les déclarer inéligibles. En ce sens, le PT poursuit sa lutte pour l'abrogation de la LSN et contre toutes les dispositions d'inéligibilité imposées par le régime.

— Le PT présentera en 1982 des candidats à tous les niveaux, pour tous les mandats législatifs et exécutifs, en participant sous son propre sigle et en maintenant son indépendance politique.

— La présentation de candidats du PT doit donc être précédée d'un vaste débat au sein du parti pour élaborer un programme de gouvernement à l'échelle nationale comme au niveau des Etats et des municipalités. La désignation des candidats ne devra avoir lieu qu'après la définition de la tactique électorale.

— Le débat qui précède la désignation des candidats du PT doit être étendu aux mouvements populaires, où le parti doit chercher des contributions pour l'élaboration du programme de gouvernement, la tactique électorale et y compris la désignation de candidats.

— A titre indicatif, sont proposés comme axes pour le programme de gouvernement : la démocratisation de l'administration publique ; la fin de la répression et le démantèlement des corps de répression ; la possession de la terre pour ceux qui y vivent et qui la travaillent.

— Le processus de discussion sur la question électorale dans le PT débouchera sur la réalisation, d'ici à janvier, de rencontres démocratiques, municipales, régionales et nationales, dans lesquelles seront discutés et approuvés le programme de gouvernement, la tactique électorale et le choix démocratique des candidats du parti.

« INPRECOR » A PUBLIE ...

Daniel Jebrac, « Les portes étroites de la "libéralisation" et la construction du parti des travailleurs », numéro 91, du 15 décembre 1980.

A. Jos, « Brésil : l'heure des huissiers », numéro 94-95, spécial économique, du 16 février 1981.

Daniel Jebrac, « Le PT devant l'échéance électorale et le problème de l'unification syndicale », et « Un CONCLAT contre la dictature des patrons », numéro 100, du 27 avril 1981.

Le Guatemala à la veille d'une situation pré-insurrectionnelle

L'AMPLEUR des combats qui opposent les guérilleros guatémaltèques aux forces répressives de la dictature du général Romeo Lucas Garcia permet d'apprécier jusqu'à quel point ce pays a été touché par la vague de fond révolutionnaire qui déferle sur toute l'Amérique centrale. Ces affrontements ont de plus considérablement augmenté en intensité ces derniers mois. Aujourd'hui le théâtre d'opération des différentes forces de guérilla s'étend à 19 des 22 départements du pays.

Dans les jours qui ont immédiatement précédé le second anniversaire de la victoire de la révolution au Nicaragua, les forces révolutionnaires du Guatemala ont effectué une série d'opérations combinées démontrant leur niveau de coordination et d'organisation (1). Chichicastenango, localité située dans le département de Quiché, a été occupée par 500 guérilleros pendant qu'une centaine d'autres réalisait des opérations identiques dans la région.

Pour leur part, les organisations de masse regroupées dans le Front populaire du 31 Janvier (2) (FP-31) multiplient les actions de propagande, préparant ainsi dès aujourd'hui les conditions de l'émergence d'une situation pré-insurrectionnelle dans les centres urbains. Le 4 août dernier, plus de 30 bombes à tract explosaient en plusieurs points de la capitale, diffusant de nombreuses proclamations du FP-31 demandant à la population de ne pas participer aux élections organisées par la dictature en mars 1982.

Cette intense activité politique illustre le bond en avant opéré par la lutte révolutionnaire au Guatemala au cours des derniers mois. Mais elle illustre surtout le patient travail d'accumulation de forces entrepris durant de longues années.

La combinaison de multiples formes de lutte et de mobilisation, la prise en compte des aspirations spécifiques des différents groupes ethniques, l'implantation en profondeur dans les masses paysannes et indiennes, et l'extension territoriale progressive du champ d'activité des forces révolutionnaires jalonent cette accumulation patiente de forces encore enrichie de maintenant plus de vingt années d'expériences et de luttes.

La guérilla s'est récemment généralisée au plan national sur la base d'une répartition régionale en fonction des lieux d'implantation des différents groupes révolutionnaires. « Les principales zones d'affrontements restent les départements du Nord-Ouest, frontaliers avec le Mexique (Quiché, Huehuetenango, San Marcos), où l'EGP (Armée de guérilla des pauvres) et l'ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes) ont constitué des forces régulières qui comptent avec le large appui d'une population en majorité indienne. Dans les départements de Solola, Chimaltenango et Quetzaltenango, et en partie de Las Verapaces, ces organisations ont aussi porté des coups sévères aux troupes de Lucas, bien que dans des confrontations de moindre envergure. Les Forces armées révolutionnaires (FAR), de leur côté, ont engagé dans la zone du Peten, au nord du pays, de violents combats qui ont mis en évidence la présence de guérillas permanentes et mobiles. Dans les plaines côtières du Sud, les combats proprement dits sont moins fréquents mais, en revanche, le sabotage économique et d'autres formes de harcèlement se multiplient. C'est dans cette région qu'il est possible de mesurer l'ampleur du développement des formes de luttes paramilitaires et d'autodéfense qu'ont mis en œuvre les larges masses du prolétariat agricole lié aux cultures d'exportation. Dans les zones côtières, les activités des trois organisations mentionnées et du Parti guatémaltèque du travail sont de fait complémentaires. (3) »

C'est par une violence institutionnalisée que réagit la dictature à cette élévation des potentialités militaires et de l'initiative politique des forces révolutionnaires. Les meurtres perpétrés impunément par l'extrême droite et la répression gouvernementale portent à 10 000 le nombre des disparus depuis l'année 1978. Le 19 juillet dernier, 300 personnes dont des femmes, des enfants et des vieillards étaient massacrés par les forces armées à Coya dans le département de Huehuetenango proche du Mexique.

La dénonciation de ces massacres par le FP-31 début août a coïncidé avec la constitution d'un front électoral regroupant les deux partis gouvernementaux, le Parti institutionnel démocratique (PID) et le Parti révolutionnaire (PR), avec le parti du Front d'unité nationale (FUN). Cette coalition qui a choisi de s'appeler Front démocratique populaire (FDP) soutiendra lors des élections présidentielles de mars prochain la candidature du ministre de la Défense, le général Anibal Guevara contre les formations d'extrême droite, Mouvement de libération nationale (MLN) et Centrale authentique nationaliste (CAN).

Bien que cautionnée par la démocratie-chrétienne locale, cette mascarade électorale (4), qui prétend substituer un général à un autre général à la tête de la dictature, restera impuissante à endiguer la montée du mouvement populaire.

En ce sens, une orientation du Front uni de la révolution (FUR, social-démocrate), qui aboutirait à valoriser cette manœuvre de l'oligarchie serait loin de contribuer à une avancée politique des masses (5).

Cependant, malgré la puissance militaire d'une dictature soutenue par les Etats-Unis, et fortement équipée de matériel israélien, la marche vers le développement d'une situation pré-insurrectionnelle dans ce pays apparaît donc inéluctable.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer l'attitude du gouvernement mexicain qui, s'il reconnaît avec le gouvernement français le FMLN et le FDR du Salvador comme « une force politique représentative disposée à assumer les obligations et à exercer les droits qui en découlent », collabore avec la dictature guatémaltèque en tentant de fermer ses frontières

1. Au printemps 1980, les trois organisations révolutionnaires EGP, ORPA et FAR, et l'aile majoritaire du PGT (nucleo de direccion ou direction consécutive) décidaient d'approfondir leur coordination en mettant en place une coordination nationale au niveau de leurs directions nationales.

2. Le Front populaire du 31 Janvier est un regroupement des organisations de masses. Ses dirigeants affirment : « Nous ne sommes l'expression politique d'aucune organisation, bien que nous reconnaissons que l'avant-garde est constituée par les quatre organisations EGP, FAR, ORPA et PGT ».

3. Dans *Bandera socialista*, organe du PRT mexicain, des 17 et 24 août, une série d'articles signés par Juan Lopez a été publiée sur « Les racines de la guerre populaire au Guatemala ».

4. Le Front révolutionnaire « luquiste » du Guatemala qui avait soutenu le général Romeo Lucas Garcia « élu » en 1978 avec 8 % des voix, 70 % d'abstentions et une énorme fraude électorale, soutient aujourd'hui le candidat de l'oligarchie et de l'armée, le général Anibal Guevara.

5. Le FUR semble traversé par diverses positions en perspective des élections. Ainsi, si l'on en croit le quotidien *El Grafico* du 23 août publié à Ciudad-Guatemala, le secrétaire général du FUR, Carlos Morales aurait « clairement exprimé que son parti participera aux élections générales de 1982 et que son candidat à la présidence sera un civil ». Dans *Barricada* du 3 septembre, le quotidien publié par le FSLN au Nicaragua, Guillermo Colom Argueta, membre du Conseil politique du FUR, répliquait que « participer aux élections au Guatemala c'est avaliser les crimes du régime de Romeo Lucas Garcia et trahir un peuple qui lutte pour sa liberté ».

aux paysans victimes de la répression, comme l'analyse l'article ci-après que nous ont fait parvenir nos camarades du PRT mexicain.

A la campagne chauvine du gouvernement mexicain préoccupé par l'extension au Mexique de la contagion révolutionnaire centro-américaine, le PRT répond que le département du Chiapas est la porte du Mexique sur l'Amérique centrale et « qu'elle ne doit pas rester fermée », et mène campagne pour l'aide aux réfugiés qui fuient les exactions de l'armée de Romeo Lucas Garcia et de l'extrême droite. ■

V. K.

17 septembre 1981.



MEXIQUE

Le Mexique refoule des milliers de réfugiés guatémaltèques

Arturo CORONA

Mexico. — Le 21 juillet dernier, le gouvernement mexicain décidait d'expulser 4 500 paysans guatémaltèques qui avaient trouvé refuge dans la province mexicaine de Chiapas, limitrophe du Guatemala. Ces paysans ne sont pas les premiers à passer la frontière pour chercher refuge en territoire mexicain. Au contraire, dans la zone de Soconusco, une des zones d'agriculture capitaliste les plus développées située également à Chiapas, ce sont chaque année plus de 60 000 ouvriers guatémaltèques sans papiers qui viennent travailler. Ce qui était nouveau dans les familles qui avaient trouvé refuge au Mexique à cette occasion, c'était leur caractère de persécutés politiques fuyant la répression au Guatemala. C'était pour eux une question de vie ou de mort, face aux massacres permanents de l'armée et des organisations para-militaires qui, selon les chiffres les plus modérés, ont commis plus de 80 000 assassinats au cours des deux dernières décennies.

En 1977, pour ne pas remonter très loin, plus d'une centaine de paysans furent massacrés à Panzos. Le 31 janvier 1981, l'armée lançait l'assaut contre les paysans occupant l'ambassade d'Espagne à Ciudad-Guatemala ; 31 paysans furent brûlés vifs et les survivants furent abattus à l'hôpital... La presse mexicaine fait journellement état de l'assassinat de paysans et de militants au Guatemala.

Une semaine avant l'expulsion de ces 4 500 paysans, 470 personnes qui avaient également trouvé refuge au Mexique, avaient également été expulsées.

Le gouvernement mexicain a offert l'asile politique à 47 personnes dont on a admis que la vie était en danger et a refoulé le reste dans leur pays, car « leur caractère de persécutés politiques n'était pas établi ». Il n'y a pas plus hypocrite et cynique que ces déclarations. Le secrétaire du gouvernement a même essayé, le jour de l'expulsion, de détourner l'atten-

tion de l'opinion publique en affirmant dans un communiqué à la presse que l'expulsion n'avait pas eu lieu... Il n'est pas de meilleur exemple de ce mensonge que la lecture du communiqué du jour joint aux photographies qui montrent la destruction du camp des réfugiés et les embarcations dans lesquelles ont été embarqués les paysans expulsés pour franchir le Usumacinta (rivière qui délimite la frontière entre le Mexique et le Guatemala). Le gouvernement ne peut en aucune façon alléguer sa méconnaissance du problème des persécutions et de la répression au Guatemala. Il ne peut pas non plus se prévaloir d'un manque d'informations précises quant aux persécutions endurées par les paysans guatémaltèques. Et, même si c'était le cas, ce serait un argument de plus contre le gouvernement mexicain.

La Commission des réfugiés de l'ONU en place au Mexique a affirmé qu'on ne lui a pas laissé le temps d'intervenir ou même de chercher une quelconque sortie de secours vers d'autres pays pour ces persécutés. Les raisons formelles avancées par le gouvernement mexicain quant à la qualité de réfugié politique dont il entend donner une définition restrictive sont également démenties par toute l'histoire de la solidarité avec les réfugiés politiques comme dans le cas de la révolution espagnole ou des exilés chiliens en 1973.

En réalité, le gouvernement mexicain vient de montrer un aspect fondamental de sa véritable politique extérieure. Les expulsions en elles-mêmes, la hâte mise à les exécuter, l'insolence avec laquelle elles furent réalisées — au risque de se voir condamner par des organismes tels que l'ONU qui a répété par trois fois sa condamnation des expulsions —, entendent démontrer clairement, tant vers l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, quelle sera la politique du gouvernement mexicain face au développement de la révolution guatémaltèque.

Si dans le développement de la lutte finale contre Somoza et dans le dévelop-

pement ultérieur de la révolution nicaraguayenne, le gouvernement a voulu apparaître comme un allié démocratique, cherchant par cette attitude à marquer des points pour cultiver son image internationale, l'attitude du même gouvernement face au développement de la révolution salvadorienne a été de continuer à livrer du pétrole à la dictature salvadorienne dans le même temps qu'il s'efforçait d'asseoir son image par de prétendues conditions politiques à son aide aux gouvernements centro-américains (aide incluant tout le monde, c'est-à-dire comprenant le Nicaragua, ne portant pas sur les armes et ne devant pas être utilisée dans des campagnes anticommunistes), conditions qui, comme on peut le voir, sont d'une parfaite hypocrisie quand il s'agit de régimes dictatoriaux profondément répressifs et anticommunistes comme le Honduras, le Salvador et le Guatemala. Par rapport au Nicaragua, si le gouvernement impérialiste de Ronald Reagan a bloqué les crédits, il peut laisser le Mexique développer ses relations avec le régime nicaraguayen tout en continuant ses propres attaques.

Dans le cas de la révolution guatémaltèque, le gouvernement mexicain a déjà fixé sa position. Cette attitude est le prolongement de la politique suivie tout au long des années 1960, quand l'armée mexicaine prit part à l'écrasement de la guérilla au Guatemala. Depuis 1980, le gouvernement mexicain a entrepris toute une série de manœuvres militaires conjointes à la frontière avec l'armée guatémaltèque. En décembre 1980, ce sont 60 000 soldats mexicains qui ont participé à des manœuvres d'entraînement avec des militaires guatémaltèques dans les provinces frontalières de Chiapas, Tabasco et Campeche. Le thème de ces manœuvres auxquelles on a fait une large publicité — puisque la presse était invitée à y assister —, était de faire face à une « invasion rouge » venant du Sud...

Depuis, l'armée s'est entraînée à des opérations tactiques et stratégiques avec

un armement moderne contre-insurrectionnel récemment acquis. Cet armement comprend par exemple des blindés anti-guérilla visant à remplacer, avec d'autres équipements motorisés, des véhicules aujourd'hui totalement inefficaces, et la fabrication massive de fusils automatiques dont la licence de fabrication au Mexique a été achetée en Allemagne fédérale.

Le 15 septembre, jour de l'Indépendance du Mexique et fête nationale, l'armée a défilé en faisant une démonstration, d'ailleurs coûteuse, de ses efforts de modernisation. Ces derniers sont présentés dans le « *Plan global de développement* » du gouvernement Lopez Portillo comme une des grandes priorités nationales et comprennent, entre autres choses, le doublement des effectifs qui doivent passer de 110 000 hommes à 220 000 hommes, l'achat d'avions de combat F5, etc.

Même si ce processus est expliqué par les nouvelles conditions apparues avec le boom pétrolier, la défense des eaux territoriales jusqu'aux limites des 200 milles, sans parler de la protection des infrastructures hydrauliques et hydro-électriques du pays, il est maintenant pratiquement démontré que son principal objectif est de contrôler les émigrés qui ont cherché refuge au Mexique, conséquence de l'avancée de la révolution guatémaltèque et, plus généralement, centro-américaine.

L'armée a insisté de diverses façons sur sa coordination permanente avec l'armée guatémaltèque dans ses opérations d'entraînement. Et, depuis un certain temps déjà, quand cette dernière signale la présence au Mexique de campements de guérillas guatémaltèques, l'armée mexicaine invite une délégation de l'armée guatémaltèque à parcourir de long en large les régions montagneuses de Chiapas pour les convaincre de leur erreur...

Toute la gauche et les forces démocratiques au Mexique se souviennent de l'élimination en territoire mexicain de la guérilla de Yon Sosa et son groupe à la suite d'une opération conjointe des forces armées mexicaines et guatémaltèques.

Dans le cas du Guatemala, la position du gouvernement mexicain sera clairement contre-révolutionnaire. Il n'y aura pas d'appui diplomatique ni d'aide matérielle, il n'y aura pas de déclarations démagogiques couvrant en fait l'aide à la Junte militaire comme dans le cas du Salvador. Face à la révolution guatémaltèque, le gouvernement mexicain a déjà manifesté dans tous ses actes qu'il contribuerait à toutes les tentatives pouvant contribuer à son écrasement.

L'expulsion des réfugiés du 21 juillet a été suivie de l'assassinat d'un certain nombre d'entre eux. Des cadavres de paysans ont été retrouvés flottant sur les eaux de l'Usumacinta.

L'extension de la révolution guatémaltèque est néanmoins imminente. Tout ce qui s'est passé au cours de la dernière période annonce les affrontements décisifs entre les organisations de guérilla et les corps répressifs qui vont se produire dans un avenir proche.

Au travers d'années de préparation, d'un large travail politico-militaire, d'organisation des masses ouvrières et paysannes, de la mise en place de fronts de lutte solides et développés, les organisations guatémaltèques se sont préparées à ces affrontements.

Malgré la terrible répression, l'assassinat systématique des dirigeants de masse, le mouvement des masses n'a pu être écrasé ni les organisations syndicales détruites. Au contraire, dans bon nombre d'organisations de masse, la formation de groupes d'autodéfense ouvrière a été entreprise, sous forme de comités et de milices armées pour affronter la répression, notamment celle des groupes paramilitaires d'extrême droite. Ces initiatives sont encore partielles, elles ne sont pas centralisées et elles n'ont pas encore pu passer à l'offensive.

Mais les organisations armées sont parvenues à un certain degré de consolidation. Toutes les sources s'accordent à reconnaître l'existence aujourd'hui au Guatemala de plus de 18 000 combattants dans les forces de la guérilla regroupées dans les fronts militaires de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), de l'Organisation du peuple en armes (ORPA), des Forces armées révolutionnaires (FAR) et de l'aile majoritaire (*dirreccion consecuyente*) du Parti guatémaltèque du travail (le PC guatémaltèque). Ces organisations, en plus de leurs effectifs dans la guérilla, exercent une influence différenciée sur le développement du mouvement des masses.

L'un des problèmes qui n'est pas encore résolu est la question de l'unité des organisations révolutionnaires et de masses. Il existe des organismes de coordination des organisations de masse comme le Front démocratique contre la répression (FDCR) et le Front populaire du 31 Juillet (FP-31), mais ce ne sont pas encore les organisations unitaires dont les masses guatémaltèques et les organisations de guérilla ont besoin.

Nous sommes à la veille de développements décisifs de la révolution guatémaltèque. Le Guatemala vit une crise très profonde sans solutions à court terme. Le mouvement des masses progresse au milieu de nombreuses difficultés, et de cadavres encore plus nombreux, mais il a atteint une plus grande maturité politique.

Jusqu'à présent, malgré le génocide perpétré contre les masses indigènes, les opérations militaires à grande échelle, un budget colossal consacré aux armements, l'armée régulière n'a pu défaire les organisations révolutionnaires. Au contraire, la présence de ces dernières s'est affirmée, allant jusqu'au développement d'opérations d'une certaine envergure, comme l'offensive de la première quinzaine de juillet 1981 qui a vu l'occupation d'une ville comme Chichicastenango dans la province du Quiché par 500 guérilleros, ainsi que d'autres localités.

Ces échecs de l'armée dans ses tentatives d'écrasement des mouvements armés sont à l'origine des fissures qui commencent à se dessiner au sein de la caste

militaire agitée par de vives discussions sur le meilleur moyen d'en finir avec la guérilla.

Ces échecs des militaires de la dictature ont fait comprendre à l'impérialisme que l'hypocrisie n'est pas la meilleure méthode pour les défendre d'une montée populaire. L'administration de Ronald Reagan a décidé d'abandonner l'embargo sur les livraisons d'armes décidé par Jimmy Carter — embargo qui ne fut jamais ni total ni effectif —, et de défendre ouvertement une politique d'assistance militaire et financière massive pour contre-carrer les progrès de la guérilla.

Le développement de la révolution guatémaltèque va être décisif pour l'avenir de la révolution en Amérique centrale. Le Guatemala est le pays le plus peuplé, le plus étendu géographiquement et — après le Salvador — le plus industrialisé d'Amérique centrale. Une défaite de la dictature guatémaltèque modifierait de façon décisive tous les rapports de force dans cette région du monde, plus encore au moment où le Nicaragua est sans doute à la veille de l'établissement d'un second Etat ouvrier de l'hémisphère occidental, comme le montrent les mesures annoncées à l'occasion du IIe Anniversaire de la révolution, l'expropriation des entreprises « décapitalisées » par la bourgeoisie et l'approfondissement de la réforme agraire avec l'expropriation de 1 200 000 ha de terres jusqu'alors aux mains de la bourgeoisie.

La révolution guatémaltèque se développe à la frontière sud du Mexique. Elle aura un impact supérieur, plus direct encore sur la conscience et l'organisation des travailleurs mexicains. Dans la province de Chiapas, son impact est déjà perceptible. Les massacres des paysans en lutte au Mexique par les caciques et les autorités gouvernementales rendent plus immédiatement perceptibles aux paysans les conditions de développement de la révolution guatémaltèque. La solidarité avec la révolution guatémaltèque au Mexique est de la responsabilité exclusive des ouvriers, des paysans et de leurs alliés. L'organisation de cette solidarité est une des tâches les plus importantes de la gauche révolutionnaire mexicaine et des organisations ouvrières en général.

Conscient de cette responsabilité, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PR), section mexicaine de la IVe Internationale, qui est en première ligne dans la solidarité avec la révolution salvadorienne au Mexique, s'est lancé dans une large initiative unitaire en défense de la révolution guatémaltèque et pour exiger du gouvernement mexicain la reconnaissance du droit d'asile aux persécutés d'une des plus sanglantes dictatures centro-américaines. Cette exigence est d'autant plus importante que l'exode massif de Guatémaltèques vers le Mexique ne fait que commencer.

La révolution guatémaltèque est un nouvel espoir et une nouvelle tâche internationaliste qu'il nous revient d'assumer. ■

Arturo CORONA
Mexico, août 1981.



Les librairies
où vous pouvez trouver
" INPRECOR "

— P A R I S —

1er arrondissement

Librairie de Valois, 25, rue de Valois

3e arrondissement

Librairie des Mille-Feuilles, 2, rue Rambuteau

4e arrondissement

Marais Noir, 44 bis, rue Vieille-du-Temple

5e arrondissement

Autrement dit , 73, bd Saint-Michel
Librairie l'Harmattan, 16, rue des Ecoles
Tiers Mythes, 21, rue Cujas

10e arrondissement

Sélio, 87, rue du Fbg Saint-Denis

11e arrondissement

Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis

12e arrondissement

La Terrasse de Gutenberg, 76, avenue Ledru-Rollin
« 1984 », 22, bd de Reuilly

14e arrondissement

Librairie de la Cité universitaire, 21, bd Jourdan
Librairie Tschann, 84, bd du Montparnasse

15e arrondissement

Librairie Syros, 9, rue Borromée

— E T R A N G E R —

BELGIQUE

Boekhandel 1. Mei, Tiensestraat 270, 3000 Louvain
Kritak, Vesaliusstraat 1, 3000 Louvain
Librairie de la Commune, rue des Grands Carmes 9, 1000 Bruxelles

QUÉBEC

Librairie Rouge, 1737 Saint-Denis, Montréal

SUISSE

Cédips, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne
Librairie La Taupe, 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève

